

AIR & SPACE POWER

JOURNAL
EN FRANÇAIS

Eté 2007

Volume III, No. 2

Editorial

- Le Comité de rédaction de Air & Space Power Journal en français*
Une équipe francophone et internationale 3
Rémy M. Mauduit

Perspective d'un leader

- Accès expéditionnaire aérien : Les relations africaines* 6
Colonel Brian K. Hall, USAF

Articles

- Assistance pour la préparation aux opérations de contingence en Afrique*
Développer des partenariats de formation, pour l'avenir de l'Afrique 18
Colonel Russell J. Handy, USAF

- Une nouvelle forme de guerre aérienne* 27
Tim Larribau

- L'évolution de l'Armée française* 34
Pierre Montagnon

- La diplomatie de l'avion de chasse : Une « route des Indes » ?* 40
Manohar Thyagaraj

- Comment contrer une tactique stratégique. Comment conserver à l'armée de l'air*
américaine sa capacité d'intervention face au conflit Chine/Taiwan 52
Colonel Lawrence M. Martin Jr., USAF

- L'avenir de la force aérienne des Etats-Unis dans la péninsule coréenne* 65
Dr. Bruce E. Bechtol Jr.

- Origines de l'armée de l'air royale du Bahreïn* 77
Colonel Hamad Abdulla Al-Khalifa

Quick-Look

- La mission du Conseil de l'aviation de combat* 81
Commandant Ioannis Koskinas, USAF

Points de vue

- L'Irak écartelé entre deux formes de terrorisme* 84
Général de brigade d'état-major Qaa'id Kerish Mashthoob Al-Khuzaa'i
Armée de l'air irakienne

PIREP

- Le programme d'essais comparatifs de matériels étrangers* 87
Lieutenant colonel Marlon Camacho, USAF

Revue de livres

- The Iraq War: A Military History*
(La guerre en Irak : une histoire militaire) 90
Williamson Murray et général de division Robert H. Scales Jr.
Critique du colonel Merrick E. Krause

Lu pour vous

- Les Ailes de 1940. Pilotes de chasse dans la bataille* 93
Patrick de Gmeline

- Militaires à temps partiel. Sociologie des officiers de réserve spécialistes
d'Etat-major* 93
Mohamed Madoui

- Le Renseignement dans la guerre d'Algérie* 94
Général Maurice Faivre

- Collaborateurs** 95



Le Comité de rédaction de *Air & Space Power Journal* en français

Une équipe francophone et internationale

(par ordre alphabétique)

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le nouveau Comité de rédaction de *Air & Space Power Journal* en français. Les membres de ce Comité viennent d'horizons différents avec un large éventail de connaissances, comprenant d'éminentes personnalités académiques et professionnelles ainsi que de jeunes doctorants et lieutenant de réserve reflétant la nature profonde de *Air & Space Power Journal* en français : francophone, internationale, progressive, innovatrice et orientée vers l'avenir.

Paul D. BERG, docteur en histoire (Auburn University), diplômé du *Air Command and Staff College* et *Air War College*, lieutenant colonel dans l'armée de l'air des Etats-Unis est directeur de la Division des revues professionnelles de l'armée de l'air au *College of Aerospace Doctrine, Research and Education – CADRE*. Il a auparavant servi à *Air Command and Staff College* (ACSC) où il dirigeait les cours d'études de la force aérienne et spatiale. Paul D. BERG est un commandant pilote avec plus de 5.800 heures de vol. Il a écrit de nombreux articles dont plusieurs ont été publiés dans cette revue.

Xavier CABANNES, docteur en droit, habilité à diriger des recherches, est maître de conférences à l'Université Paris 5, dont il est membre du Centre Sécurité et Défense. Il est fondateur et codirecteur de la collection « Droit de la sécurité et de la défense » aux éditions L'Harmattan (Paris). Xavier CABANNES est l'auteur de divers articles juridiques relatifs aux questions de défense et de sécurité.

Murielle Lucie CLEMENT, doctorante à l'Université d'Amsterdam (ASCA), Pays-Bas est professeur de français, déléguée de la Société des Poètes Français (France) et *Woman of the Year 2002* de l'*American Biographical Institute* (Etats-Unis). Elle est membre de l'Académie Royale des Musiciens des Pays-Bas (KNTV), de la Société des Gens de Lettres (France), du Club International des Journalistes (Russie), du Comité de Rédaction du Cerf-Volant, cahier littéraire (Paris), du Comité de Rédaction du Pays des Mille et une Nuits, Revue Culturelle (Paris). Pédagogue de chant, formation de solistes et de choristes, Murielle Lucie CLEMENT anime aussi des ateliers d'opéra, de chant et de mouvement, des ateliers d'écriture et des ateliers de langues modernes. Critique littéraire de Fabula.org, elle organise des colloques pour l'Université d'Amsterdam.

Virginie DOUBLI, docteur en Sciences du Langage (Université de Montpellier) est professeure-chercheuse à l'Université de Montréal (UdeM) au Canada. Ses recherches sont centrées sur l'oral et le français langue seconde et tournent autour de la compréhension auditive, l'apprentissage de la compréhension orale et plus récemment la norme du français québécois oral. Virginie DOUBLI est responsable du programme conjoint en français langue seconde (UdeM/McGill). Elle a publié notamment dans la Revue de l'Association grecque de Linguistique Appliquée et Les cahiers de l'ASDIFLE.

Abdallah EL MOUNTASSIR, docteur ès Lettres, est professeur de linguistique à la faculté des Lettres et des Sciences Humaines d'Agadir, Maroc. Il est membre du Groupe Académique de Recherches et d'Études Féminines (GAREF) de la faculté des Lettres d'Agadir et chercheur associé au Centre de Recherche Berbère de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco) à Paris, France. Abdallah EL MOUNTASSIR est l'auteur de nombreuses études et travaux sur la linguistique et la littérature berbères. Il est également l'auteur de trois ouvrages : 1) *Initiation au tachelhit – langue berbère du Sud du Maroc* (Langues & Mondes, l'Asiathèque, Paris, 1999), 2) *Dictionnaire des verbes tachelhit-français* (l'Harmattan, Paris, 2003), 3) *Amarg, Chants et poésie amazighs* (l'Harmattan, Paris, 2004).

Tim LARRIBAU, lieutenant de réserve de l'armée de l'air française, Bordeaux, France. Il a servi comme aide de camp et assistant chef de cabinet du Chef de l'Etat-major Interarmées de Planification Opérationnelle à Creil. Il occupe diverses fonctions dans la communication et l'interprétariat parallèlement à son engagement dans la Réserve de l'armée de l'air. Il a été détaché temporairement au sein du Centre de Planification et de Conduite des Opérations de l'Etat-major des armées. Il intervient également de façon régulière dans la formation et l'instruction des jeunes réservistes. Tim LARRIBAU est aussi l'un des animateurs de l'Aérobibliothèque, site Internet recensant les parutions d'ouvrage aéronautiques en langue française. Il est en charge notamment de la thématique « Stratégie et doctrines aériennes ».

Paul MANSIANGI MANKADI est Chef des travaux au département d'hygiène et salubrité de l'environnement de l'Ecole de Santé Publique, faculté des sciences, université de Kinshasa. Il est doctorant en Sciences de base et s'intéresse à l'entomologie médicale, particulièrement à la bioécologie des vecteurs et à la lutte contre les vecteurs des grandes endémies de la RDC (Paludisme, Trypanosomiase, onchocercose et la bilharziose). Il est membre de Conférences Internationales Francophones d'Entomologie (CIFE) et du réseau « Maladies Parasitaires et Vectorielles », l'une des équipes de chercheurs de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Il est également membre du secrétariat de la rédaction d'une nouvelle revue intitulée « Revue de Santé Publique en RDC », République Démocratique du Congo.

Silviu MATEI, doctorant en Sociologie Politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, directeur de Recherches, TNS Csop, Bucarest, Roumanie. Il est très actif dans plusieurs domaines : commentateur politique à *Realitatea TV* (Bucarest), à epsNet – *European Political Science Network*, études doctorales en Europe financées par la Commission Européenne (Paris), codeur et analyste des manifestes politiques des partis français et belges aux élections européennes à *Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung* (Mannheim). Il est aussi l'auteur de plusieurs articles sur le comportement électoral dans la Roumanie postcommuniste.

Juan Carlos MORENO ROMO, docteur en philosophie (Université Marc Bloch de Strasbourg), chercheur et professeur de philosophie à l'*Universidad Autónoma de Querétaro*, Querétaro, Mexique, professeur invité des universités *Católica de Nicaragua*, *Autónoma de Madrid* et *Autónoma de Zacatecas*. Il est auteur de nombreux articles spécialisés, publiés dans des revues scientifiques de pays comme la France, le Canada, l'Espagne, le Chili, l'Argentine ou le Mexique. Conférencier, il a participé à des congrès internationaux en Europe et en Amérique. Il s'intéresse plus particulièrement à la philosophie moderne (notamment de Descartes, autour duquel il prépare deux livres) et de la philosophie récente en langues française et espagnole. Il s'intéresse aussi à la philosophie de la culture et de l'histoire, et à la philosophie de la religion.

Wautabouna OUATTARA, docteur en Sciences économiques, chercheur et professeur à l'Université de Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire. Il enseigne aussi à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) Côte d'Ivoire et au Centre Africain de Management et de Perfectionnement des Cadres (CAMPC). Wautabouna OUATTARA est membre du réseau Analyses Economiques et

Développement (AED) des chercheurs de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et de l'*African Econometric Society* (AES).

Andrianjaka Hanitriniala RAJAONARISON, président de l'association Esprit d'Entreprise – EdE, Madagascar. Diplômé de troisième cycle en entrepreneuriat de l'Institut de la Francophonie pour l'entrepreneuriat de l'Ile Maurice, et de l'université Montesquieu Bordeaux IV de France. Il est également le point de contact de l'IFOAM – Fédération internationale des mouvements en agriculture biologique, au sein de Laulanié Green University de Madagascar.

Tafta RAVELOJAONA, doctorant en sociologie, Laboratoire SACO (Savoir et Cognition), Université de Poitiers. Licencié en sociologie de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, Madagascar. Ses thèmes de recherche comprennent la socio-histoire des partis politiques et de la professionnalisation politique à Madagascar, la sociologie du personnel politique et la sociologie de l'apprentissage politique.

Alain Joseph SISSAO, docteur en Sciences Littéraires et Humaines (Université Paris XII Val de Marne), chargé de recherche à l'Institut des Sciences des Sociétés (IN.S.S.) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Ouagadougou, Burkina Faso. Il est membre du Comité Scientifique du CRITAOI, administrateur du site du CRITAOI, correspondant national du LITAF, coordinateur d'un projet de recherche sur les littératures de l'enfance au Burkina du réseau LDE/AUF. Alain Joseph SISSAO est l'auteur de plus de 23 articles publiés dans des revues européennes et africaines ainsi que trois ouvrages : *Contes du pays des Moose* (Karthala, Burkina Faso, 2002), *Alliances et parentés à plaisanterie au Burkina Faso : mécanisme de fonctionnement et avenir* (2002) et *Weeogo, poèmes d'exil* (l'Harmattan, Paris, 2005).

Air & Space Power Journal en français invite les auteurs à lui soumettre des manuscrits d'articles qui traitent d'une large gamme de questions présentant de l'intérêt pour le milieu militaire et en particulier le milieu aérien et spatial. Ce domaine inclut, mais sans s'y limiter, des sujets comme les politiques de défense et de sécurité, les questions de stratégie, de doctrine et d'opération, la structure des forces armées, l'application de la technologie, l'acquisition d'équipement, l'histoire militaire, le leadership ou l'éthique militaire. *Air & Space Power Journal* s'intéresse plus particulièrement à des articles qui présentent des idées ou des concepts originaux, de nouvelles approches aux problèmes ou des interprétations novatrices. Tout manuscrit sera évalué en fonction de son originalité, de la solidité de son argumentation, de la pertinence et de l'actualité de son sujet.

Comme je l'avais souhaité dans le numéro inaugural (Hiver 2005), je voudrais que cette revue devienne une tribune où les aviateurs, les militaires, anciens militaires et experts en la matière, pourront exprimer des idées ou des concepts originaux, envisager de nouvelles approches des problèmes ou des interprétations novatrices.

Il existe un vaste choix d'idées importantes et pertinentes qui doivent faire l'objet d'un examen approfondi et même d'un débat énergique à un moment où la profession militaire subit des changements considérables en ce qui concerne sa perspective, son équipement, sa structure, et les méthodes qui seront probablement employées pour mener les opérations futures. Je souhaite donc que les échanges qui seront la substance de cette revue soient francs et ouverts.

Rémy M. Mauduit, éditeur
Air & Space Power Journal en français
Maxwell AFB, Alabama

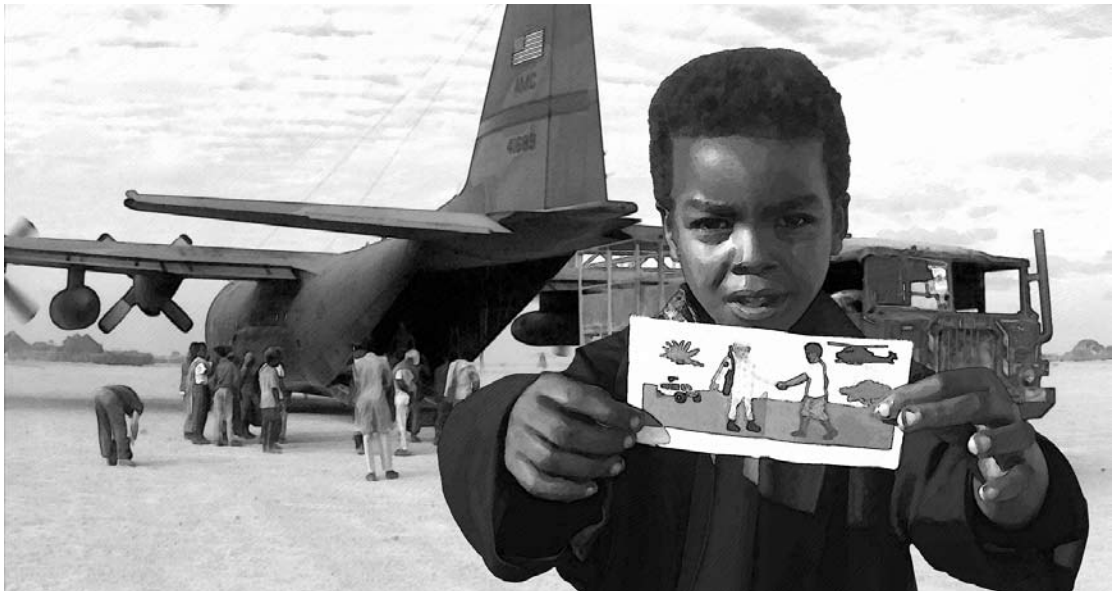


Accès expéditionnaire aérien

Les relations africaines

PAR LE COLONEL BRIAN K. HALL, USAF

Résumé de l'éditeur: Bien que cet article ait été publié en 2003 par la revue sœur en anglais, il paraît être d'actualité à l'heure où l'attention est portée sur l'Afrique. Le colonel Hall voyait après une décade ou presque de mondialisation croissante l'Afrique avoir été atteinte par-à-coups, laissant un héritage de tensions, de pauvreté, de maladies et de conflits. La stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis reposait sur un traitement approprié de ces conditions. Pour la force aérienne et spatiale, un plan complet d'accès devenait un élément indispensable de succès.



Il est impossible de prédire où aura lieu le prochain Desert Shield. Cela pourrait bien se passer en un endroit où nous n'avons ni troupes, ni infrastructure – pas de bases ou de systèmes de soutien sur place. Nous devons alors emporter avec nous tout ce dont nous aurons besoin, y compris abris, matériels d'entretien, hôpitaux, nourriture et eau.

Général de corps d'armée Michael A. Nelson, USAF
"Aerospace Forces and Power Projection"

Est-ce que l'accès stratégique qu'avaient les Etats-Unis en Afrique dans les années 80 est possible aujourd'hui après plus d'une décade de négligence en politique étrangère ? L'accès reste plus ou moins constant voire progresse sur quatre des cinq principaux continents. La région à plus haut risque de par la diminution de l'engagement des Etats-Unis est l'Afrique subsaharienne¹. Les Etats-Unis ont choisi de se concentrer sur d'autres zones, aux dépens de l'Afrique. L'*Operation Desert Shield* avait non seulement été un succès monumental comme ouverture d'accès au Moyen Orient mais elle avait également validé la doctrine de la force aérienne américaine et les concepts naissants de guerre interarmées. De plus, les concepts transformationnels se retrouvaient dans l'initiative des nouveaux concepts d'opérations de l'armée de l'air. Le plus grand enseignement tiré d'*Operation Desert Shield* est que dans le futur, aucune crise ne pourra être gérée avec succès sans un accès permanent des forces expéditionnaires aériennes. L'accès élargi dont on a bénéficié pendant cette opération rendit possible le caractère déterminant de l'*Operation Desert Shield*. L'armée de l'air a maîtrisé pratiquement tous les aspects complexes d'une guerre expéditionnaire majeure ; quoiqu'il en soit, les opérations de déploiement rapide en réponse à des contingences de petite échelle, les opérations d'assistance humanitaire et les opérations de maintien de la paix restent relativement ad hoc parce qu'elles sont plus réactionnelles que délibérées. Mais il reste beaucoup à faire pour améliorer la capacité de déploiement rapide de notre nation comme soutien d'objectifs de politique étrangère.

Selon la stratégie de sécurité nationale (*The National Security Strategy* – NSS) de 2002, « la présence de forces américaines outre-mer et l'un des plus profonds symboles de l'engagement des Etats-Unis envers ses alliés et amis »². La NSS insiste également sur la façon dont les forces américaines doivent se préparer pour plus de déploiements similaires en développant actifs et capacités caractérisant les forces expéditionnaires. Au plus haut niveau du conflit, les commandants au combat

régionaux auront besoin de forces pour mener à la bataille des capacités spéciales et s'attendent à ce que ces forces soient prêtes à combattre dès leur arrivée sur le théâtre. L'*Operation Enduring Freedom* – OEF est un exemple du mélange non standardisé d'actifs air et sol conjugués dans le combat contre le terrorisme sans excès de directive doctrinale et présentant ainsi un exemple clair de transformation. Nous allons dorénavant avoir besoin de ce type de créativité et d'innovation pour faire face à l'incertitude stratégique et à l'engagement asymétrique au niveau mondial.

L'Afrique pourrait bien servir de terrain d'essai pour les concepts, les méthodes et les capacités transformationnels. Ce continent offre un superbe challenge à l'habileté des Etats-Unis à expédier des forces dans une région souvent oubliée à cause de la magnitude des crises actuelles dans les Balkans, le Moyen Orient et la Péninsule Coréenne. L'opinion américaine a été soumise à l'attention continue des média sur ces zones. Mais l'Afrique a été oubliée parce que les ressources nationales rares et le soutien étaient dirigés vers des régions de plus grand intérêt vital pour les Etats-Unis. Le public ne fait pas attention à l'Afrique sauf en cas de tragédie cataclysmique comme ce qui s'est passé au Ruanda pendant l'été 1994. Juste un an auparavant, les média américains avaient saturé les postes de télévision d'images du désastre en Somalie, ce qui, indubitablement, réduisit à la fois la couverture médiatique suivante et les programmes d'assistance directe de la part des Etats-Unis.

Au cours des dix dernières années, l'expérience a prouvé que le déploiement expéditionnaire aérien en Afrique reste une science immature – de celles qui font suite à une politique étrangère négligée.

Bien souvent, des aviateurs novateurs ont utilisé des solutions astucieuses pour faire face aux challenges particuliers posés par ce que l'on peut encore appeler le « Continent Noir ». Chose curieuse, à cause du peu d'agences du gouvernement américain en Afrique et des activités limitées des organisations non-gouvernementales (ONG), les aviateurs sont devenus les ambassadeurs de bonne volonté de notre nation dans

des régions coupées des canaux diplomatiques normaux. La nécessité d'améliorer les expéditions aériennes pour faire face aux conflits de faible intensité n'est pas près de diminuer. En fait, il est plus que vraisemblable que des forces basées à l'extérieur de ces zones connaîtront plus fréquemment des déploiements expéditionnaires puisque notre nation doit affronter l'omniprésente guerre globale contre le terrorisme, un combat qui pourrait bien conduire cette nation et ses alliés au plus profond de l'Afrique. La région sub-saharienne est devenue une terre légendaire de culture de la souffrance humaine causée par la pandémie du VIH/SIDA, les troubles ethniques, religieux et politiques, les calamités naturelles et les états déliquescents ; tout cela crée un environnement propice à la prolifération de terroristes. L'Afghanistan et la Somalie où l'anarchie et le radicalisme sont rampants, l'ont montré ; le terrorisme a le même résultat. Pour contrecarrer l'expansion de ces maux, les Etats-Unis doivent établir un accès avec des nations africaines sélectionnées et prometteuses.

Cet article est concentré sur l'accès comme autorisant l'implantation d'éléments militaires, économiques et diplomatiques de la projection de la puissance des Etats-Unis. Il porte le débat sur l'importance stratégique de l'accès comme moyen de démontrer une projection de puissance modérée³ ; il examine comment les stratégies régionales, opérationnelles de coopération créent un accès élargi – quoique non sans remises en cause importantes – et identifie les concepts naissants pour assurer l'accès et montrer comment les Etats-Unis pourraient mieux se préparer à de futures expéditions aériennes en Afrique.

L'importance stratégique de l'accès global

En Afrique, promesse et opportunité côtoient épidémie, guerre et pauvreté désespérante. Ceci menace à la fois une valeur des Etats-Unis – préserver la dignité humaine – et notre priorité stratégique – combattre la terreur globale.

Stratégie de Sécurité Nationale (NSS), 2002

Le NSS indique que, « ensemble avec nos alliés européens, nous devons aider à renforcer les états fragiles d'Afrique, aider à bâtir une capacité indigène à sécuriser des frontières poreuses, et aider à faire appliquer la loi et mettre sur pied une infrastructure de renseignement pour empêcher le refuge de terroristes »⁴. Nous ne pouvons pas réaliser ces objectifs sans une projection de puissance suffisante et un soutien à un continent immense en taille et en diversité. La stratégie de sécurité nationale Etats-Unis/Afrique doit respecter les alliances multilatérales tout en préparant les accords bilatéraux qui renforceront la confiance et l'assurance de l'accès.

L'administration du président George Bush reconnaît clairement qu'elle doit concentrer son attention sur l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, et l'Ethiopie comme états ancrés pour la coopération de sécurité régionale. D'autres participants régionaux méritent également d'être reconnus pour avoir de bons gouvernements et appliquer des systèmes politiques responsables et démocratiques, à savoir, le Ghana, le Gabon, le Mali et le Sénégal. La politique de l'administration en ce qui concerne la coopération de sécurité régionale reconnaît ces états comme elle le fait pour tout le Sahel. Effectivement, l'initiative pan-sahélienne dans l'effort le plus récent de coopération a donné de l'effet à la guerre globale contre le terrorisme⁵. Des démocraties naissantes ont accepté les demandes d'accès des Etats-Unis pour répondre à l'émergence de crises. Nous aurons besoin de consolider ces accès pour appuyer une réaction rapide lorsque le conflit éclate, comme cela s'est récemment produit au Libéria et de nombreuses fois en Afrique au cours de la dernière décennie.

Les Etats-Unis se trouvent dans une exceptionnelle situation d'hégémonie en s'efforçant d'équilibrer la puissance mondiale tout en développant de nouvelles stratégies de sécurité nationale. D'un point de vue classique, ceci n'est pas forcément mauvais, puisque si une nation domine la scène internationale avec une puissance écrasante, la paix et la stabilité vont régner ; cela n'a effectivement pas beaucoup de sens de déclarer la guerre à un tel état. Le scientifique politique Robert

Gilpin a affirmé que « la Pax Britannica et la Pax Americana, comme la Pax Romana garantissaient un système international relativement paisible et sécurisé »⁶. A l'inverse de la Grande Bretagne qui à l'époque contrôlait tout un empire, l'Amérique possède une grande économie nationale, auto-entretenu et a la capacité de projeter une remarquable puissance modérée (habileté diplomatique, coopération militaire transparente, réforme économique) à chaque coin du monde. Les Etats-Unis sont donc plus susceptibles d'envoyer de la nourriture et des aides médicales en Afrique que d'y expédier la troupe.

La projection de puissance et l'accès vont de conserve. Dans cet article, l'expédition aérienne s'entend comme moyen de projection de puissance et l'accès comme autorisation. Mais il faut un peu approfondir ce débat pour décrire exactement le type de puissance qu'il convient le mieux de projeter en Afrique. Bien entendu, les Etats-Unis doivent toujours être prêts à exercer à la fois une forte puissance militaire et une forte puissance économique pour forcer les autres parties à modifier leurs positions. Les gros déploiements de force et les sanctions économiques sont deux exemples de projection irrésistible de puissance forte, qui est relativement facile à utiliser quand l'accès est prévu et la présence outremer étendue. Une présence américaine permanente et un investissement (militaire et économique) importants en Europe, dans le Pacifique et dans le Moyen Orient montrent que les Américains sont prêts à utiliser la puissance forte. Mais il est aussi possible d'exercer une puissance indirecte : un pays peut obtenir les résultats souhaités en politique mondiale si d'autres pays admirent ses valeurs, suivent son exemple, cherchent à atteindre son niveau de richesse et d'ouverture et en conséquence veulent le suivre⁷.

La puissance modérée représente plus que la persuasion ou l'habileté à faire bouger les gens avec un discours⁸. Les Etats-Unis seraient dans une mauvaise passe s'ils perdaient la possibilité de modeler le paysage international par projection de puissance forte et modérée. L'hégémonie de l'Amérique est moins souvent remise en cause quand sa puissance

modérée est solide et associée aux principes de bénévolat et de dignité humaine.

L'Afrique est mûre pour un engagement de puissance modérée. D'excellentes capacités de puissance-forte comme celles qui ont été investies au Moyen-Orient, en Europe et dans le Pacifique ne sont pas nécessaires en Afrique. Une projection de puissance-modérée suffira longtemps à garantir les intérêts vitaux américains. Des projecteurs crédibles de puissance modérée comme le Canada, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont chacun une influence politique largement supérieure à leur poids militaire et économique. Les quatre nations incluent dans leur définition d'intérêts nationaux des instruments souples et attractifs comme l'aide économique et des actifs de maintien de la paix, rejetant par là même la nécessité d'une puissance forte et coûteuse. Des objectifs limités ne permettent cependant que des politiques étrangères de puissance modérée.

Il est intéressant de noter que les gouvernements ne sont pas les seuls à manier la puissance souple.

Les industries américaines et les ONG développent leur propre pouvoir doux, qui peut être soit complémentaire soit concurrentiel à la politique étrangère officielle. Mais il n'y a pas place pour des disputes entre acteurs quand les ressources rares sont mieux mises en valeur par des efforts conjugués qui assurent l'élargissement de l'accès – une relation classique, symbiotique de puissance modérée. La concurrence d'efforts unilatéraux a tendance à ne pas survivre. Depuis le début, une coopération complémentaire du privé et du public a un meilleur impact et des effets de plus longue durée. C'est pour cette raison que l'armée américaine joue un rôle substantiel en transportant, distribuant et approuvant les marchandises de beaucoup d'ONG et de programmes officiels gouvernementaux. Il y a des moyens de s'assurer que tous les intérêts américains en Afrique sont maintenus en sécurité et, si nécessaire, introduits sur le théâtre par les forces d'intervention expéditionnaire, de mobilité globale, de réaction rapide. Dans les conflits – autres que les conflits majeurs – il y a peu d'écart entre la

planification, l'exécution et le maintien des forces d'intervention aériennes. Quoiqu'elles soient passablement différentes de portée et de caractère, les missions d'intervention expéditionnaire aérienne tirent chacune leur force de leur capacité transformationnelle.

En Afrique, le potentiel de mobilité globale rapide et de support flexible au combat (*Agile Combat Support* – ACS), appuyé par des capacités de commandement et de contrôle bien réparties, est parfait pour de futures opérations de secteur. Les forces expéditionnaires aériennes (faisant probablement partie d'un groupement interarmées) bougeront rapidement, se positionneront et soutiendront ces forces. La mobilité globale rapide démontre une amélioration de la capacité à soutenir les opérations avec une force et une empreinte plus petites tout en franchissant les distances en un minimum de temps. L'ASC, qui démarre bien avant le déploiement de la force, offre beaucoup d'avantages, indispensables à la réussite de l'implantation et du support, y compris la préparation de la force : assurer, planifier et proposer les emplois, concevoir et préparer le mouvement le déploiement et la réception, employer effectivement, et assurer des niveaux appropriés de support au théâtre des opérations⁹.

Bien que ces concepts et capacités semblent pleins de promesses, les entités non-étatiques préparant un conflit avec les Etats-Unis vont chercher à utiliser les énormes distances que doivent franchir les forces américaines pour les attaquer. Ces ennemis volatiles réalisent trop bien la dépendance quasi-absolue des Etats-Unis envers les accès libres et l'utilisation de terrains d'aviation et de bases sur le théâtre potentiel du conflit¹⁰. Dans l'environnement actuel d'action en crise, arriver rapidement sur le théâtre est aussi important que ce qui se passe ensuite. Le plus grand souci de l'administration Bush pour la projection de force militaire en Afrique est d'établir des sites sélectionnés qui permettent de s'imposer dès que les bottes touchent le sol¹¹.

Les difficultés de l'accès en Afrique

Les états troublés et les menaces transnationales vont probablement occuper une partie croissante du temps des forces armées dans le futur; s'ajoutant aux problèmes compliqués OPTEMPO (rythme temps opérationnel) existants. Les extrémismes ethniques, tribaux et religieux, ravivés à la fin de la Guerre froide ne donnent aucunement l'impression de s'apaiser.

Hans Binnendijk
« Une Estimation Stratégique
du XXIème siècle »

La globalisation est l'enfant de la politique étrangère des Etats-Unis. En bref, la globalisation est un réseau mondial d'interdépendance¹². La globalisation est tellement imbriquée dans les économies, sociétés, environnements et défenses du monde entier, que certains membres de la communauté mondiale dépendent pour leur subsistance des nations les plus favorisées. L'Afrique est plutôt la norme que l'exception dans la mesure où elle reçoit de la part des nations développées de substantiels pourcentages de leur assistance officielle au développement : France (43 pourcent), Allemagne (28 pourcent), Italie (69 pourcent), Royaume Uni (35 pourcent), et Etats-Unis (15,4 pourcent)¹³. En tant que pourcentage du total de l'assistance étrangère mondiale, la contribution des Etats-Unis est décevante ; en fait, elle représente plus de \$2,1 billions de fonds engagés en 2003.

La métaphore '*hub-and-spoke*' (réseau en étoile) s'applique de façon plus proche au globalisme militaire qu'au globalisme économique, environnemental ou social parce que la domination américaine en ce domaine est beaucoup plus importante¹⁴. La domination américaine militaire est tellement globalement implantée que des nations moins puissantes s'appuient sur des accords de sécurité bilatéraux pour combler les lacunes de leur propre défense. Pour en assurer la viabilité, les Etats-Unis négocient par ces agréments mutuels une assurance d'accès, procédé qui

conduit à toutes les options possibles de déplacement d'une base à l'autre, depuis les installations de la « forteresse Europe » jusqu'aux bases lointaines dans des coins perdus du globe. Bien qu'il reste d'importantes forces américaines en Europe, au Moyen Orient, et dans le Pacifique Ouest, le retrait de forces au cours des 15 dernières années a laissé des trous importants dans la présence outre-mer.

Cette distribution inégale de puissance militaire modérée ou forte dans les parties pré-industrialisées et industrialisées du monde s'est faite au détriment des très petits commandements. Ce qui avait été un modeste programme de coopération militaire dans des endroits stratégiques comme l'Éthiopie, le Kenya, le Libéria, la Somalie, le Soudan et le Zaïre disparut à la fin des années 80. Au cours de la dernière décennie, la présence militaire américaine a été réduite à rien de plus que des opérations limitées de pont aérien lors de missions diplomatiques, des exercices mineurs et la construction associée à l'exercice, des escales, et de rares exercices de formation et de familiarisation des forces spéciales (centrés sur la Corne de l'Afrique).

Comme les actifs limités de la marine et des Marines sont enchaînés aux actuels points chauds de la Méditerranée orientale, du Golfe Persique et des littoraux Indien et Pacifique, l'ouest, le centre et le sud de l'Afrique deviennent vulnérables par le manque d'assistance militaire rapide américaine, rôle traditionnellement rempli par les unités expéditionnaires des Marines navigant dans l'Atlantique Sud et l'Océan Indien. Bien que des actifs de transport aérien tactique et stratégique de l'armée de l'air américaine aient beaucoup volé en Afrique, ces missions doivent faire face au danger d'opérations non standardisées, d'accès limités et de capacités en mauvais état.

Actuellement, *Operation Enduring Freedom* (OEF) met en scène les futurs déploiements de forces expéditionnaires aériennes. Les expériences proviennent des méthodes et procédés expéditionnaires utilisés pour implanter des actifs aériens à Bagram et Kandahar, Afghanistan et à Manas au Kirghizistan, qui fournissent l'environnement pratique pour tester et standardiser l'installation

de forces expéditionnaires aériennes¹⁵. La planification soignée, l'organisation de mission et l'ASC nécessaires à la sécurité et à une implantation acceptable devraient être reproduits en tant que normes pour les futures expéditions aériennes. Combiner les expériences d'OEF avec des années d'opérations de vols en Afrique procure une base qui pourrait permettre d'établir la norme d'implantation de bases pour les forces expéditionnaires aériennes dans n'importe quel coin du globe.

Toute opération de contingence contient une part d'incertitude. Quoiqu'il en soit, le fait que le futur soit incertain n'est pas une excuse pour ne pas effectuer les préparatifs adéquats¹⁶. Toute opération importante débute par une planification sérieuse de campagne stratégique basée sur le fait que le succès impose d'implanter tous les matériels de guerre aux meilleurs endroits. L'implantation de la force est de la responsabilité du commandant de combat régional, dont l'état major doit rendre compte des demandes spécifiques d'implantation de sa composante aérienne une fois connu le nombre et le type des avions. Selon la doctrine interarmées, chaque service composant est responsable de son propre déploiement et de son entretien. Le commandant au combat doit approuver l'implantation initiale et ce qui suivra, le cas échéant, pour assurer non seulement le support et la protection de la force, mais aussi et cela est plus important, la force de projection de portée maximum dans le minimum de temps.

Tout aussi essentiel, l'accès est un aspect fondamental de la planification du soutien au combat parce qu'il est indissociable de la logistique et de la protection de la force. Si la logistique est le sang de la force aérienne, l'accès aux bases aériennes correspond au squelette et aux organes internes à travers lesquels coule le sang¹⁷. Le besoin de bases aériennes pour utiliser efficacement les forces aériennes à terre a été essentiel depuis le commencement d'opérations aériennes avancées. Les opérations expéditionnaires aériennes ont de plus en plus souffert ces derniers temps d'opérations non-optimales entraînant inévitablement les premiers problèmes importants.

A part les distances, l'Afrique préindustrielle regorge d'autres défis exceptionnels pour l'accès en vue de projection de forces aériennes expéditionnaires. Par exemple, des 286 plus grands aéroports ou terrains d'aviation africains actuellement inclus dans le rapport d'agrément et de restriction des terrains d'aviation de mai 2000 (*Air Mobility Command's Airfield Suitability and Restrictions Report* – ASRR) du commandement de la mobilité aérienne, 84 pourcent seulement des aéroports militaires recensés les plus importants peuvent soutenir des opérations de C-130 (le plus petit des transports tactiques de l'armée de l'air américaine¹⁸). Le C-17, destiné à un meilleur déploiement dans le monde, avec une plus grande charge utile/portée et demandant au moins 1220 mètres de piste améliorée, peut atterrir sur moins de 65 pourcent des principaux terrains africains recensés par l'ASRR¹⁹. La plupart des missions de vol en Afrique au cours des 20 dernières années ont utilisé des cellules d'avions C-130 et C-141 au lieu du C-17 stratégiquement plus intéressant, dont 87 avaient été livrés à l'armée de l'air américaine pour des déplacements globaux de personnel et d'équipement²⁰. En plus du manque de terrains d'aviation appropriés, les limites relatives à d'autres facteurs comme la sécurité en vol, l'aide et le carburant disponibles au sol et la sécurité sur le terrain d'aviation concourent à effacer les avantages des capacités du C-17 à être applicable dans le monde entier sans compter que cet actif est déjà utilisé au maximum pour le support d'opérations qui font le tour du cadran au Moyen Orient et en Asie Centrale.

Dix opérations expéditionnaires de transport aérien significatives ont eu lieu en Afrique ces dix dernières années, incluant des opérations de maintien et de renforcement de la paix, des opérations d'évacuation de civils, et des opérations d'assistance humanitaire. Toutes ont généré des enseignements qui reflétaient les difficultés de planification des opérations africaines, la dégradation du déploiement et de l'emploi, les stratégies de sortie mal définies. Les politiques nationales aussi bien que l'ensemble des militaires et la planification opérationnelle mettent tous en

garde contre les dangers intrinsèques associés aux opérations menées à proximité ou au travers d'états adversaires et d'acteurs non-étatiques. Ces groupes vont utiliser des armes, de plus en plus disponibles, et la subversion pour atteindre notre volonté et notre capacité à conduire des opérations militaires africaines vitales et abandonner l'Afrique du XXIème siècle à une situation contraire aux intérêts des Etats-Unis. Instabilité politique, luttes ethniques et religieuses, désastres dus aux maladies épidémiques, et corruption rendent la coopération stratégique – au mieux – fragile. Dans un continent suintant par ses frontières poreuses, idéal pour cacher un mouvement terroriste transnational, les opérations anti-accès sont non seulement plausibles mais tout à fait probables selon le vocabulaire actuel de la sécurité.

Si l'on ajoute à cette volatilité un soutien imprévisible, un contrôle aérien et des communications (au sol et aéroportées) hasardeux et une sécurité discutable, il ne faut pas s'étonner que les transporteurs aériens commerciaux américains évitent délibérément l'Afrique. Rien ne perturbe plus un aviateur qu'opérer dans un environnement où font complètement défaut les sûretés que l'on considère normales dans le reste du monde. La planification expéditionnaire aérienne, les opérations, la logistique, le soutien et les assistances médicales qui sont la norme sur les quatre autres principaux continents ont été détruits ou ont manqué durant toute la dernière décade ou plus, en Afrique.

Operation Guardian Assistance (opération d'assistance humanitaire) conduite en 1996, deux ans après les atrocités du Ruanda, offre un exemple représentatif des problèmes qui ont harcelé les forces américaines essayant de mettre sur pied des opérations difficiles. Le manque de stock de carburant et de ravitaillements mobiles limitait partout la distribution de fuel, or l'aviation stratégique utilisait tellement de carburant que son taux de consommation affecta sérieusement tous les points établis le long de la ligne de ravitaillement, ce qui se répercuta souvent en cascade dans les pays voisins. Les installations des terrains d'aviation, comme les aides à la navigation et

les procédures, ne satisfaisaient pas aux normes américaines de sécurité de vol. Le manque de données actualisées et complètes sur les terrains obligeait à des études de dernière minute au risque de récolter des données essentielles incomplètes, qui mettaient en péril les équipages, les passagers et les cargaisons. Les équipages étaient parfois obligés de voler à vue, de jour, pour conduire leurs opérations. A bord, la navigation inertielle et le GPS, comme la confirmation visuelle suivant la charte de l'aviation, devinrent les méthodes de navigation recommandées pour parcourir les immenses distances de l'Afrique.

Avant d'entreprendre la prochaine et inévitable expédition aérienne en Afrique, les Etats-Unis devront s'assurer qu'un personnel tout à fait qualifié contrôle les opérations. Si un centre d'opérations aérospatiales (*Air and Space Operations Center* – AOC) est organisé pour des tâches dépendant de la mission de la force interarmées (en Afrique la plupart des expéditions aériennes sont orientées vers le pont aérien), il doit avoir le personnel compétent pour le transport aérien. Le personnel résident d'un AOC de division de mobilité aérienne maintient les qualifications nécessaires pour la plupart des missions africaines, mais il faut ajouter des planificateurs spécialistes du chargement sur le document d'équipement interarmées. Prendre les planificateurs du chargement parmi les éléments surmenés du contrôle des ponts aériens des avions ravitailleurs n'est pas une solution.

L'armée de l'air américaine se trouve face à un problème physique critique – c'est-à-dire, disponibilité et opérabilité – pour baser ses forces expéditionnaires. La disponibilité, telle qu'elle s'applique à l'accès, veut dire utiliser les terrains d'aviation les meilleurs possibles pour rendre les bases opérationnelles à l'emploi de la force aérienne. Les nations accorderont le meilleur accès physique possible aux forces américaines lorsque cela leur semblera être dans leurs meilleurs intérêts, sachant que si l'on prend d'abord en compte le retour économique, la disponibilité arrive en second plan. Si le prix est correct, la disponibilité devient un sujet abordable.

Pour un aviateur, l'opérabilité signifie utiliser un terrain d'aviation capable d'une performance de pointe pour le support de l'avion en question. Les terrains indispensables pour le fonctionnement des avions modernes ont besoin d'une formidable infrastructure pour la maintenance des systèmes d'armes technologiquement sophistiqués d'aujourd'hui. Le dilemme de la force aérienne moderne est qu'elle a tendance à arriver au sol avec une très grande empreinte. Bien souvent, le terrain en position avancée a besoin d'améliorations pour s'adapter à des déploiements à long terme. Alors, encore une fois, une installation de combat de *Desert Storm* est improbable en Afrique. Nous avons plus de chances de voir une installation de type OEF. Le coût sera sûrement un facteur dans l'établissement d'un accès sûr, en accord avec les normes américaines.

L'accès – disponibilité et opérabilité – était devenu un problème important à la base aérienne de Ganci à l'aéroport de Manas (Kirghizistan)²¹. Là-bas, le besoin a pris le pas sur le coût parce que l'accès en Asie Centrale était devenu primordial dans les premières semaines d'OEF, et le problème physique de disponibilité et opérabilité l'emportait sur les autres options, par ailleurs limitées. L'infrastructure de l'aéroport de Manas nécessitait d'importantes améliorations et une construction supplémentaire majeure pour gérer un flux modéré de pont aérien stratégique (il avait juste assez d'espace pour le stationnement de quatre C-17 ou C-5 de transport)²². Le prix de l'accès à Manas est élevé : on s'attend à ce que l'armée américaine injecte plus de \$40 millions annuels dans la faible économie locale²³.

Nous ne devons pas laisser passer les opportunités d'implantations potentielles de force, ni celles d'établir des bases correctes en Afrique. Bien entendu, cet investissement peut se faire sous différentes formes, le coût étant souvent plus élevé pour la nation d'accueil que son remboursement monétaire. Le coût politique d'une ouverture d'accès à une base de contingence fondé sur des négociations, peut marquer le début d'une relation à long terme. Par exemple en Turquie, dès 1954, les Etats-Unis ont loué l'emploi d'une base opérationnelle à Incirlik. Cela a commencé par une base de ravitaille-

ment en carburant et d'approvisionnement dans un endroit reculé, tout à fait comparable aux endroits d'où les Etats-Unis ont opéré en Afrique et représente aujourd'hui 49 ans de présence grandissante des Etats-Unis à partir d'une seule base expéditionnaire.

Cela ne veut pas dire que l'engagement en Afrique devrait évoluer en un Incirlik subsaharien. Mais il est temps d'agir. La coopération sécuritaire en Afrique représente des économies substantielles par rapport aux situations en Europe et Asie Centrale. L'étendue des initiatives africaines équivaut à une fraction de celles associées à l'OEF. Attendre le début d'hostilités ou de crises pour initier une implantation retarderait tout le succès de la force expéditionnaire aérienne. Un engagement préliminaire peut garantir un accès assuré au moment où nous avons besoin d'implantation de mobilité globale.

Ce débat a ciblé l'implantation d'expéditions aériennes ; la maintenance de ces forces est cruciale pour les opérations prolongées. Un réseau de points de distribution dans le théâtre, qui soit efficace et effectif, doit relier rapidement les forces avancées au cordon de sécurité rattaché au continent des Etats-Unis²⁴. La génération d'électricité et la restauration de maintenance doivent être sécurisés parce qu'ils sont les clés du support des opérations.

En situation de crise, le temps passé à déployer les forces et l'ACS est le facteur modérant la prise de décision en fonction de l'installation. Le déploiement sur une base solide augmente sérieusement les options sécuritaires et les missions couvrant l'étendue du conflit. S'implanter dans un endroit désert entrave l'enthousiasme à cause des conflits entre demandes de ressources pour faire progresser la base aérienne ou pour soutenir les opérations ; un tel scénario affaiblit la nature expéditionnaire du concept naissant d'opérations de mobilité globale.

Recommandations

Préparez-vous pour l'endroit où vous allez, choisissez les hommes qu'il faut et l'équipement, arrivez tôt sur place pour superviser

l'installation de la base, établissez des contacts avec les commandants de la nation d'accueil, travaillez à l'intérieur de la structure de commandement du théâtre pour les questions de personnel et la subsistance des troupes.

Général de division Roger A. Brady, USAF
« Bâtir et commander des Unités Expéditionnaires »

Si l'on considère l'appréciation stratégique d'un commandant de force interarmées d'un point de vue politique, économique, militaire et social des facteurs affectant l'accès et en supposant que les objectifs stratégiques et opérationnels nécessaires à l'accomplissement de la mission soient compris de toutes les composantes, une des premières choses à prendre en considération pour une planification concrète est l'implantation et l'installation²⁵. La préparation de l'implantation de force comprend la transmission au commandant au combat supporté de la meilleure estimation des besoins planifiés de la composante aérienne et une estimation des opérations futures. Evaluer précisément les capacités et l'infrastructure du support est crucial pour la flexibilité de l'armée de l'air des Etats-Unis parce que cela permet aux planificateurs de prévoir les besoins du support et d'ajuster correctement les packages des forces²⁶. La division stratégique de la composante aérienne AOC doit donc inclure l'implantation de force et l'information sur l'installation dans son concept d'opérations. Le concept de sites de déploiement expéditionnaire pré approuvé (*Preapproved Expeditionary Deployment Sites – PEDS*) de l'armée de l'air des Etats-Unis en Europe – USAFE repose sur la possession de données actualisées et de sites expéditionnaires pré approuvés²⁷.

Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de gaspiller une bonne planification de déploiement dans des négociations unilatérales élargies comme en Asie centrale et au Moyen Orient. Le besoin pour l'aviation américaine de terrains d'aviation pré planifiés et pré approuvés a été souligné dans le rapport du bureau d'audit du gouvernement sur les opérations aériennes au Kosovo. Le changement du concept des bases

d'opération en colocation dans le milieu des années 90 a laissé un vide stratégique dans l'assurance d'accès aux points potentiellement chauds dans la zone de responsabilité de l'USAFE (qui inclut 41 des 54 nations africaines). L'USAFE a du inventer un concept pour compenser la réduction de 25 à 8 terrains d'aviation accessibles en permanence sur le théâtre – aucun ne se trouve sur le continent africain.

Le concept PEDS est fondé sur les besoins. Le commandement européen des Etats-Unis doit donc se servir de la récente NSS et suivre les directives de politique étrangère pour définir les besoins de la projection de puissance modérée pour un accès sub-saharien sélectif. Le Ghana, le Gabon, le Mali et le Sénégal sont tous des candidats crédibles pour les PEDS parce qu'ils font preuve d'une relative stabilité politique et d'une volonté ouverte d'aider les Etats-Unis dans la guerre globale contre le terrorisme. La position stratégique de ces quatre nations augmente encore leur adéquation à la nécessité de liaison en étoile pour les opérations expéditionnaires américaines interarmées.

Avec l'approbation du concept par le Commandement Européen des Etats-Unis et par le ministère de la défense, des négociations d'accord préliminaire relatif aux PEDS mettraient le processus en route. Elles initieraient en particulier l'approbation du concept par les nations d'accueil pour l'implantation et les opérations des Etats-Unis sur des terrains d'aviations spécifiques pour des types d'avions spécifiques et le soutien expéditionnaire. Après l'approbation de la nation d'accueil, des accords négociés doivent inclure les points suivants :

1. Autorisation d'agrément de statut-de-forces (*Status-Of-Forces-Agreement* – SOFA) pour les militaires déployés et les contractants américains.
2. Applications de contrats américains
3. Dégrevement fiscal
4. Installations des bases accessibles aux forces expéditionnaires
5. Soutien de la nation d'accueil

6. Paiement américain de l'utilisation des installations, des réparations et améliorations, des services reçus²⁸.

Comme nous l'avons appris à travers les négociations de l'OEF, les accords existants – tel le préaccord (*Memorandum Of Understanding* – MOU) pour l'utilisation potentielle de terrain d'aviation – accélèrent l'implantation de la force et, plus important, peuvent initier la planification de la protection de la force dans la nation d'accueil bien avant sa réception. Cette simple considération accélère l'utilisation des forces expéditionnaires.

Une allocation de ressources minimale prévue pour améliorer l'actif de la nation d'accueil assure notre accès associé à l'engagement des Etats-Unis ; engagement qui jusque-là revêtait simplement la forme d'une signature MOU concernant l'utilisation conjointe de bases aériennes spécifiques. Voir la mise en œuvre concrète d'accords techniques MOU dans des zones d'implantation avancées du personnel et de l'équipement, la mise en route de contrats locaux de services, d'améliorations ou de construction de nouvelles installations renforce les bonnes relations qui deviennent très rentables lorsque les forces arrivent dans le pays d'accueil.

On ne peut jamais « trop » s'intéresser aux détails en période calme. La prévision en temps voulu de parcours et de méthodes peut être initiée et testée avant le déploiement des forces expéditionnaires. Cela procure en outre à l'ASC une possibilité de répéter les missions critiques ; et plus important encore, la protection de la force peut être assurée et les déficiences déterminées et corrigées sans risque de perte de vies ou d'équipement.

Conclusion

Cet article a insisté sur la transformation de l'armée de l'air pour passer d'un déploiement de packages aériens encombrants et à large empreinte (peu synchronisé avec la force projetée par les autres services) en une puissance aérienne expéditionnaire rapidement déployable adaptée à des réactions outremers rapides. L'armée de l'air a beaucoup à

apprendre des Marines, qui a depuis longtemps une bonne estimation de l'emploi de force expéditionnaire et, en fait, incarne le mot *expéditionnaire*. La doctrine des Marines de combat implique d'emblée le concept d'intégration d'armes combinées pour maximiser les effets d'une mission air-sol – ancêtre du groupement interarmées. La survie des Marines dépend d'une pleine intégration des capacités, et il en sera de même pour les forces interarmées qui vont faire face aux défis sécuritaires de demain.

Un autre point qui doit être souligné se réfère à l'utilisation du temps. Pourquoi se déployer dans des contrées désertes si l'on a suffisamment de temps et si des bases opérationnelles importantes solides sont accessibles ? Encore une fois, des concepts expéditionnaires aériens préventifs, comme les PEDS, fournissent une possibilité significative de soutenir des opérations militaires prolongées. Une fois que la décision d'investir est prise, il est difficile de revenir en arrière. Les planificateurs américains et les commandants au combat doivent se rendre compte que la projection de force n'est pas facilement réversible. Nous devons prendre les meilleures options parce que la rapidité d'un emploi décisif de force aérienne ne laisse pas la possibilité de réviser un concept d'implantation de base mal conçu.

Notes

1. Cet article se référera désormais à l'Afrique subsaharienne en tant qu'Afrique. L'Afrique du Nord, composée des nations du littoral méditerranéen, n'est pas un grand problème pour les opérations aériennes expéditionnaires parce que les Etats-Unis ont forgé des relations de longue durée et accèdent pendant les contingences à des bases opérationnelles en colocation. Ces bases font périodiquement l'objet d'attentions au cours d'exercices binationaux ou multinationaux.

2. *The National Security Strategy of the United States of America* (la stratégie de sécurité nationale de Etats-Unis d'Amérique), (Washington, D.C.: Government printing Office, septembre 2002), 29, en-ligne, internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>.

3. Joseph S. Nye Jr., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone* (Le paradoxe de la puissance américaine : pourquoi la seule

Comme le fait remarquer Sebastian Mallaby dans le *Washington Post*, « le paradoxe de la puissance américaine à la fin de ce millénaire est qu'elle est trop grande pour qu'aucun autre état puisse l'affronter, et cependant pas encore assez grande pour résoudre des problèmes comme le terrorisme global et la prolifération nucléaire »²⁹. Bien qu'il ait fait cette déclaration avant le 11 septembre 2001, ceci est encore vrai. Malheureusement, la guerre contre des acteurs non étatiques gravite vers des endroits qui avantagent les terroristes. L'Afrique pourrait bien en être un parce qu'elle est submergée par une immense pauvreté et un chômage qui crée une masse désœuvrée attirée par tout ce qui promet un apport financier et une plus grande estime de soi. Le paysage mal connu de l'Afrique subsaharienne ne peut être lié que par une présence américaine accrue uniquement réalisable grâce à l'assurance d'accès à des terrains d'aviation bien planifiés et équipés qui permettent des opérations en étoile vers des endroits éloignés et mûrs pour la subversion. La planification d'accès présentée ici est un pas dans la bonne direction. La porte de l'Amérique reste ouverte pour l'Afrique aussi longtemps que les intérêts américains seront ciblés et fondés. Le but est la projection de force modérée, la clé est l'accès expéditionnaire aérien. □

superpuissance au monde ne peut-elle agir seule), (New York: Oxford University Press, 2002), 8.

4. *National Security Strategy* (Stratégie de Sécurité Nationale), 10.

5. Briefing, Steve Metz, *Subject: Africa and Future U.S. Policies and Strategies* (Sujet : l'Afrique et les futures politiques et Stratégies des Etats-Unis), USAF Air War College, 20 février 2003.

6. cité dans Nye, 15.

7. Ibid, 8.

8. Ibid. 9.

9. *Draft Briefing* (Ebauche de briefing), Quartiers Généraux USAF/XOXS, *Subject: Air and Space Expeditionary CONOPS* (Sujet : Expéditionnaire Aérien et Spatial CONOPS), septembre 2002.

10. *U.S. Department of Defense, Office of the Under Secretary of Defense for Acquisition and Technology* (Ministère de la défense des Etats Unis, Bureau du sous-secrétaire à la

défense pour l'acquisition et la technologie), *Final Report of the Defense Science Board Task Force on Globalization and Security* (Rapport final de mission du bureau scientifique de la défense sur la mondialisation et la sécurité), (Washington, D.C.: Bureau du sous-secrétaire à la défense pour l'acquisition et la technologie, décembre 1999), en ligne, Internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.acq.osd.mil/dsb/globalization.pdf>.

11. Briefing, Dr. Cindy Courville, assistante adjointe au conseiller à la sécurité nationale pour les affaires africaines, conseil national de sécurité, *Subject : The NSC and Foreign Policy* (Sujet : Le NSC et la politique étrangère), USAF Air War College, 23 ; janvier 2003.

12. Nye, 8.

13. Bibliothèque du congrès, service de recherches du congrès, *Africa: U.S. Foreign Assistance Issues* (Afrique : Effets de l'assistance étrangère des Etats-Unis), (Washington, D.C.: Government Printing Office, 3 décembre 2002), 9.

14. Ibid.

15. "Summary – Ganci AB at Manas, Kyrgystan" (Sommaire – Base aérienne de Ganci à Manas, Kirghizistan), JULL n° 02403-56195 (non classé), *Air Force Center for Knowledge Sharing, Lessons Learned* (Centre de l'armée de l'air pour le partage des connaissances et les expériences), 4 décembre 2001, en-ligne , Internet, 9 juin 2003, disponible sur <https://www.afknowledge.langley.af.mil/afcks/Search/JULLsrch.asp>.

16. Lieutenant colonel Karen U. Kwiatkowski, *Expeditionary Air Operations in Africa: Challenges and Solutions* (Opérations aériennes expéditionnaires en Afrique : défis

et solutions), (Maxwell AFB, Alabama: Air University Press, décembre 2001), 13.

17. Julian Thompson, *The Lifeblood of War: Logistics in Armed Conflict* (Le nerf de la guerre : la logistique en conflit armé), (Londres: Brassey's Ltd., 1991), 3-5.

18. Kwiatkowski, 13.

19. Ibid.

20. Boeing Corporation, C-17 *Globemaster III*, 19 mars 2003, en-ligne, Internet, 9 juin 2003, disponible sur <http://www.boeing.com/defense-space/military/c17/flash.html>.

21. « Sommaire-Ganci AB ».

22. John Hendren, "Beddown in Bishkek" (Implantation à Bishkek), *Air Force Magazine*, juillet 2002, 58.

23. Ibid.

24. Document de doctrine de l'armée de l'air (AFDD) 2-4, *Soutien au Combat*, 22 novembre 1999, 15.

25. Instruction de l'armée de l'air (AFI) 13-1AOC, (*Operational Procedures – Aerospace Operations Center* (Procédures opérationnelles – centre des opérations aérospatiales) I juillet 2002, 18.

26. Ibid., 11.

27. Forces aériennes des Etats-Unis en Europe, *Pre-approved Expeditionary Deployment Sites* (PEDS), (Concept des sites pré-approuvés pour le déploiement expéditionnaire), 13 janvier 2003.

28. Ibid.

29. Sebastian Mallaby, "A Mockery in the Eyes of the World" (Dérision aux yeux du monde), *Washington Post*, 31 janvier 1999, B5.

Assistance pour la préparation aux opérations de contingence en Afrique

Développer des partenariats de formation, pour l'avenir de l'Afrique

PAR LE COLONEL RUSSELL J. HANDY, USAF

Résumé de l'éditeur : Tout comme l'article du colonel Hall, l'article du colonel Handy, publié à la même époque, est intéressant quant à l'évolution des vues américaines sur l'Afrique. Faire passer l'importance de l'engagement direct des Etats-Unis pour la conservation de la paix à un programme de soutien à l'Assistance dans la préparation pour des opérations de contingences en Afrique (Africa Contingency Operations Training Assistance – ACOTA), promettait de développer une « solution africaine pour l'Afrique ». Le programme était basé sur une initiative de réponse aux crises africaines (African Crisis Response Initiative – ACRI) qui renforçait les packages de formation dont faisait partie la préparation pour le renforcement de la paix.



L'Afrique est un continent où la diversité sociale est énorme, qui est riche en ressources humaines et naturelles. Malheureusement, son histoire a été entachée par des images de corruption

gouvernementale, d'états en faillite, et d'économies ruinées. L'effondrement d'un « pays star » – au moins apparemment – comme la Côte d'Ivoire montre qu'il n'y a qu'une faible lumière au bout du tunnel. Alors que de tout

jeunes gouvernements ont de la peine à maintenir l'ordre et la stabilité, divers groupes continuent indubitablement à défier leur loi. En conséquence le besoin de forces de conservation et de renforcement de la paix suffisantes et compétentes reste important.

Dans quelle mesure les États-Unis doivent-ils s'impliquer dans la conservation de la paix en Afrique ? Puisqu'elle a en tout cas un intérêt périphérique à s'assurer que le continent ne se désintègre pas, l'Amérique doit-elle participer directement à ces opérations ou trouver des moyens pour aider les Africains à s'aider eux-mêmes ? L'administration du président George W. Bush penche clairement pour la seconde option. Les dépenses pour une implication dans la conservation de la paix africaine sont en diminution – de 31 millions de dollars pour l'année fiscale 2003 à un budget de 9 millions en 2004¹. A l'inverse, les prévisions pour le programme ACOTA demandent une augmentation de l'aide de 10 à 15 millions de dollars pour la même période.

Est-ce que les États-Unis ont un bon retour sur leur investissement dans l'ACOTA ? A l'évidence, l'ACOTA offre des changements bénéfiques par rapport à son prédécesseur, l'ACRI. Cet article soutient que les États-Unis devraient maintenir leur aide à l'ACOTA, redoubler leurs efforts de suivi pour en mesurer l'efficacité et initier le développement de partenariats de formation avec les nations africaines-clés, à commencer par l'Afrique du Sud. Il résume rapidement l'histoire de l'ACRI, décrit le dessein de l'administration Bush de s'appuyer sur les succès de l'ACRI pour progresser, souligne le potentiel de partenariats américano-africains et propose des conseils pour leur mise en œuvre.

La toile de fond

Les États-Unis ont eu peu de succès avec leur engagement dans les opérations de conservation de la paix en Afrique au début des années 90. Les perceptions du public sur le Rwanda et la Somalie ont placé l'administration du président Bill Clinton entre le marteau et l'enclume en ce qui concernait l'opinion sur l'engagement

des États-Unis sur le continent. Avant la Somalie, les États-Unis jouaient un rôle plus actif dans la conservation de la paix, mais les réactions américaines envers les opérations africaines prirent un tournant radical pour le pire le 3 octobre 1993 – jour fatidique pour les forces américaines. La directive 25 de décision présidentielle du président Clinton qui en suivit, a clairement établi que les États-Unis n'étaient pas intéressés à jouer un rôle d'envergure dans la conservation de la paix². Ce renouveau de timidité américaine envers l'engagement en Afrique contribua très certainement au peu de disposition de l'administration Clinton pour entrer au Rwanda en 1994. Nombreux dirigeants africains gardent encore en mémoire l'absence de support américain juste au moment des premiers stades du génocide qui s'est produit là-bas. La crise imminente au Burundi en 1996 agit comme un catalyseur sur les États-Unis pour s'engager de nouveau plus activement dans les opérations africaines. A la suite du Rwanda, les dirigeants influents du continent ainsi que la communauté internationale cherchèrent des moyens pour les nations africaines de s'attaquer efficacement à leurs problèmes sans demander constamment l'aide des États-Unis ou des autres nations occidentales³. Au départ, l'Amérique offrit son assistance en suggérant la création d'une force de réaction aux crises africaines (*African Crisis Response Force* – ACRF), une force militaire indigène africaine, entraînée et équipée avec l'aide de l'armée américaine, disponible pour un déploiement lors de troubles sur le continent. Ce concept semblait présenter un moyen parfait pour les États-Unis d'empêcher la répétition d'une catastrophe du type de celle du Rwanda – ou de la Somalie – tout en minimisant le nombre d'individus américains sur place. Etant donné la fréquence de ces contingences et l'intérêt de l'Afrique à mieux gérer ses propres problèmes, l'ACRF semblait être une approche logique pour éviter de futurs graves scénarios de type Rwanda.

Malheureusement, l'ACRF ne fut pas bien accueillie par la plupart des nations africaines. Quand Warren Christopher, alors secrétaire d'état des États-Unis, se rendit en Afrique en octobre 1996 pour exposer cette idée, beaucoup de détails d'application faisaient défaut⁴. En

outre, les dirigeants africains reprochèrent aux Etats-Unis de ne pas les avoir consultés et l'offre non demandée d'une force militaire entraînée par les Etats-Unis a peut-être engendré la crainte d'une perspective d'un « impérialisme » américain rappelant la récente histoire coloniale européenne. En définitive, beaucoup de dirigeants africains avaient l'impression que l'ACRF ne prenait pas suffisamment en compte l'influence bourgeonnante d'agences régionales comme l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Décidés à sauver le concept de l'ACRF et à répondre aux objections, les Etats-Unis formèrent un groupe de travail inter agences au début de 1997. Le groupe, dirigé par Marshall McCallie, ancien ambassadeur des Etats-Unis, recommanda d'adoucir les objectifs de l'initiative, se concentrant sur la capacité à long terme des forces africaines de conservation de la paix et modelant ses relations avec les Nations Unies (ONU)⁵. En fin de compte, l'ACRF se transforma en ACRI, un plan qui envisageait de développer la capacité de conservation de la paix de forces militaires d'un certain nombre de nations africaines, qui garderaient le contrôle opérationnel de leurs unités⁶. Le lifting se révéla être un succès : à la mi-avril 1997, sept pays africains s'étaient engagés pour huit bataillons devant être entraînés sous l'égide de l'ACRI⁷.

Après la création de l'ACRI, l'armée américaine et le personnel contractant formèrent dans le cadre de ce programme à peu près 9 000 soldats appartenant à huit nations africaines⁸. Leur entraînement touchait tous les aspects des tâches de conservation de la paix au niveau tactique et opérationnel, y compris l'interaction avec diverses organisations non-gouvernementales. Les unités de soldats entraînés par l'ACRI participèrent à au moins neuf opérations de conservation de la paix durant les cinq ans d'existence de cette initiative⁹. Après avoir conduit l'entraînement initial, les équipes américaines revinrent tous les six mois pour aider à développer une capacité de soutien indigène à l'intérieur des unités de la nation-hôte¹⁰. D'emblée, l'Amérique voulait que ce programme réponde à un double objectif – avoir un « impact direct » sur les conflits en cours et bâtir une capacité à long terme pour répondre aux crises à venir¹¹.

ACOTA : l'ACRI du vingt et unième siècle

Le plan de l'administration Bush établissant une capacité de conservation de la paix en Afrique ressemble beaucoup au programme ACRI du président Clinton. ACOTA, le nouveau programme, garde la plupart des caractéristiques de l'ACRI. En apparence, les changements semblent plutôt symboliques, simplement une « de-clintonisation » du programme aux yeux de la nouvelle administration, par un changement de nom. Cependant, un examen plus sérieux révèle quelques différences clés entre les deux. Le département d'état américain régla précisément les objectifs en les divisant en plusieurs secteurs pour mettre à profit les leçons apprises des cinq ans d'expérience de l'ACRI. Les plus remarquables sont les modifications apportées pour résoudre trois échecs principaux de l'ACRI : 1) insuffisance d'adaptation des packages, 2) nature non pérenne de l'entraînement, et 3) absence de formation pour le renforcement de la paix.

Les architectes de l'ACOTA veulent ajouter des spécificités substantielles aux programmes des nations bénéficiaires. Les demandes pour la conservation de la paix varient énormément selon les nations africaines, donc, tout entraînement ou équipement fourni doit être soigneusement planifié pour correspondre aux besoins. La formation fournie à l'origine par les forces spéciales américaines de l'ACRI utilisait pour chaque pays le même programme de base. D'après Theresa Whelan, directrice du bureau des affaires africaines pour le bureau du secrétaire de la défense des Etats-Unis, l'existence d'un « programme fixe » était une carence flagrante de l'ACRI¹². Scott Fisher du groupement inter agences du département d'état américain à l'ACOTA reconnaissait que le même programme d'ins-truction de base était appliqué à toutes les nations bénéficiaires, encore que « mis au point » sur place par le commandant du bataillon pour correspondre aux besoins spécifiques de chaque armée¹³.

Greg Engle, directeur du bureau des affaires régionales et sécuritaires au département d'état

américain, soutient que « l'adaptation des programmes individualisés est une différence majeure » entre l'ACOTA et l'ACRI¹⁴. Les packages de formation de l'ACOTA sont formalisés et passés au crible au cours de conférences de planification détaillées tenues avant le premier entraînement. L'entraînement doit correspondre aux demandes spécifiques individuelles du bénéficiaire et l'équipement livré comme faisant partie du package est spécialement adapté au projet d'un pays¹⁵. Par exemple, le personnel de l'ACOTA passa deux semaines en Ethiopie en février 2003, pendant la seconde rencontre avec cette nation pour établir les bases d'un programme adapté. Deux conférences de planification furent tenues avec le Kenya en février et mai 2003 pour mettre au point de la même façon le canevas du programme de ce pays, qui débuta en juin 2003. Manifestement, l'ACOTA a beaucoup plus insisté sur des packages de formation expressément adaptés au client.

La seconde amélioration recherchée par l'ACOTA concernait le défi de créer une capacité de conservation de la paix durable dans la nation bénéficiaire. En dépit d'efforts insistant sur la permanence, les soldats formés par l'ACRI restent un actif périssable. Bien que les statistiques soient évasives, un bon nombre de ces soldats sont morts du SIDA ou autres épidémies infectieuses. En outre, d'après les officiels de l'Ambassade des Etats Unis interviewés à Dakar, au Sénégal, l'efficacité de l'unité est diminuée par son manque de cohésion, – c'est-à-dire que les soldats entraînés par l'ACRI sont souvent dispersés dans l'armée nationale par nécessité numérique, sans que l'on s'occupe de l'impact que cela peut avoir sur l'efficacité de l'unité¹⁶. Au moment où il faut déployer rapidement les conservateurs de la paix, cela devient un « jeu de pêche » qui n'inspire pas confiance dans la qualité des soldats se présentant pour l'opération.

L'ACOTA cherche à assurer la continuité de la formation des conservateurs de la paix en donnant une grande importance au concept « instruire des instructeurs ». Selon Engle, l'ACOTA adopte une approche entièrement différente de l'ACRI, en se concentrant sur l'amélioration de la faculté du pays

à former ses propres soldats¹⁷. La première rencontre du Ghana avec l'ACOTA se concentra presque exclusivement sur la doctrine de formation et la stratégie ghanéennes¹⁸. Pendant la rencontre suivante, qui eut lieu du 13 janvier au 10 avril 2003, le personnel américain forma des instructeurs ghanéens puis surveilla les militaires qui enseignaient les techniques de conservation de la paix aux troupes indigènes. Les Etats-Unis développent aussi une méthodologie pour certifier des instructeurs dans le pays d'accueil. De plus, des fonds spécifiques pour la formation seront liés à l'engagement de la nation d'accueil à employer les instructeurs certifiés. Les planificateurs de l'ACOTA pensent avec optimisme que cette approche plus agressive pour « instruire les instructeurs » va effectivement maintenir les nations africaines sur le qui-vive en propageant des conservateurs de la paix, en créant et entraînant une armée plus capable.

Le troisième domaine de l'ACRI auquel s'intéressa l'ACOTA avait le défaut de promouvoir une formation qui correspondait à n'importe quel type d'action susceptible d'être engagée par les soldats de la nation d'accueil. Les packages de formation de l'ACRI étaient effectivement conçus pour des opérations répertoriées au chapitre 6 de la Charte des Nations Unies comme tâches de conservation de la paix, mais ne préparaient pas les troupes pour les opérations d'« application de la paix », qui était bien souvent l'ensemble des compétences nécessaires à court terme pour réprimer un conflit sur le continent. Engager le mauvais matériel ou des unités non formées dans cet environnement peut être mortel et, au final, contre-productif. La formation ACOTA prévoit maintenant une provision pour des tâches d'application de la paix telles des opérations d'infanterie légère et des tactiques basées sur de petites unités¹⁹. En outre, chaque package de l'ACOTA comprend du matériel d'une valeur d'un peu moins de 1 million jusqu'à 2 millions de dollars, y compris l'attirail de combat, qui est conservé par le soldat à l'achèvement de la formation. Enfin, bien que les accords d'engagement pour la formation soient bilatéraux, l'ACOTA insiste sur la participation et la consultation d'organisations

subrégionales comme la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest et la communauté Sud Africaine de développement²⁰. Ces organismes jouent un rôle crucial pour initier et/ou légitimer les opérations d'application de la paix sur le continent dans la mesure où leur « participation » dans l'ACOTA permet l'intégration multinationale indispensable au succès de ces opérations.

Bien que l'ACOTA se soit clairement attaquée aux trois déficiences majeures de l'ACRI, elle n'en demeure pas moins sur un plan donneur-bénéficiaire. Les contrats de l'ACOTA excluent la plupart des états considérés comme « clés » par les Etats-Unis pour leur engagement sur le continent. Ces états pourraient s'avérer spécialement influents et pourraient faciliter – peut être même amélioré – la formation pour la conservation de la paix dans leur régions. Ainsi, pouvoir établir des accords de partenariat avec les principaux états africains, à commencer par l'Afrique du Sud, devient particulièrement important.

L'Afrique du Sud : Premier partenaire – « ancre » pour la formation de conservateurs de la paix

En dépit des bonnes intentions de l'ACOTA pour aider les Africains à s'aider eux-mêmes, le programme n'a reçu qu'un engagement minimal de pays « ancrés » comme les appellent l'Amérique, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Ethiopie, et le Kenya. Selon le Dr. Jendayi Frazer, directeur du conseil de sécurité nationale des Etats-Unis aux affaires africaines, la politique des Etats-Unis de l'administration Bush sur le continent est bâtie autour du développement des capacités de ces quatre « piliers » régionaux et de la compréhension de leur rôle²¹. Malgré cela, le Kenya est jusque là le seul pays « ancre » à participer à l'ACRI, et les planificateurs de l'ACOTA sont actuellement entrain de terminer leur première rencontre pour raffermir l'engagement de l'Ethiopie. En outre, toutes les propositions en relation avec

les états-ancres – y compris la conférence proposée à l'Afrique du Sud – mettent l'accent sur la formation américaine chez la nation bénéficiaire, une approche qui ignore l'implication des états « ancrés » dans la formation des armées des autres nations africaines.

Peut-être le participant potentiel à l'ACOTA le plus bizarre est-il l'Afrique du Sud, dont l'intérêt dans une paix régionale effective paraît évident. « Ilot » de prospérité du monde développé dans un continent du tiers monde, l'Afrique du Sud est gravement touché par toute instabilité dans sa région. La guerre de 1999 en Angola a eu des retombées en Namibie, démontrant à quel point un conflit dans un état peut influencer ses voisins²². En effet, des régimes faibles et instables mettent l'Afrique du Sud en danger. Tout conflit à ses frontières pourrait avoir un effet désastreux à un moment critique de la formation et de l'évolution de tels gouvernements. De même, la migration peut avoir des résultats sociaux et économiques potentiellement catastrophiques. Par exemple, en 1990 seulement, environ huit millions d'immigrants illégaux sont censés avoir passé les frontières de l'Afrique du Sud²³, et les cinq millions d'entrées illégales dans ce pays en 1994 lui ont coûté quelques deux milliards de dollars. Manifestement cette instabilité aux frontières de l'Afrique du Sud n'est pas dans son intérêt.

Puisque l'Afrique du Sud, seule, ne peut pas réussir à mener les tâches d'intimidation nécessaires au sud de l'Afrique, elle devrait contribuer à assurer que les autres nations africaines puissent employer avec succès leurs forces militaires dans un but de conservation de la paix. Malheureusement, selon le général Siphwe Nyanda, chef de la force de défense nationale sud africaine (*South African National Defense Force* – SANDF), les autres pays africains attendent plus de projection de force de la part de la SANDF sur le continent²⁴, alors qu'elle a déjà déployé pratiquement 1000 soldats en quatre points de l'Afrique. Le général Nyanda affirme qu'un engagement régional plus important de l'Afrique du Sud serait problématique, particulièrement en ce qui concerne les transports par mer, air, et la défense aérienne. Pratiquement tous les officiels mili-



Plusieurs pays africains dont l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, le Mozambique, le Rwanda, l'Afrique du sud et la Zambie utilisent encore des aéronefs âgés de plus de 50 ans tel que ce DC-3.

taires, interviewés en mars 2003 au cours d'une visite en Afrique d'étudiants du *US Air War College*, étaient d'accord pour dire que mener les troupes au combat et les y maintenir – au moyen de transports tactiques – faisait partie des facteurs les plus significativement limitatifs de la capacité de conservation de la paix de la SANDF²⁵.

Etant donné ces facteurs contraignants et l'intérêt direct de l'Afrique du Sud dans de meilleures capacités de conservation de la paix régionale, est-ce que ce pays ne devrait pas coopérer avec les Etats-Unis dans la formation dispensée par l'ACOTA ? Les opinions concernant l'utilité de ce type d'assistance à l'intérieur du pays divergent. Henri Boshoff, officier sud africain à la retraite, vétéran de plusieurs opérations de conservation de la paix en Afrique et premier analyste de l'Institut des études de sécurité à Pretoria a participé aux discussions initiales concernant l'en-

gagement de l'Afrique du Sud dans l'ACOTA. Il affirme qu'il y a peu d'utilité pour un entraînement américain direct de soldats ou d'encadrement dans le pays, du fait de l'expérience pratique importante de la SANDF concernant la conservation de la paix²⁶. Boshoff affirme qu'au niveau tactique, les troupes sud africaines sont probablement plus qualifiées que le personnel américain qui dirigerait la formation ACOTA. Or la gestion actuelle des équipes d'entraînement de l'US ACOTA infirme cet argument ; à cause des réalités des calendriers d'opérations, aucun personnel portant l'uniforme militaire américain n'est impliqué dans l'ACOTA. Tout l'encadrement de formation est composé de contractants²⁷.

Quoiqu'il en soit, la position militaire officielle envers l'ACOTA est plus positive. Mosioua Lekota, ministre de la défense de

l'Afrique du Sud a récemment reconnu que l'armée avait besoin de troupes et d'officiers mieux entraînés²⁸. Il convient que, par habitude, les autres pays africains attendent que l'Afrique du Sud joue un rôle de direction – diplomatiquement et militairement – quand il faut maintenir la paix sur le continent. Lekota affirme que ce devoir de direction régionale nécessite la capacité de fournir aux autres une compétence technique et en ce sens accepte volontiers l'aide américaine. Le général de division Jan Lusse, commandant des opérations interalliées au quartier général des forces interalliées sud africaines, est d'accord sur le fait que la demande actuelle dépasse de loin les capacités. Il pense que la formation ACOTA pourrait s'avérer utile dans la tentative de l'Afrique du Sud de bâtir une force de maintien de la paix plus solide²⁹.

Il ne sera pas facile de convaincre l'Afrique du Sud de s'asseoir à la table en tant que participant à part entière de l'ACOTA, à côté des Etats-Unis. Il y a d'énormes obstacles sur le chemin d'une interaction efficace. A cause du soutien américain à l'ancien régime de l'Apartheid, les relations avec l'Afrique du Sud ont été tendues depuis 1994. William Cohen, alors secrétaire à la défense, reconnaissait en septembre 2000 que le processus d'établissement d'un certain « niveau de confiance et de respect mutuel » allait demander un effort à long terme³⁰. Depuis lors, les relations sont restées froides et sont actuellement très tendues. Pendant la visite de l'*Air War College* dont il était question plus haut, des membres du parlement sud africain relevèrent les très évidents désaccords existants entre les positions des Etats-Unis et celles de l'Afrique du Sud sur de nombreuses questions, notamment sur les tensions en cours en Irak³¹. Les principaux officiels sud africains étaient en très fort désaccord avec les politiques américaines de l'engagement global, préférant que les nations individuelles – ou, à fortiori, les régions – résolvent elles-mêmes leurs difficultés.

Coopérer avec l'Afrique du Sud au développement de la formation pour le maintien de la paix sur le continent pourrait bien être la « meilleure réponse possible pour les deux mondes » à cette question. Les Etats-Unis voudraient voir une

capacité de maintien de la paix étendue et viable sur le continent africain. L'Afrique du Sud a les mêmes intérêts mais s'accroche à une philosophie profondément ancrée pour trouver à ses propres problèmes des solutions de base internes, dénuées d'influence extérieure. Le compromis peut se situer dans une formation américaine en partenariat avec les états ancrés, utilisant l'Afrique du Sud comme moule pour développer des équipes combinées de formation au maintien de la paix, qui travailleraient ensemble pour entraîner les armées des autres pays. En fait la porte est peut-être déjà ouverte pour cette initiative. L'Afrique du Sud est le premier pays du continent à être invité à participer à l'Opération Phoenix, un programme américain nouvellement proposé et destiné à établir une liaison directe entre la SANDF et un organisme américain d'éléments de réserve³². C'est une superbe opportunité d'engagement pour les Etats-Unis et l'Afrique du Sud qui pourrait faciliter une compréhension mutuelles des intérêts de chacun et être le fer de lance d'une meilleure relation à long terme.

Recommandations et conclusion

Les Etats-Unis ont un vif intérêt dans la stabilité du continent africain. La concentration sur le contre-terrorisme qui a suivi les événements de septembre 2001 ne fait que souligner une conséquence à long terme de la faiblesse et de la faillite d'états dans la région. Le budget annoncé dernièrement par le président Bush montre bien son engagement à aider les nations africaines à s'attaquer à des problèmes à long terme comme le SIDA. Les dépenses prévues par ailleurs pour le maintien de la paix, signifient que l'administration prend au sérieux le fait de préparer les Africains à conduire eux-mêmes ces opérations. Le maintien et le renforcement de la paix peuvent vouloir dire « éteindre les feux », mais de véritables exigences continueront à émerger de l'Afrique à très court terme. Ne pas prendre en compte ces responsabilités peut avoir des conséquences humaines catastrophiques.

Les politiques fiscales américaines envoient des messages clairs aux gouvernements africains pour qu'ils se concentrent sur l'établissement d'une capacité indigène de maintien et de renforcement de la paix de façon à pouvoir se débrouiller seuls quand des scénarios les impliquent, eux ou leurs voisins – même si les Etats-Unis restent prêts à les aider. Comme son prédécesseur, l'ACOTA est un instrument bilatéral efficace pour aider les plus petites nations africaines à développer cette capacité, mais les états ancrés n'ont pas apporté de participation substantielle. Quoiqu'il en soit, plusieurs recommandations pourraient augmenter l'efficacité de l'ACOTA.

D'abord, les Etats-Unis doivent continuer à améliorer les packages de formation « sur mesure » pour les nations prises individuellement et renforcer le suivi de façon à être sûrs que ces programmes sont appropriés et que le concept d'« instruction des instructeurs » fonctionne bien. Pour arriver à cela, nous devons avoir la volonté de rester engagés auprès de ces états après la fin de la formation. Une mentalité d'« instruit-et-oublie » engendrerait une dispersion du personnel qualifié à travers la nation récipiendaire. Les Etats-Unis doivent autant qu'il est possible en pratique, englober leurs forces en uniformes dans ces activités de formation de l'ACOTA pour défendre la légitimité du programme et éviter une perception de déclin des intérêts américains.

Deuxièmement, l'Amérique doit intensifier ses efforts pour impliquer les pouvoirs régionaux les plus importants (les états « ancrés ») dans le programme. La prochaine conférence de planification avec l'Afrique du Sud devrait marquer les débuts d'efforts pour transformer l'actuelle association donateur-récepteur en véritable partenariat. Créer un partenariat de formation – en commençant par associer des aptitudes bilatérales et évoluant ensuite en une équipe de formation américano-sud africaine qui serait capable d'offrir un entraîne-

ment aux autres pays africains – aurait un énorme potentiel. Les Etats-Unis doivent également s'assurer que l'unité choisie pour faire partie de l'Opération Phoenix a les qualités requises pour être un partenaire de conservation de la paix. Si les Etats-Unis et l'Afrique du Sud arrivent à franchir la course d'obstacles diplomatiques pour arriver à ce résultat, le continent aura de meilleures armées de conservation de la paix et progressera vers une doctrine et des tactiques régionales communes ; et peut-être encore plus important, les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud s'en trouveront améliorées.

Comme son prédécesseur, l'ACOTA rencontre d'importants obstacles avant de devenir la grâce salvatrice de l'Afrique en termes de conservation de la paix. Pour parler pratique, les obstacles de base sont peut-être moins liés à la formation elle-même qu'à la capacité physique d'exécuter. Les états africains n'ont pas la mobilité tactique ni l'infrastructure logistique pour mener indépendamment le renforcement de la paix et son maintien. On peut – dans une certaine mesure – en blâmer les nations plus développées comme l'Afrique du Sud, qui subit indéniablement une période de confusion stratégique concernant sa structure de force optimale. Malgré un besoin manifeste pour plus de transport aérien tactique et une infrastructure logistique de conservation de la paix, la SANDF est entraîné d'acheter des frégates à missiles guidés, des sous-marins et des avions de chasse tactiques de troisième génération. Espérons qu'un partenariat avec les Etats-Unis pourra servir à souligner quelques unes de ces apparentes incohérences de structure de force. En tout cas, les Etats-Unis doivent affronter la réalité permanente qui veut que dans un futur prévisible, les africains continueront à avoir besoin de l'assistance américaine lorsque des crises apparaissent sur ce continent agité. □

Notes

1. Colonel Mike Bittrick, (re), Etats-Unis, Département d'état, exposé au séminaire d'études régionales de l'Afrique de l'Ouest, *Air War College*, Maxwell AFB, Alabama, 13 février 2003.

2. Jeffrey Herbst, "Western and African Peacekeepers: Motives and Opportunity" (Les gardiens de la paix occidentaux et africains : raisons et opportunités) in *Africa in World Politics: The African State System in Flux* (L'Afrique

dans la politique mondiale : le système d'état africain en devenir), ed. John W. Harbeson et Donald S. Rothchild, 3ème ed. (Boulder, Colo.: Westview Press, 2000), 308-23.

3. Capitaine de corvette Andrea Pollard, "An Analysis of the Measures of Effectiveness for the African Crisis Response Initiative" (Une analyse des mesures d'efficacité pour l'initiative de réponse à la crise africaine), thèse de maîtrise, US Army Command and General Staff College, 2000), 10-12

4. Werner Biermann, ed, *African Crisis Response Initiative: The New U.S. Africa Policy* (Initiative de réponse à la crise africaine : la nouvelle politique africaine des Etats-Unis), Piscataway, N.J.: Transaction Publishers, 1999), 130-31.

5. Id., 132-33.

6. Commandant Timothy E. Lolatte, "How Should the United States Shape Training for Those Countries That Are in Support of the African Crisis Response Initiative?" (Comment les Etats-Unis devraient-ils modeler la formation pour les pays qui appuient l'initiative de réponse à la crise africaine ?), rapport de recherche (Maxwell AFB, Alabama: Air Command and Staff College, 1999), 8.

7. Biermann, 93.

8. Association des Erudits Africains Concernés, *US Military in Sub-Saharan Africa, 2001-2003* (Programmes militaires en Afrique sub-saharienne, 2001-2003), 11 février 2003, 5, en ligne, Internet, 16 février 2003, disponible <http://www.prairinet.org/acas/military/miloverview.html>

9. Scott Fisher, *U.S. Department of State Interagency Group* sur l'ACOTA, interviewé par l'auteur téléphoniquement, 4 février 2003.

10. Lolatte, 9.

11. Biermann, 3.

12. "South African Forces to Get US Training?" (Les Forces sud africaines recevront-elles une formation américaine ?), *Africa Online*, 26 juillet 2002, n.p., en ligne, Internet 16 février 2003, disponible <http://www.africaonline.com/site/Articles/1,3,48752.jsp>

13. L'interview de Fisher

14. Alex Belida, "US Readies to Launch Military Training Program for Sub-Saharan Africa" (Les préparatifs américains de lancement du programme de formation pour l'Afrique sub-saharienne), *VOA News.com*, 25 juillet 2002, n. p., en ligne, Internet, 31 janvier 2003, disponible <http://www.voanews.com/article.cfm?objectID=692BCA14-086D-4159.htm>

15. Exposé Bittrick

16. Remarques émises sous condition d'anonymat, Ambassade des Etats-Unis, Dakar, Sénégal, mars 2003.

17. Belida.

18. L'interview de Fisher

19. Exposé Bittrick

20. Gilbert M. Khadiagala et Terrence Lyons, "Conclusion: African Foreign Policy Making at the Millennium" (Conclusion : La politique étrangère africaine à la rencontre du millénaire), in *African Foreign Policies, Power and Process* (Politique africaine étrangère, puissance et processus), ed. Gilbert M. Khadiagala et Terrence Lyons (Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 2001), 212-13.

21. Greg Mills, "A 'Less is More' Policy for Africa" (Une politique du « moins pour plus pour l'Afrique », *Daily Mail et Guardian*, 23 avril 2001, n. p., en ligne, Internet, 25 mars 2003, disponible <http://www.aegis.com/news/dmg/2001/MG01406.html>

22. Senzo Ngubane et Hussein Solomon, "Southern Africa's New Security Agenda" (Le nouveau calendrier sécuritaire du sud de l'Afrique), *Africa Insight* (Regard sur l'Afrique) 32, n°.1 (mars 2002):60.

23. Id., 62.

24. Helmoed Römer-Heitmean, "Interview: Gen Siphwe Nyanda" (Interview : général Siphwe Nyanda), Commandant de la force nationale de défense sud africaine, *Jane's Defence Weekly* 37, n°26 (26 juin 2002):32.

25. Compilation de notes tirées d'exposés, prises pendant la visite au Sénégal et en Afrique du Sud, du 3-13 mars 2003.

26. Henri Boshoff, analyste militaire, Institut des études de sécurité d'Afrique du Sud, exposé au séminaire régional d'études d'Afrique Occidentale de l'*Air War College*, Prétoria, Afrique du Sud,

7 mars 2003.

27. Interview de Fisher.

28. "South African Forces to Get US Training?" (Les forces sud africaines recevront-elles une formation américaine ?)

29. Général de division Jan Lusse, commandant des opérations interalliées, armée nationale de défense sud africaine, exposé au séminaire régional d'études d'Afrique Occidentale de l'*Air War College*, Johannesburg, Afrique du Sud, 10 mars 2003.

30. Jason Sheerman, "Arm's Length: The Pentagon Hopes to foster Good Changes in Difficult Places by Teaming Up with Two Nations It Once Ignored" (A bout de bras : le Pentagone espère favoriser des changements positifs dans des endroits difficiles en collaborant avec deux nations autrefois ignorées), *Armed Forces Journal International* 138, n° 2 (septembre 2000):33.

31. Remarques émises sous condition d'anonymat, parlement sud africain, Le Cap, Afrique du Sud, mars 2003.

32. Colonel C. D. Smith, attaché à la défense américaine en Afrique du Sud, interviewé par l'auteur le 10 mars 2003.



Une nouvelle forme de guerre aérienne

PAR TIM LARRIBAU

Résumé de l'éditeur : L'auteur craint que dans les conflits asymétriques contemporains où le combat est le plus souvent « rapproché », le fantassin ne relègue une nouvelle fois l'aviateur à un rôle de soutien. Pour cela, il place l'attaque du 11 septembre non seulement dans un cadre terroriste mais également dans un contexte de guerre aérienne.

Le 11 septembre 2001, quatre avions commerciaux effectuant des liaisons entre des villes américaines furent détournés par une vingtaine de terroristes islamistes fanatiques. Les deux tours jumelles du World Trade Center de New York et le Pentagone à Washington furent frappés par trois de ces appareils, le quatrième s'écrasant dans la campagne de Pennsylvanie. Chacun garde en mémoire ces images terribles de la nouvelle forme de terrorisme qui a plongé le monde dans une guerre de longue haleine contre un terrorisme international très inventif.

Beaucoup de choses ont été dites par beaucoup de personnes différentes sur ces tragiques événements du 11 septembre. Selon une idée largement répandue, la guerre « à l'occidentale », largement basée sur l'emploi de l'aviation, de l'espace et de la haute technologie, est inefficace contre ces nouvelles formes de menaces.

Les fantassins et autres soldats de terrain peuvent être séduits par ces idées d'un retour à une guerre plus traditionnelle, basée sur une recherche de renseignement de personne à personne et sur un combat rapproché avec un adversaire qui aurait eu le trait de génie de tout bonnement refuser la guerre à l'occidentale. Ces idées relèguent une nouvelle fois l'aviation et les aviateurs à un rôle de soutien, au sens large du terme, pour mettre en avant

la qualité personnelle du fantassin qui sera opposé à la nouvelle forme de menace non technologique et pourtant tout aussi efficace.

Pourtant, l'attaque du 11 septembre 2001 peut être considérée, non pas seulement sous un angle terroriste, mais également sous un angle de guerre aérienne. En considérant l'attaque du 11 septembre de cette manière, force est de constater que les concepts de l'aviation militaire restent d'une cinglante actualité et que, comme en 1918, il faut commencer par gagner la guerre aérienne pour avoir un espoir de l'emporter au sol, même si la guerre aérienne a pris une tournure inattendue.

La supériorité aérienne indirecte

Le monde entier a vu, le 11 septembre 2001, des avions commerciaux transportant des passagers civils, s'écraser sur plusieurs sites de la côte Est des Etats-Unis. La plupart des journalistes et des commentateurs de l'événement n'ont vu que le drame humain qui se jouait et ont entre aperçu les réactions que ce drame allait provoquer. Plusieurs cependant

ont, par effet de langage, parlé d'avions de ligne transformés en bombes volantes. Pour des aviateurs militaires, cette notion de bombe volante est lourde de sens. C'est effectivement sous cet angle là qu'il nous faut aborder les attaques du 11 septembre.

A défaut de pouvoir lancer des engins militaires conçus pour cet emploi sur leurs cibles, les terroristes ont transformé des avions commerciaux en bombes volantes et pilotées, maquillées jusqu'à l'impact en avions civils désorientés.

Indépendamment du fait qu'ils s'agissaient d'avions de ligne remplis de civils, il faut noter que les terroristes ont réussi à faire voler quatre bombes pilotées de forte puissance dans le ciel américain et que trois bombes sur quatre ont atteint leur objectif désigné sans que les américains ne puissent s'y opposer. La puissance de ces bombes est constituée par le choc de la vitesse de vol et par la capacité d'emport de pétrole d'aviation des avions de ligne, le pétrole étant un combustible dont les flammes pouvant atteindre des températures de plusieurs milliers de degré, redoutables pour tout bâtiment, toute infrastructure, sans parler des êtres humains.

La prise de contrôle des appareils par les terroristes, le délai qu'il a fallu aux autorités pour comprendre qu'il y avait un problème grave et l'absence de procédure appliquée à ce genre de cas ont généré un effet de surprise particulier : Même s'ils étaient conscients d'une attaque terroriste dans leur espace aérien, les américains n'étaient pas en mesure d'imaginer la nature de cette attaque et ils n'étaient donc pas capables de s'adapter et de répondre convenablement.

Le premier enseignement, en matière de guerre aérienne, est le fait que les américains ont bel et bien perdu de façon momentanée la maîtrise du ciel avec les conséquences dramatiques que l'on connaît. Pendant quelques dizaines de minutes, les autorités aériennes militaires et civiles américaines étaient dans une expectative totale et, au mieux, dans une défensive inadaptée. Il n'a fallu qu'une perte momentanée de la maîtrise de l'air pour subir les dommages et les pertes terribles du 11 septembre 2001.

La supériorité aérienne, chère aux aviateurs parfois taxés de dogmatisme sur le sujet, reste donc de façon criante l'élément décisif d'une action de guerre de grande envergure, même si sa forme prend des aspects jusqu'ici insoupçonnés. Plus que jamais, la maîtrise de l'air reste d'actualité puisque l'on s'aperçoit qu'il existe des moyens indirects, non militaires, de contester la supériorité aérienne d'un adversaire. Ces nouveaux moyens sont d'autant plus dangereux qu'ils ne font plus appel à un choc aérien à grande échelle comme durant la Bataille d'Angleterre et qu'ils sont parfaitement adaptés aux formes de conflits asymétriques.

Il est aujourd'hui entendu que la puissance aérienne des pays occidentaux, au premier rang desquels les Etats-Unis, ne peut quasiment plus être contestée par une stratégie classique et par une force aérienne développée et conséquente depuis globalement la fin de la guerre froide. Les Etats-Unis disposent d'une expérience aérienne très complète et poursuivent une expérimentation technique et doctrinale soutenue dans ce domaine. Leurs alliances et leur coopération militaire avec l'OTAN et surtout avec la force aérienne israélienne participent au maintien et au renouvellement de cette manne d'expérience précieuse. De plus, il n'existe aujourd'hui aucune menace directe qui dispose des moyens aériens et militaires d'éventuellement contester la puissance aérienne américaine, la Russie et la Chine n'étant pas considérées comme des menaces.

La piraterie aérienne peut donc être utilisée efficacement comme un mode d'action aérienne asymétrique par des groupuscules terroristes en tout genres ou même des états considérés comme voyous.

La problématique militaire des pirates de l'air

Le problème des pirates de l'air ne doit donc plus être considéré comme seulement une action terroriste concernant la population civile mais bien comme une atteinte directe à la maîtrise que nous prétendons exercer sur

notre ciel et nos routes aériennes. Un pirate de l'air a pour objectif de s'emparer de façon momentanée mais irrémédiable de la supériorité aérienne et cette prise de contrôle doit être combattue vigoureusement, quelques soient les intentions ultimes du ou des pirates.

Dans la mesure où les détournements prennent une dimension militaire, il appartient sans aucun doute à l'armée de l'air de réfléchir au problème, de travailler avec les services de la Police de l'Air et de la Gendarmerie pour proposer aux autorités des solutions adaptées.

Chaque avion civil étant susceptible de devenir une bombe pilotée, la lutte pour la maîtrise de l'air commence très en amont par le contrôle des passagers bien entendu, mais aussi par la surveillance étroite des compagnies aériennes, des zones aéroportuaires, des entreprises qui y travaillent et de leur personnel. Le personnel navigant des compagnies aériennes doivent également devenir davantage que de simples pilotes et hôtesses, ils doivent être sensibilisés à la dimension militaire d'un détournement. Le recrutement et la formation du personnel navigant doit peut-être également être modifiée afin qu'une réelle dimension de défense militaire soit présente à bord des appareils. Les navires de commerce transatlantiques du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle disposaient pour beaucoup de compagnies de soldats, ancêtres des troupes de marine, affectés à la police sur le navire autant qu'à la défense de celui-ci en cas d'attaque. Ces navires disposaient également d'armes et de munitions en quantité suffisante pour que les marins eux-mêmes puissent participer à la défense du navire. Les équipages d'avions de ligne doivent pouvoir opposer une réponse cohérente à une attaque de pirates de l'air.

Il est évident que nul ne peut empêcher de façon absolue la prise de contrôle d'un appareil par une équipe terroriste bien préparée. Une détermination religieuse ou idéologique fanatisée, associée à un long entraînement paramilitaire et une préparation militaire minutieuse de l'opération peut engendrer une efficacité qu'il est difficile de contrer uniquement avec des équipages commerciaux et techniques dont la sécurité n'est pas le métier. La solution d'embarquer des agents

de sécurité professionnels armés et préparés a été envisagée bien entendu mais cette solution ne peut suffire à elle seule. Pour les terroristes, la présence d'un agent n'est jamais qu'une donnée de plus à intégrer dans le plan d'opération d'une attaque et des mesures peuvent être envisagées autour de la réaction de l'agent, forcément prévisible.

La notion essentielle dans une attaque de piraterie aérienne est le gain de temps. Il est absolument nécessaire de gagner le plus de temps possible et multiplier les obstacles qui retarderont la prise de contrôle de l'appareil par les pirates. Une réorganisation du travail en cabine par binôme puis en groupe et enfin en équipage doit permettre de mettre en place des procédures de réaction échelonnées de l'équipage commercial et des procédures particulières doivent permettre à l'équipage technique de disposer de suffisamment de temps pour informer les autorités des événements et au minimum prendre des mesures élémentaires en coordination avec les autorités compétentes.

Une série récurrente d'obstacles, autant humains que procéduriers, est également dissuasive parce que cela nécessite une préparation plus longue et multiplie les risques pour les assaillants.

Malheureusement, il faut également prévoir l'éventualité où des pirates parviendraient malgré tout à prendre le contrôle d'un avion en vol. Les enseignements du 11 septembre 2001 ne laissent malheureusement que peu de choix quant à la marche à suivre. La perte, même momentanée, de la maîtrise de l'air peut avoir des conséquences effroyables à plusieurs niveaux. Il ne peut, en aucun cas être question de laisser la liberté d'action aux pirates de l'air, quelque soit leur intention ou leur motivation. Le délai de réaction étant très court, il faut mettre en place des procédures rapides pour soit contraindre l'avion à atterrir dans les plus brefs délais, soit l'abattre purement et simplement.

Cette vision des choses ne fait que peu de cas de la vie et de la santé des passagers mais il est absolument primordial de ne pas laisser un avion incontrôlé ou piloté par des personnes aux intentions floues se mouvoir dans le ciel.

Dans le cas des pirates de l'air comme dans le cas d'une guerre traditionnelle, il faut obtenir et conserver la maîtrise de l'air et dans l'éventualité où elle serait perdue, il ne faut reculer devant aucun sacrifice ni aucun effort pour récupérer la maîtrise du ciel avant tout. La Bataille d'Angleterre, la Guerre du Kippour et le sort du dernier appareil du 11 septembre 2001 sont autant d'enseignements qui montrent qu'il est primordial de garder la maîtrise de l'air, quel qu'en soit le prix.

La pertinence du choix des cibles du 11 septembre

Une fois acquise la maîtrise de la liberté d'action dans le ciel américain, les terroristes ont mis à exécution le plan d'opérations qu'ils avaient préparé, à savoir l'attaque de quatre cibles sur la côte ouest des Etats-Unis. Le choix de ces cibles ne peut que donner à réfléchir, tant ce choix correspond à des notions familières aux stratégies aériens occidentaux.

Les deux premiers appareils se sont écrasés sur les tours jumelles du World Trade Center, des bâtiments à usage économique, contenant de nombreuses banques et entreprises financières en tout genre, situées dans le quartier des affaires de la capitale économique des Etats-Unis, New York City. Les tours jumelles étaient environnées par des centaines de bâtiments du même type et se situaient non loin de la fameuse Bourse de New York à Wall Street, qui possède une influence primordiale sur l'économie occidentale et planétaire.

Le troisième appareil s'est écrasé sur le Pentagone, un bâtiment mythique qui rassemble en un gigantesque complexe le ministère de la défense américain, l'Etat-major des Armées américain, les Etat-majors de l'*US Air Force*, de l'*US Navy*, de l'*US Army*, de l'*US Marine Corps* et de l'*US Coast Guard* et une multitude de services, de départements, de cellules et centres d'opérations essentiels au commandement et à la direction des forces armées américaines et de la défense des intérêts américains sur le territoire national ou à l'étranger.

Le quatrième appareil, qui a manqué sa cible et s'est écrasé dans la campagne de Penn-

sylvanie, avait pour objectif selon beaucoup de spécialistes soit la Maison Blanche soit le Capitole. La Maison Blanche, équivalent américain du Palais de l'Élysée, est la résidence et le lieu de travail du président des Etats-Unis, chef du gouvernement fédéral, responsable de la défense et des affaires étrangères, entre autres. La Maison Blanche contient donc la hiérarchie supérieure de la politique américaine. Le Capitole est le bâtiment parlementaire de la politique américaine et il contient la Chambre des Représentants et le Sénat, les deux chambres représentatives de la population américaine, en charge du contrôle de l'action gouvernementale et de la législation.

On peut aisément rajouter à cette liste de cibles la population, qui a été la première victime de ces attentats. Le terrorisme, par définition, s'attaque aux populations civiles pour provoquer la peur et engendrer des actions dictées par la peur. Bien qu'aucun appareil ne visait des zones résidentielles, il est évident que les terroristes avaient également pour objectif de causer un grand nombre de victimes.

Les terroristes du 11 septembre visaient donc :

1. La structure économique des Etats-Unis et peut-être du commerce mondial
2. Le commandement militaire
3. L'organisation politique
4. La population civile

Cette liste d'objectifs, ainsi classifiée, se rapproche évidemment des classes d'objectifs désignés par plusieurs stratégies aériens et se rapproche également des événements historiques de la guerre aérienne.

L'italien Giulio Douhet est le premier à parler du rôle psychologique du bombardement stratégique sur les populations civiles et les grandes villes. Selon Douhet, l'assise populaire d'un gouvernement peut être ébranlée par des attaques aériennes massives et très meurtrières sur la population civile. Cette théorie sera appliquée par les allemands sur la Grande-Bretagne ainsi que par les britanniques sur l'Allemagne, sans pour autant être

vérifiée. Les attaques allemandes et britanniques sur les villes n'ont pas eu l'effet déstabilisateur qui était escompté.

On peut donc penser que l'attaque sur la population civile est peut-être la moins pertinente des attaques du 11 septembre. Cependant, il ne s'agit pas ici d'une attaque aérienne classique mais bien d'une attaque terroriste par moyens aériens. On a vu, lors des attentats de Madrid en 2004, que des attaques terroristes peuvent avoir un effet déstabilisateur sur la vie démocratique d'un pays, à condition d'être effectuées dans une période électorale. Une attaque de l'ampleur du 11 septembre dans une période électorale peut donc avoir des effets indéniables sur la démocratie et donc sur la conduite des affaires d'un Etat.

Le choix des trois autres cibles s'apparente clairement à la doctrine de la paralysie stratégique et à la technique de l'analyse systémique de l'adversaire. Une attaque, de plus grande ampleur et réussie sur la structure économique, sur le commandement militaire et sur le leadership politique d'un Etat est une attaque stratégique capable de modifier en profondeur les données du conflit. Les terroristes ont sans aucun doute voulu décapiter la direction politique, militaire et économique des Etats-Unis et ainsi, ils font entrer le terrorisme dans une nouvelle ère. Auparavant, les attaques terroristes pouvaient être assimilées à des « coups de pub » et à des opérations d'intimidation très limitées, alors que les attaques du 11 septembre introduisent des actions de guerre à visée stratégique. Les attentats de Madrid ne sont qu'une confirmation de ce nouveau type d'action terroriste.

Les limites

L'attaque du 11 septembre 2001, malgré son succès tactique et l'effroi qu'elle a provoqué dans l'opinion internationale, reste d'une efficacité très limitée à long terme.

Cette attaque a souvent été comparée, dans sa soudaineté et le taux de victimes, avec l'attaque japonaise sur Pearl Harbor en 1941. Des différences majeures sont toutefois à relever.

Sur les trois cents appareils nippons qui ont attaqué Pearl Harbor, seuls vingt-neuf ont été perdus, ce qui veut dire que l'outil principal de l'attaque en est sorti quasiment indemne et pouvait donc, dans l'absolu, renouveler l'attaque ou bien en effectuer une autre dans des délais plus ou moins courts. D'un point de vue humain, les aviateurs qui ont effectué cette attaque sont revenus à leurs porte-avions fort d'une nouvelle expérience et ont pu participer à d'autres batailles et ainsi inscrire l'effort de guerre dans la durée. Seule une carence dans la vision stratégique des commandants militaires japonais a empêché une meilleure exploitation de ce succès.

Les terroristes du 11 septembre ont choisi un mode d'attaque qui exclu définitivement tout renouvellement de l'attaque. Leur conquête de la liberté d'action dans le ciel américain est aussi éphémère qu'elle a été soudaine et les appareils choisis pour l'attaque sont détruits au cours de celle-ci. Qui plus est, l'attaque entraîne la mort systématique de ses exécutants, qui ne sont donc plus à même de faire profiter de leur entraînement, de leur expérience particulière et de leur motivation. Le temps de formation, d'entraînement et d'infiltration est ainsi irrémédiablement perdu. Les décideurs des organisations terroristes doivent donc se passer des services de personnes très qualifiées dans leur domaine et recommencer, de façon continue et de façon beaucoup plus rapide que pour une armée traditionnelle, le cycle de recrutement et de formation.

Une opération militaire, que ce soit pour le renseignement ou le combat, gagne indéniablement en qualité et en utilité si elle est recyclable dans son ensemble et qu'elle peut être suivie d'une chaîne cohérente d'opérations diverses qui pérennisent son succès. Ainsi, les japonais auraient pu, après l'attaque sur Pearl Harbor, envisager un débarquement ou toute autre exploitation de ce succès tactique qui auraient évidemment rendu la guerre du Pacifique nettement plus difficile pour les américains. Le succès tactique d'un attentat terroriste kamikaze porte en soi les germes d'une défaite stratégique puisque la motivation, l'entraînement, l'intelligence particu-

lière et le courage du kamikaze sont perdus, ainsi que l'effet de surprise de son attaque. La perte de motivation et d'entraînement s'accompagne également d'un manque de retour d'expérience et d'un manque de transmission d'expérience qui est dommageable à long terme pour la cause qu'ils défendent.

Les attaques du 11 septembre 2001 peuvent être impressionnantes par la pertinence du choix des cibles. Il ne s'agit plus d'attaquer des stations de métro ou des parkings, mais bien de viser des éléments essentiels du fonctionnement de l'adversaire. Cependant, ces attaques sont teintées d'une certaine naïveté dans le choix des cibles puisque chacune d'entre elles n'étaient que des maillons dans un fonctionnement particulier et leur destruction n'aurait pas entraîné la chute de l'ensemble du système. La défense américaine n'est pas entièrement centralisée au Pentagone et des centres de commandement décentralisés étaient sans doute en mesure d'assurer la continuité de la défense américaine. De même, une attaque réussie contre la Maison Blanche ou le Capitole n'aurait pas provoqué l'effondrement du gouvernement et de l'État dans la mesure où des dispositions constitutionnelles existent pour parer à l'éventualité de la disparition du président ou de certains membres du parlement. Enfin, les structures économiques des États-Unis et du commerce mondial sont infiniment complexes et ne s'effondrent pas seulement avec la destruction du World Trade Center. Pourtant, il ne faut pas négliger l'impact négatif à long terme de ces attaques sur l'économie mondiale, ni même sur l'économie américaine, la victime économique la plus sérieuse de ces attaques étant bien évidemment le transport aérien.

Comprendre l'apparition d'exigences asymétriques dans la guerre aérienne

Les attaques du 11 septembre 2001 marquent donc l'apparition dans la stratégie de guerre aérienne d'une forme de confrontation asymé-

trique qui permet de contourner et de surprendre la puissance aérienne classique.

La confrontation asymétrique est une relative nouveauté dans la stratégie militaire. La puissance militaire classique des grandes puissances a été portée à un très haut niveau par les conflits successifs du XIX^{ème} siècle, les deux guerres mondiales et les confrontations indirectes de la guerre froide. Appuyée également sur la puissance économique, cette puissance militaire interdit toute confrontation directe conventionnelle avec des nations ou des organisations plus faibles qui seraient plus ou moins rapidement balayées.

Le terrorisme contre les civils et les faiblesses des dispositifs militaires, la guérilla, les marchés noirs et les trafics illégaux représentent donc des modes d'actions qui échappent à la puissance militaire classique, trop lourde dans ses déploiements et dans sa puissance de feu pour répondre efficacement. Le principe d'une réponse proportionnelle à l'attaque, contenu dans le droit de la légitime défense, interdit également des réactions militaires disproportionnées. De plus, les auteurs de ces attaques sont généralement des civils dissimulés dans la population civile et dans le tissu socio-économique civil, ce qui impose des réactions parfaitement ciblées et parfaitement dosées pour éviter des dommages collatéraux désastreux.

Les conflits de décolonisation de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle montrent bien la difficulté de contrer ces nouveaux modes d'action surtout lorsqu'ils sont associés à une action politique déterminé ou encore, comme dans le cas de la guerre du Vietnam, qu'ils sont interchangeables avec des actions militaires conventionnelles. La capacité du Vietminh de mener une guérilla éreintante et psychologiquement insoutenable tout en sachant au bon moment infliger des défaites militaires classiques a provoqué en grande partie successivement les défaites françaises et américaines. Les conflits asymétriques sont très dangereux lorsque, dans une vision stratégique et politique bien définie, ils provoquent une déstabilisation durable par des modes d'action non conventionnels et conventionnels.

Le défi est donc de taille pour les armées classiques qui doivent s'adapter à ces nouveaux

modes de guerre fuyante sans pour autant renoncer à l'éventail de leurs capacités conventionnelles.

En matière d'aéronautique, ces exigences asymétriques sont très récentes. La piraterie aérienne et les attaques d'avions civils par des missiles sol-air courte portée ne sont sans doute qu'un aperçu des utilisations possibles de l'aviation à des fins paramilitaires. A l'heure d'aujourd'hui, les réactions à ces utilisations déclarées ou éventuelles sont floues et maladroitement, au mieux. L'interdiction systématique de certains objets comme des coupe-ongles ou des couteaux multifonctions, alors qu'un simple fil de nylon ou qu'un stylo peuvent être presque plus dangereux, trahit une certaine fébrilité des pouvoirs publics qui restent encore sur une défensive apeurée dans ce domaine. De même, les mesures restrictives dans le domaine de l'aviation de loisirs et de collection, qui se sont succédées depuis quelques années en France et qui s'apparentent pour beaucoup à des dérives sécuritaires, montrent que les menaces ne sont pas clairement identifiées.

C'est donc tout un travail de réflexion et d'imagination sur une approche asymétrique de la guerre aérienne et sur les menaces éventuelles qui peuvent être mise en action par l'aéronautique qui est nécessaire aux niveaux des autorités civiles, des autorités militaires, des industriels et également de l'ensemble des intervenants dans le domaine aéronautique, y compris l'aviation de loisirs.

La défense nationale, selon la constitution de 1958, est l'affaire de tous les citoyens et l'on peut affirmer également qu'aujourd'hui plus que jamais, la défense aérienne et la défense

du territoire par voie aérienne est l'affaire de tous les aviateurs professionnels ou non.

Conclusion

Ainsi, à la lumière de ces différentes approches des attaques du 11 septembre 2001, il est évident que l'action de guerre aérienne n'est pas rendue obsolète par les nouveaux modes de guerre asymétrique mais bien qu'elle peut s'adapter et trouver des moyens d'expression qui la mettent hors de portée de la puissance aérienne classique. Une supériorité aérienne durable n'est plus forcément nécessaire pour mener une opération de guerre aérienne d'une ampleur non négligeable et la moindre perte de contrôle du ciel, même durant quelques minutes, peut avoir des conséquences terribles. Davantage qu'une question de technique et de moyens, c'est une approche doctrinale différente de la guerre aérienne qui s'ajoute aux doctrines déjà connues et qu'il est nécessaire d'étudier et de comprendre, alors que le terrorisme prend une nouvelle ampleur et atteint réellement un niveau stratégique.

A l'heure actuelle, c'est une évidence, ces nouvelles données ne sont pas bien appréhendées et cela conduit les puissances occidentales à rester sur une défensive très peu confortable autant pour les usagers de l'air sous toutes ses formes que pour les autorités. Il est nécessaire pourtant de réagir rapidement et efficacement en reprenant l'initiative d'une maîtrise encore plus complète et d'une utilisation encore insoupçonnée du ciel et des moyens aériens. □

L'évolution de l'Armée française

PAR PIERRE MONTAGNON

Résumé de l'éditeur : En quelques pages, Pierre Montagnon retrace la grande histoire de l'Armée française, de la prise de la Bastille à nos jours. Il se penche sur le passé de l'Armée française afin de mieux appréhender sa mutation et son avenir. Un tour de force.



Essayer d'évoquer l'évolution de l'Armée française depuis plus de deux siècles impose, au préalable, de poser quelques jalons. La France durant cette période a souvent ignoré la stabilité politique. Divers régimes se sont succédés. Aucune analogie avec ce qui a pu se dérouler au Etats-Unis ou en Grande-Bretagne par exemple. Outre-Atlantique le pays est régi par une Constitution datant de Washington. Outre-manche la monarchie en place remonte à 1714.

La prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, ouvre la décade révolutionnaire qui met fin au règne des quarante rois qui en 1000 ans firent la France. De 1799 à 1815, un homme, Bonaparte, devenu en 1804 l'empereur Napoléon 1^{er}, domine la vie française (et européenne). Le retour des Bourbons après Waterloo se prolonge jusqu'en 1848, suivi par une brève Seconde République. Le neveu du grand empereur s'impose ensuite sous le nom de Napoléon III de 1852 à 1870. La défaite mili-

taire devant l'Allemagne renverse ce Second Empire et conduit à la III^{ème} République qui sera, elle aussi, emportée par la défaite en 1940. Suivent les quatre années noires de l'Etat français avec l'occupation allemande avant l'instauration de la IV^{ème} République qui sombre devant la crise algérienne en 1958. Charles de Gaulle, revient alors au pouvoir, instituant une Ve République toujours en vigueur. Cinq républiques, deux empires, deux royaumes, un Etat. La France n'a pas manqué de diversité et « on n'a pas eu le temps de s'ennuyer. » D'autant que jusqu'en 1962 au moins, la France s'est beaucoup battue en Europe et à travers le monde. L'institution militaire a été, obligatoirement, largement tributaire de ces variations politiques.

L'armée de l'Ancien régime, sous réserve de réformes sur la fin, ressemblait un peu à une entreprise de caractère capitaliste. Un colonel propriétaire de son régiment. Des hommes recrutés vaille qui vaille par les fameux sergents recruteurs et évidemment rétribués d'où le terme de soldat celui qui touche une solde. Composante importante de cette armée de nombreuses unités à base d'étrangers, Suisses, Allemands, Hongrois, etc. Bien des chefs l'étaient également comme Maurice de Saxe, le vainqueur de la célèbre bataille de Fontenoy en 1745. Cette armée formée de mercenaires servait avec honneur et fidélité. Les hommes s'y faisaient tuer avec courage.

La France révolutionnaire voit l'Europe des rois se liguier contre elle. Elle a besoin de troupes. Heureusement, la France est, à l'époque, le pays le plus peuplé du vieux continent. Les bras ne lui manqueront pas. Elle les obtient par la conscription. Le 22 février 1793 est décrétée une levée de 300.000 hommes. Le 23 août, le péril croissant, fera prescrire la levée en masse. Organiser ces masses constitue un sérieux problème, d'autant que bon nombre d'officiers nobles ont émigré. La formule trouvée s'appellera l'amalgame. Un bataillon de blancs, c'est-à-dire d'anciens de l'armée royale, deux bataillons de bleus, recrutés de la conscription. Un plus deux donneront une demi-brigade nouvelle appellation du régiment. Quant aux cadres, ils

sortiront du rang, sous-officiers de l'Ancien régime pour l'essentiel.

Napoléon, ayant lui aussi l'Europe liguée contre la France, utilisera largement la conscription. Tout en faisant, comme l'armée royale, largement appel aux contingents étrangers. L'armée française qui, en 1812, franchira le Niémen pour se porter sur Moscou ne comptera que 100.000 Français sur un global de 400.000 hommes. Napoléon fera de ses compagnons d'armes des maréchaux et créera, pour encadrer ses régiments, l'Ecole Spéciale militaire de Saint-Cyr, le West Point français.

La Restauration après 1815 se veut synonyme de paix. La France, cependant, se doit de posséder une armée. L'impopulaire conscription ayant été abolie il est fait appel – retour au passé – à des professionnels. Le recrutement s'avérant insuffisant, les lois Gouvion-Saint-Cyr et Suchet, en 1818 et 1824, rétablissent, par voie détournée, la conscription. Le contingent annuel, 60.000 hommes, à mobiliser est appelé par tirage au sort. Durée de service, six ans, puis huit ans. Indirectement c'est le retour à l'armée de métier de l'Ancien régime. Huit années de service représentent une bien longue période. Durant ce temps, le soldat est coupé de ses racines, famille, village, métier. La caserne, les camarades deviennent son foyer. Il ne peut très souvent qu'y retourner son temps légal terminé. Inexorablement, l'Armée forme un corps à part dans le pays, sans liens étroits avec la nation. La Légion Etrangère, créée en 1831, havre pour tant de déracinés, en est l'un des fleurons.

Cette armée de vieux soldats sera l'Armée française jusqu'en 1970. Elle se battra avec héroïsme en Algérie, en Afrique, en Asie, en Crimée, en Italie, au Mexique. Ces campagnes souvent de caractère colonial, ne prédisposent pas à la combinaison des moyens. En 1870, les généraux de Napoléon III, beaux sabreurs certes mais tacticiens à courte vue, seront battus par des généraux allemands sachant allier le mouvement et le feu.

La défaite de 1870, la perte de l'Alsace-Lorraine provoquent dans le pays un choc profond et remettent en cause les fondements de l'institution militaire. Pour remédier aux

insuffisances constatées, tout est repensé. La loi de 1872 rétablit la conscription appelée durant presque un siècle à faire partie de l'univers national. La durée de service variera : de 3 ans en 1914, à la veille de la Grande Guerre, à 10 mois en 1996. Des écoles de formation sont créées à Saint-Maixent, Saumur, Versailles. L'École supérieure de Guerre est instituée le 15 juin 1878 en vue de former les officiers du service d'état major. Bien des grands noms de 14-18, Foch, Pétain, y auront été élèves ou professeurs.

Parallèlement s'officialisent les troupes coloniales ex troupes de marine à vocation de servir outre-mer. Elles seront par excellence, avec la Légion Étrangère, les troupes de constitution de l'Empire colonial que la III^{ème} République donne à la France. Deuxième empire colonial du monde – après celui de la Grande-Bretagne – qui s'appuie également sur une flotte héritière de la marine Royale de la Monarchie.

La France voulait sa revanche et recouvrer Metz et Strasbourg. L'armée du contingent de 14-18 – toute la nation s'est mobilisée – la lui apporte mais à quel prix ! 1.400.000 morts ! Un Français sur 29 est tombé. Au jour de la victoire, le 11 novembre 1918, l'armée française fait figure de première armée du monde.

Une armée qui, hélas pour elle, n'évoluera pas. Le pays saigné par l'hécatombe aspire à la paix. Les caciques militaires figés sur le souvenir des tranchées de Verdun, parlent front continu et fortifications. Ils généreront la Ligne Maginot, censée couvrir la frontière du nord-est, est le refus d'un corps blindé réclamé par le colonel de Gaulle. L'armée française de 1920 sera balayée par l'armée allemande de 1940 qui a su assimiler les techniques nouvelles et impulser à la bataille un rythme foudroyant par le binôme char-avion.

La France battue au printemps 40 devra sa libération à ses alliés et à son empire colonial. Son armée qui participera aux combats de la libération en 44-45 se forgera outre mer.

De 1945 à 1962, la France s'engue dans les guerres dites de décolonisation. Indochine, Algérie qui sont souvent – Indochine surtout – un aspect de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. 1962 marque une date importante dans

la vie de l'Armée française. Enfin, la France se retrouve en paix. Depuis 1939, son armée, avec des hauts et des bas, n'avait cessé d'être engagée. Et même avant 1939, les périodes sans recourir aux armes avaient été brèves. On se battait encore au Maroc au début des années 1930. Bournazel, l'Homme rouge, tombait au Saghro, dans le sud marocain, le 28 février 1933.

Tout autant que la paix affermie, 1962 sonne pour la France la fin de son empire colonial. Celui-ci avait pratiquement débuté en 1830 avec la prise d'Alger. Le départ d'Algérie en 1962 y met un terme. Par voie de fait finit de disparaître l'armée coloniale, une composante non négligeable de l'Armée française pendant plus d'un siècle. Tirailleurs de toutes origines, algériens, tunisiens, marocains, annamites, tonkinois, malgaches, sénégalais, goumier, spahis, constituaient une troupe bigarrée, riche en couleurs et ardente au feu. Ces soldats d'outre-mer avaient participé à l'épopée coloniale et avaient aidé la France à bâtir son empire, le deuxième du monde en 1939. Ils étaient dans les tranchées de 14-18. 75.000 d'entre eux, presque tous volontaires, étaient tombés pour reconquérir l'Alsace et la Lorraine. Ils étaient à Gembloux et ailleurs en mai-juin 1940 toujours héroïques. En 1944, ils représentaient près de 45 pourcent des coloniaux ayant quitté leurs gourbis pour libérer la Mère Patrie dans les rangs de la 2^{ème} DB de Leclerc et de la 1^{ère} Armée française de De Lattre. La France grâce à tous ses enfants d'outre-mer avait pu participer, les armes à la main, à sa libération aux cotés des armées alliées.

La page coloniale tournée, les unités levées dans l'Empire disparaissent. Ne restent plus que des régiments de tradition dont la terminologie change avec un retour aux origines. Les Régiments d'infanterie coloniale deviennent des régiments d'infanterie de marine, à recrutement métropolitain évidemment. Toujours pour garder les traditions existent encore un régiment de tirailleurs et un autre de spahis, sans référence géographique naturellement. Le 1^{er} régiment de spahis est l'héritier du 1^{er} régiment de spahis marocains et porte sur son drapeau et en fourragère la

Croix de Compagnon de la Libération. Il a participé à la guerre du Golfe. Quant au glorieux RICM, Régiment d'infanterie coloniale du Maroc, au drapeau le plus décoré de France avec celui du RMLE, Régiment de marche de la Légion Etrangère, il s'appelle maintenant Régiment d'infanterie et de chars de marine. Les initiales ont été préservées.

Une troupe survit à l'ère coloniale. La Légion étrangère. Reprenant le vieil emploi par la monarchie et l'Empire d'étrangers au service de la France, le roi Louis-Philippe l'a créée en 1831 avec vocation de servir en dehors du territoire métropolitain. Le départ d'Algérie remet tous en question. En 1962, la Légion quitte Sidi Bel-Abbès, sa cité mère, et se replie sur la métropole et la Corse avec des implantations outre-mer (Guyane, Djibouti). Ce transfert ne modifie en rien sa valeur de troupe d'élite. Elle le montre à Kolwezi en 1978. Son visage évolue toutefois quelque peu. Son recrutement, spécifiquement européen au départ, s'est élargi. Il n'est pas rare de voir un faciès asiatique ou africain dans les rangs des Képis blancs. Par contre devenir légionnaire se mérite. Hier chacun pouvait aller chercher un havre à la Légion. Aujourd'hui la sélection se veut rigoureuse. Elle n'accepte qu'un candidat sur six ou sur sept pour une troupe de 7.000 hommes. Ces 7.000 sont toujours l'un des meilleurs fers de lance de l'Armée française.

Ceci étant, la France en paix, sous réserves d'interventions extérieures en Afrique principalement, peut repenser sa défense. De Gaulle la dote de la dissuasion nucléaire qui reste à ce jour une dominante de sa doctrine de défense. Près de 10 pourcent du budget militaire y sont consacrés s'appuyant sur des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et une aviation embarquée. Les fusées du plateau d'Albion ont été abandonnées. Elles représentaient une cible par trop voyante avec des vecteurs de trop faible portée.

La fin du conflit algérien avait permis une réduction des effectifs et de la durée du service militaire portée finalement à dix mois.

Un grand virage se prend à fin du XXème siècle, en 1997 très exactement, avec la suppression de la sacro-sainte conscription

suite à l'effondrement du communisme et à la levée du danger à l'Est. Le service militaire obligatoire, point de passage obligé avant la vie active pour les jeunes Français, disparaît. Place au professionnalisme, véritable retour à l'armée de jadis. D'aucuns déplorent la disparition d'un acquit républicain brassant dans les mêmes chambrées, riches et pauvres, instruits et ignorants, forts et faibles. D'autres se félicitent du réalisme de la mesure. Pas assez de vrais combattants sortaient du moule au bout de dix mois. Cette armée du XXIème siècle comprend 4 composantes : l'armée de terre, la plus importante, 140.000 hommes, la marine 45.000, l'aviation 64.000 et la gendarmerie 440.000 hommes. Ces chiffres sont dans la norme de ceux des principales puissances européennes. L'armée française reste l'un des grands corps de l'Etat. (Le second après l'Education nationale.)

Depuis la Seconde Guerre mondiale la présence féminine se manifestait à des postes divers impliquant autant courage que dévouement : ambulancières, infirmières, assistantes sociales. Un pas en avant est franchi dans les années 1980. L'armée ouvre largement ses rangs à tous niveaux. Les femmes représentent aujourd'hui 10 pourcent de ses effectifs. Elles servent surtout dans les branches techniques et même à la Gendarmerie. Une femme vient d'y atteindre le grade de colonel. Tout donne à penser, eu égard à son âge et à son origine (Saint-Cyr), que des étoiles l'attendent.

Ce facteur origine soulève la notion d'élitisme. Dans l'Armée française présente, une belle carrière d'officier ne peut se concevoir sans diplômes ni certificat d'entrée. Saint-Cyr pour l'armée de terre, Salon de Provence pour l'aviation forment 90 pourcent des futurs généraux, l'Ecole navale la totalité des Amiraux. L'ex Ecole de Guerre, présentement Collège inter armées de Défense, s'avère le point de passage obligatoire pour les étoiles et le haut commandement. Alors ? Les diplômés de 2007 possèdent-ils cette « vertu des temps difficiles », le caractère, dont parlait Charles de Gaulle ? A l'heure aujourd'hui, un Bigeard, un Koenig ne sauraient prétendre à devenir général à quatre étoiles ou maréchal de France. Le souvenir de 1914 et le grand coup de balai que dut donner

Joffre, en 1914, dans les rangs des brillants sujets de l'École de Guerre dépassés par l'épreuve du feu, permettent de s'interroger sur des critères de sélection basés très largement sur les diplômes. Mais en l'absence de titres de guerre, sur quels éléments se baser pour assurer les promotions indispensables ? Poser une telle question est d'avouer la complexité d'un dilemme qui n'est pas inhérent à la seule France.

Dans ses structures internes, l'armée de terre française a abandonné le vieux principe divisionnaire formulé au XVIII^{ème} siècle par le maréchal de Luxembourg et le comte de Guibert. La brigade représente désormais la grande unité de base. Forte en règle générale de deux régiments d'infanterie, d'un régiment de cavalerie, d'un régiment d'artillerie, d'un régiment du génie, d'un état-major et de services, elle compte en moyennes 5.000 hommes. Cette formule apporte plus de souplesse pour remplir les grandes missions présentes style les projections extérieures au Liban ou Côte d'Ivoire. Peut-être est-il possible d'y avoir une certaine analogie avec le *Combat Command* américain de la Seconde Guerre mondiale. A côté des brigades de caractère classique se distinguent deux brigades spécifiques, l'une aéroportée et l'autre alpine. Le professionnalisme a pour conséquence directe une implication de l'intégrité des forces dans les missions extérieures. Celles-ci, hier apanage des soldats de métier, sont désormais confiées à toutes les formulations du corps de bataille.

L'Armée française de 2007 est donc une institution de métier à base de professionnels qualifiés. (Le pays étant théoriquement en paix, le temps voulu peut être consacré à la formation.) Elle apparaît un peu comme une solution de compromis. Suppression des gros bataillons, déflation inhérente à la fin de conscription. Persistance d'une force de dissuasion nucléaire et d'un corps de bataille de type plus ou moins conventionnel. Souplesse de structures pour répondre aux missions présentes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Celles-ci s'appellent la participation aux fameuses opérations Vigipirate de prévention contre le terrorisme islamiste ou opérations extérieurs

(les OPEX) à des fins d'interposition ou de soutien humanitaire dans le cadre de l'ONU ou d'assistance à un pays ami. L'abolition de la conscription coupe-t-elle l'armée de la Nation ? Oui et Non. La Défense nationale ne relève plus de tous les citoyens. A bien des égards ceux-ci sont moralement désarmés. Ils confient à d'autres le soin de se battre pour eux et de verser leur sang. On peut du reste regretter la quasi-absence de la notion de réserve. La France n'a plus de vivier où puiser des troupes si besoin. Une armée peut toujours se mettre sur pied. Les Etats-Unis d'Amérique en fournissent l'exemple durant la Seconde Guerre mondiale. Mais une telle mobilisation exige du temps et de l'espace.

La disparition de la conscription a fait pratiquement ranger dans les cartons la qualité d'officier de réserve. On peut le déplorer à bien des égards. L'officier de réserve, remplaçant les cadres d'active décimés ou pas assez nombreux, a été le grand vainqueur de 14-18. Il provient généralement de l'élite et des cadres de la nation. Il n'est certainement pas bon que ses cadres soient coupés des grands problèmes de la Défense.

Rien n'est absolu. Se perpétue toutefois, envers et contre tout, une petite force de réserve. 30.000 volontaires environ endossent régulièrement l'uniforme pour suivre des stages et perfectionner leur formation militaire. Dans certains régiments, ils constituent, une compagnie potentielle pour le cas où. Cet exemple mériterait de faire école. L'absence de crédits l'interdit certainement. Quel moteur anime ces courageux ? Le patriotisme, l'amour des armes, l'odeur de la poudre, l'attrait pour la « Belle bleue », cet ersatz de Légion d'Honneur créé par Charles de Gaulle pour ne pas brader l'ordre national ? Tout se mêle suivant les tempéraments.

Les choses étant ce qu'elles sont demeure un point heureux. Le principe de l'existence d'une armée nationale n'est pas remis en cause. Son budget fait l'objet d'un relatif consensus. Les attaques dont l'Armée française avait été l'objet avant 1939 – en particulier le corps des officiers – ont pratiquement disparu. Les participations à Vigipirate, les interventions en cas de cataclysmes naturels, les secours

aux nationaux expatriés en danger, les opérations extérieures dans les cadres des impératifs de politique étrangère, démontrent régulièrement la nécessité de sa présence. Les troupes d'élite héritières d'un riche passé¹, l'efficacité des unités spécialisées² flattent le sentiment national. Le rituel défilé du 14 juillet, sur les Champs Elysées à Paris, trouve toujours un chaleureux accueil populaire.

Deux mots encore. La Grande Muette n'est plus puisque désormais les militaires, comme tous les citoyens, sont désormais des électeurs à part entière. Le 17 août 1945, ils ont obtenu le droit s'aller déposer leurs bulletins dans les urnes. La République leur refusait ce droit sous prétexte qu'ils n'avaient pas à s'immiscer dans la chose politique. Vieux souvenir du 18 Brumaire ou du 2 décembre 1851. L'armée française avait pris feu en 1961-1962. Ces temps ne sont plus. Les drames de la fin de l'Algérie française appartiennent à l'Histoire et les offi-

ciers de 2007, fort heureusement, ne sont plus confrontés aux dilemmes de leurs aînés.

Il est clair toutefois que l'avenir de l'Armée française se situe dans le cadre plus vaste du continent européen dans lequel la France est appelée à s'intégrer de plus en plus. Les esprits n'en sont pas encore là. Des décennies seront nécessaires pour cette inéluctable évolution devant les dangers face auxquels une nation comme la France ne saurait seule faire face. □

Notes

1. Parachutistes au béret rouge, légionnaire au képi blanc n'ont rien perdu de leur prestige acquis sur les champs de batailles.

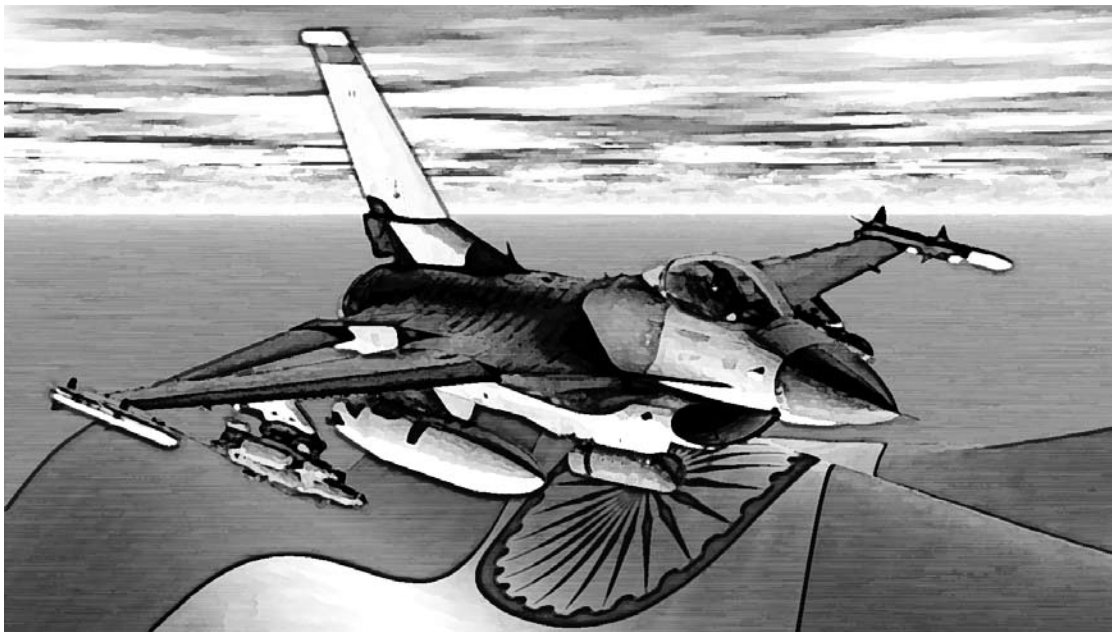
2. Le GIGN, Groupe d'intervention de la Gendarmerie Nationale, est particulièrement chargé d'intervenir contre les commandos terroristes.

La diplomatie de l'avion de chasse

Une « route des Indes » ?

PAR MANOHAR THYAGARAJ*

Résumé de l'éditeur : De nombreux pays se livrent une concurrence effrénée pour vendre des avions de chasse sophistiqués à l'Inde. Malgré les relations historiquement compliquées entre les Etats-Unis et l'Inde, les politiques d'acquisition extrêmement bureaucratiques du gouvernement indien et les restrictions commerciales américaines persistantes envers les puissances nucléaires émergentes, une vente importante d'avions de chasse et de technologies américains reste une possibilité réelle. L'auteur estime que le moment est désormais venu de dépasser les anciens sujets à controverse et les faux-pas, de trouver un terrain d'entente et de renforcer cette relation politico-militaire naissante.



Au cours de l'été 2005, les Etats-Unis et l'Inde ont signé un accord historique visant à dynamiser les relations stratégiques entre les deux pays. Ce pacte décennal de coopération en matière de défense prévoit un large éventail d'activités

conjointes incluant des opérations multinationales dans leur intérêt commun, une collaboration en vue de promouvoir la sécurité et de vaincre le terrorisme et le renforcement du potentiel de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.¹ Cet accord

*L'auteur aimerait remercier Stephen Cohen, Woolf Gross, Raju G. C. Thomas, Seema Gahlaut, et le Dr. Joseph Draznin pour leurs commentaires sur les ébauches de cet article.

insiste également pour que les États-Unis et l'Inde explorent toutes les opportunités existantes dans les domaines de la recherche et du développement communs, du transfert de technologies et de la coproduction, et ce surtout concernant les technologies liées à la défense antimissile.

Appelé nouveau cadre pour la coopération militaire entre l'Inde et les États-Unis (*New Framework for the US-India Defense Relationship*), l'accord vise à se débarrasser de l'héritage des anciens faux-pas en créant entre les deux pays une relation de coopération militaire. Bien qu'elle soit une grande démocratie, l'Inde n'a jamais revêtu une importance de premier plan dans la politique militaire américaine des 50 dernières années. De surcroît, son programme nucléaire hors du Traité de non-prolifération nucléaire en a fait une cible des actions de non-prolifération et de contrôle d'armes. Après 2001, l'engagement actif du gouvernement du président George W. Bush a permis l'accomplissement de nombreux progrès dans la transformation de cet état de fait, ainsi que dans la reconnaissance de l'importance de l'Inde dans les intérêts américains à long terme en Asie. La conseillère en matière de sécurité nationale (désormais secrétaire d'état) Condoleezza Rice et l'ancien secrétaire à la défense Donald Rumsfeld ont permis aux relations américano-indiennes de prendre une dimension stratégique.

Malgré le nouveau ton des discussions bilatérales, l'Inde n'a jamais procédé à un gros achat de technologie militaire américaine. Au lieu de considérer les ventes d'armes comme de pures « transactions » commerciales, les États-Unis ont tendance à les voir comme des vecteurs efficaces pour cimenter l'interdépendance avec les autres pays et comme des outils de leur politique étatique.² En raison des relations établies au cours des quelques dernières années entre le Pentagone et les services militaires indiens, les États-Unis se sont concentrés sur d'éventuelles ventes d'avions tels que l'E-2C Hawkeye, le C-130 Hercules et le P-3 Orion à l'Inde.³ L'Inde doit également répondre à un besoin persistant de 126 avions de combat multirôle (*Multirole Combat Aircraft – MRCA*) visant à remplacer les MiG-21 qui commencent

à dater et à servir de couverture à l'intégration retardée des avions de combat légers indiens (*Light Combat Aircraft – LCA*).

Toutefois, l'on s'attendait à ce que l'Inde choisisse le Mirage 2000-V car elle a déjà utilisé d'anciennes versions de cette plate-forme. En mars 2005, l'administration Bush a impulsé un nouveau rythme au dialogue. Tout en permettant au Pakistan d'acheter des F16, elle a effectivement annoncé qu'elle offrait à l'Inde les droits de coproduction à la fois pour le F-16 et le F-18E/F afin de répondre de manière concurrentielle au besoin de MRCA. En avril de cette année, l'agence américaine de coopération en matière de défense et de sécurité a envoyé des représentants à Delhi pour présenter les deux modèles d'avions à la *Bharatiya Vayu Sena* (Armée de l'air indienne [IAF]), afin d'« accélérer » la vente.⁴ Pour les États-Unis, le programme de vente d'avions de chasse à l'Inde, différent de celui conclu avec le Pakistan en raison du volet « coproduction », pourrait servir de moteur à la réalisation du pacte décennal de coopération en matière de défense.

Historique

C'est dans le contexte plus large de l'évolution des relations stratégiques bilatérales que nous devons comprendre les principaux transferts américains de technologie vers l'Inde. En plus de son accès à l'indépendance en 1947, l'Inde a adopté une position non-alignée au cours de la guerre froide, position qui a incité Washington à la considérer comme un proche des Soviétiques. Un homme, Jawaharlal Nehru, le premier ministre indien, a dicté et conduit la politique étrangère de la jeune nation, traitant le *Foreign Office* (ministère des affaires étrangères) avec à peine plus d'importance qu'un centre de recherches.⁵ Nehru a considéré les traités et les alliances avec suspicion, estimant que ces accords diminueraient la capacité de l'Inde à rester la seule maîtresse de ses affaires étrangères. Étant donné que la politique étrangère américaine de l'époque était uniquement motivée par la nécessité de contrer la progression du commu-

nisme, le gouvernement indien démocratique est apparu comme un allié potentiel. Pour l'Amérique d'alors, l'accueil à bras ouvert des objectifs de politique étrangère américaine par Nehru aurait été extrêmement bénéfique aux intérêts américains en Asie.⁶ Or, l'Inde a choisi de garder ses distances par rapport à tout engagement officiel, et dans leur quête d'alliés antisoviétiques, les Etats-Unis ont commencé à développer un partenariat avec le rival régional de l'Inde, le Pakistan.⁷

Néanmoins, les Etats-Unis ont continué à considérer l'Inde comme la puissance dominante dans la région, ainsi que comme un partenaire désiré et une force nécessaire à la stabilité régionale. Avant la seconde guerre indo-pakistanaise de 1965, les Etats-Unis avaient apporté leur assistance à l'Inde, en formant notamment les pilotes indiens au F-86F Sabre, précédemment fourni au Pakistan. L'Inde a également bénéficié d'armes et d'un soutien financier américains au cours de sa guerre contre la Chine en 1962. Néanmoins, les tensions croissantes régnant sur le sous-continent ont rendu impossibles les partenariats avec à la fois l'Inde et le Pakistan, les deux pays commençant à percevoir l'aide américaine comme un jeu à somme nulle (le gain d'un pays équivalant à la perte de l'autre, et réciproquement). Ainsi, l'Inde et les Etats-Unis commencèrent à prendre leurs distances. En 1971, lors de la troisième guerre indo-pakistanaise, au moment où l'Inde allait remporter une victoire écrasante, le président Richard Nixon a fait entrer le groupe tactique aéroporté USS-*Enterprise* dans le Golfe du Bengale pour empêcher l'armée indienne de trop avancer en territoire pakistanais. Au cours de cette décennie, cet épisode est resté le moment le plus négatif des discussions américano-indiennes en matière de sécurité.

Mue par sa perception des menaces voisines émanant de Chine et du Pakistan, croyant en outre que les Etats-Unis pourraient également se révéler dangereux, l'Inde a démontré sa puissance nucléaire en 1974 en faisant exploser un « engin nucléaire pacifique. »⁸ Cette action a entraîné de la part du Congrès américain une multitude d'initiatives de non-prolifération donnant naissance à la Loi sur la

non-prolifération nucléaire (*Nuclear Non-Proliferation Act*) et aux amendements Glenn et Symington à la Loi d'aide à l'étranger (*Foreign Assistance Act*).⁹ En 1981, le président Ronald Reagan a signé la directive de décision sur la sécurité nationale 70 (NSDD 70) intitulée Politique de transfert de technologies en matière de missile à capacité nucléaire (*Nuclear Capable Missile Technology Transfer Policy*) en réponse à l'apparition du lanceur de satellite indien SLV 3 (*Satellite Launch Vehicle III*) censé posséder la technologie susceptible d'accroître les vecteurs à capacité nucléaire de l'Inde. La NSDD 70 a immédiatement donné naissance au Régime de contrôle de la technologie des missiles (*Missile Technology Control Regime*). C'est avec raison que l'on peut penser que la participation américaine aux régimes mondiaux de contrôle des exportations découle des programmes de missiles et des programmes nucléaires indiens. Ces modifications dans la loi américaine ont permis aux officiels responsables des procédures de licence d'étendre les restrictions sur le transfert de technologies vers l'Inde à tout type d'assistance pouvant être interprétée comme un soutien à ces programmes. Les procédures américaines de licence de technologies envers les pays destinataires se sont alors particulièrement durcies et restreintes vis à vis de l'Inde.

Le président Reagan a été agréablement surpris par les efforts que le premier ministre Indira Gandhi, la fille de Nehru, a engagés pour établir une bonne relation avec lui. Cette relation, perpétuée par le gouvernement de son fils Rajiv Gandhi, a permis de nouveaux rapprochements dans l'engagement bilatéral. Les deux Etats ont compris le rôle constructif que les Etats-Unis pourraient jouer en faveur du développement de l'Inde, ainsi que toutes les conséquences positives pour l'Amérique. Bien que l'Inde ait refusé de signer, et le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, et le Régime de contrôle de la technologie des missiles, les deux pays sont parvenus, en 1984, à trouver un consensus sur le transfert de technologies, en signant une déclaration commune d'intention. En échange des modifications dans les réglementations

indiennes en matière de contrôle des exportations, les Etats-Unis étaient disposés à permettre un accès aux technologies civiles et à double-usage, ainsi qu'à offrir une assistance militaire, autrefois soumise aux restrictions imposées par la loi américaine.

Dans le cadre de cet accord, l'Inde a pu obtenir des moteurs General Electric F-404 pour le programme LCA. Des entreprises américaines ont également participé au développement du système de commande de vol du LCA. Toutefois, l'Inde a refusé la vérification post-livraison des technologies d'utilisation finale par les officiels américains. En réponse à ce refus, l'Administration pour la sécurité de la technologie de la défense (*Defense Technology Security Administration*) a commencé à interpréter la déclaration d'intention comme s'appliquant uniquement aux technologies à double-usage et aucunement aux technologies de défense.¹⁰ La fin de la Guerre froide a libéré les relations militaires américano-indiennes et leur a permis de développer leur propre orientation. En 1995, les deux pays signent ensemble un procès verbal agréé concernant les relations de défense (*Agreed Minute on Defense Relations*) autorisant les deux armées à coopérer lors d'exercices communs. Finalement, quand l'Inde a procédé aux essais de certains engins nucléaires en 1998, les sanctions prévues dans l'amendement Glenn ont mis un terme à toute forme d'assistance, retardant gravement le programme LCA. Le contrôle des exportations ainsi que les questions de non-prolifération sont ainsi revenus en force dans le dialogue entre les Etats-Unis et l'Inde.

Après les essais nucléaires, l'administration du président Bill Clinton a voulu établir des critères de référence pour l'Inde (ainsi que pour le Pakistan, qui a procédé à une série de six essais nucléaires en 1998). Parmi ces critères, nous pouvons citer la signature et la ratification du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires, l'arrêt de la production de matières fissiles pour les armes, la pratique de restrictions stratégiques essentiellement dans le but d'arrêter les essais en vol des missiles balistiques, la mise en œuvre de contrôles plus stricts des exportations et la création d'un

dialogue plus étroit entre les deux pays.¹¹ Aucun de ces critères n'a pu être atteint avant la fin du mandat du président Clinton. Ayant pris conscience de l'utilité limitée des sanctions forçant l'Inde à renoncer aux armes nucléaires, les deux gouvernements ont cherché les moyens leur permettant de sortir de l'impasse. En 1999, le Sénat a voté le rejet de la ratification américaine du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires, affaiblissant ainsi la tactique des Etats-Unis vis à vis de l'Inde sur ce point. Pour finir, lorsque le président Clinton s'est rendu en Inde en 2000, le Département d'Etat a mis au point des groupes de travail conjoints avec l'Inde sur les thèmes du contre-terrorisme et du maintien de la paix, et a conclu des accords sur de nombreuses questions bilatérales.¹²

Dès le début de son mandat, l'administration Bush a adopté une approche totalement différente des relations militaires avec l'Inde. En 2001, en raison de l'autorisation accordée par le Congrès en 1999, les sanctions prises envers l'Inde et le Pakistan sur les questions nucléaires ont été annulées par un décret-loi. En 2002, le premier document officiel de l'administration Bush concernant « la stratégie de sécurité nationale » exige particulièrement que les relations avec l'Inde reposent sur des intérêts démocratiques communs.¹³ Les perspectives des futures relations US-Inde ont été directement fixées par Rice et Rumsfeld. Par conséquent, l'on a pu observer les efforts spécifiques engagés pour résoudre les contentieux liés au statut du programme de missiles et du programme nucléaire de l'Inde. Les efforts américains découlant de l'approche unilatérale inscrite dans le document relatif à « la stratégie de sécurité nationale » ont rapproché les Etats-Unis du gouvernement indien de droite mené par le *Bharatiya Janata Party* (BJP), gouvernement responsable des essais nucléaires de 1998 et souhaitant adopter une position pragmatique et utilitaire dans ses relations avec les Etats-Unis.

En janvier 2004, une initiative appelée prochaines étapes du partenariat stratégique (*Next Steps in Strategic Partnership – NSPP*) annonçait que les deux nations étaient au seuil d'un nouvel accord, sous réserve d'une

dernière série de « pas réciproques ». ¹⁴ Les Etats-Unis commenceraient à assouplir les restrictions en matière de transfert de technologies en échange des progrès spécifiques réalisés par l'Inde pour renforcer sa législation sur le contrôle des exportations. Grâce à la bonne volonté démontrée par les deux pays, aucune des difficultés de communication qui avaient caractérisé la déclaration d'intention commune de 1984 et l'ère postérieure aux essais nucléaires ne pouvait apparaître. L'on pouvait présumer que les vestiges de la suspicion indienne concernant les liens américano-pakistanaïens allaient être balayés. A la même période, les deux armées ont intensifié leur formation et leurs exercices conjoints. En 2001, le gouvernement indien a signé un Accord sur la sécurité générale du renseignement militaire (*General Security of Military Information Agreement*) autorisant l'Inde à traiter les renseignements secrets américains qu'elle recevait comme s'ils lui appartenaient. Autrefois, les Etats-Unis avaient rencontré de réelles difficultés à faire signer un tel accord à l'Inde, difficultés qui avaient limité la portée des opérations conjointes.

En mai 2004, les Indiens ont décidé de ne pas reconduire le BJP à la tête du gouvernement. Néanmoins, les relations américano-indiennes avaient tellement progressé que ce changement de gouvernement n'a entraîné qu'une courte interruption. Dans le cadre du NSPP et en rupture totale avec sa politique précédente, l'Inde a donné son accord pour envoyer un attaché au contrôle des exportations à l'ambassade américaine à Delhi. Par la suite, le parlement indien a adopté une nouvelle loi pour combler les brèches dans la législation intérieure du contrôle des exportations. ¹⁵ Quand Manmohan Singh, premier ministre indien, s'est rendu fin juillet 2005 en visite officielle à Washington, les deux pays ont annoncé que les Etats-Unis permettront à l'Inde de bénéficier des combustibles et des technologies nucléaires civiles. ¹⁶ En échange, l'Inde devra faire un effort pour dissocier son programme nucléaire civil de son programme nucléaire militaire et devra placer ses installations civiles sous le contrôle de l'Association internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Considérant toutes les déceptions que les milieux anti-prolifération à Washington ont dû essuyer en raison du programme nucléaire indien, cet accord annule des décennies de politique américaine, car il reconnaît de facto le statut d'Etat nucléaire de l'Inde. Parce que ces deux pays perçoivent des menaces à leur sécurité commune, leurs deux gouvernements ont engagé un effort concerté pour parvenir à un compromis permettant aux Etats-Unis de ne plus considérer l'Inde comme un défi à la non-prolifération. L'Amérique a signifié clairement son intention d'aider l'Inde à devenir une grande puissance mondiale au 21^{ème} siècle. ¹⁷ Les Etats-Unis courtisent désormais cette grande démocratie stable non seulement en tant que nouveau partenaire stratégique dans la lutte contre le terrorisme, mais également comme un axe essentiel de leur politique à long terme vis à vis de la Chine. Le spécialiste indien de la sécurité, K. Subrahmanyam, estime que l'Inde est devenue essentielle pour les Etats-Unis en raison de la concurrence effrénée que les principales puissances vont se livrer pour le pouvoir et l'influence, dans l'Asie du 21^{ème} siècle. Selon lui, c'est dans ce contexte de compétition que l'Inde doit envisager la nouvelle politique américaine. ¹⁸

Par conséquent, pour bien comprendre les transferts de technologie américains envers l'Inde sous l'impulsion donnée par les deux gouvernements, il est nécessaire de bien connaître l'histoire mouvementée et changeante des relations de défense entre les deux pays. En offrant à l'Inde la possibilité de coproduire les F-16 ou les F-18E/F, les Etats-Unis reconnaissent implicitement les grands progrès réalisés par leur partenaire en matière de garantie de l'utilisation finale des technologies qu'il reçoit. Cela signifie également que d'une part, l'appareil américain de contrôle des armes a décidé de tirer un trait sur les anciens écueils pour permettre à l'Inde d'accroître son potentiel d'armes nucléaires et que d'autre part, le président américain et son administration ont choisi de poursuivre leurs efforts dans le but de limiter l'inertie bureaucratique.

Le programme d'avions de chasse

Pour essayer d'évaluer l'importance du programme MRCA dans l'établissement d'une relation stratégique avec l'Inde, nous devons comprendre deux éléments essentiels. Premièrement, l'IAF a réalisé une superbe performance lors des exercices communs et combinés les plus complexes de la coopération militaire. Au cours des exercices *Cope India* à Gwalior en 2004, par exemple, les Su-30K indiens auraient remporté neuf des dix engagements avec les F-15C de la garde nationale de l'armée de l'air américaine.¹⁹ Lors de *Cope India* 2005 en novembre, les F-16CJ étaient opposés à de nombreux avions différents de l'IAF. Ce succès a fait dire au général de corps d'armée Dave Deptula, ancien vice-commandant de l'armée de l'air américaine dans le Pacifique, qu'il n'avait jamais « vu un exercice aussi bien réalisé au cours de (ses) 29 ans de carrière passés dans l'armée de l'air américaine. »²⁰ Deuxièmement, l'IAF souffre d'un fort taux d'usure parmi ses quelque 400 MiG-21, dont la suppression progressive est prévue d'ici 2007. Or, le *Tejas* (le nom opérationnel du LCA) n'entrera probablement pas en service avant 2010. Un expert militaire a remarqué que « le *Tejas* a été pénalisé par des retards de fabrication, par l'absence d'un moteur indien et aussi par le problème actuel de l'intégration réussie d'armements modernes à l'avionique de l'avion. »²¹ Par ailleurs, un achat à l'étranger de 126 chasseurs paralyserait le budget disponible pour acheter l'avion de fabrication indienne, la question budgétaire étant problématique depuis que l'Inde a consenti l'effort important de développer la base industrielle nationale. En outre, l'IAF doit s'assurer qu'elle pourra effectivement utiliser la plate-forme qu'elle achètera, au moins pour les 30 années à venir.

C'est à partir de ces différentes perspectives que nous pouvons analyser la pertinence de l'offre américaine d'avions de chasse. Dans le cadre du processus indien d'acquisition de matériel militaire pour les achats à l'étranger, les décisions dépendent tout d'abord du prix

quand les technologies sont comparables – la question d'établir une relation militaire définie et durable est secondaire.²² Le paramètre du coût est favorable au F-16, une plate-forme expérimentée forte d'une production d'un millier d'avions, comparativement à ses concurrents prévisibles, le Mirage 2000-V, le Gripen et le MiG-29M. Par ailleurs, un vide dans la structure de la force militaire nécessite d'urgence l'incorporation de nouveaux chasseurs et cet achat est beaucoup plus urgent que toutes les autres acquisitions possibles. L'Inde souhaite lancer des appels d'offre internationaux pour les programmes navals d'avions de guet embarqués (Hawkeye) et de surveillance maritime (P-3), où le paramètre du coût pourrait s'avérer crucial dans les situations de concurrence. En outre, le Su-30MKI, le 30 tonnes fétiche de l'IAF, est cher et consomme beaucoup de carburant.²³ Il est possible que le gouvernement indien doive abandonner la future production locale de cette plate-forme en faveur d'un avion de chasse multi-fonctions comme le MRCA, qui libérerait davantage d'argent pour le programme.

Qu'il s'agisse du F-16 ou du F-18E/F, les acheter dans le cadre du programme permettrait à l'Inde de participer au développement conjoint des sous-systèmes – et aux futurs cycles d'extension – des avions qui resteront pendant longtemps au service de l'armée de l'air et de la marine américaines, ainsi qu'au service de nombreux autres pays. L'Inde pourrait alors aussi bien être impliquée dans le programme des F-35, lorsqu'une version propre à l'exportation sera disponible après 2010. Aucune des plates-formes concurrentes ne pourrait offrir le même ratio d'économies d'échelle dans le cadre d'une collaboration bilatérale : Dassault cesse peu à peu sa production de Mirage 2000 et seuls quelques pays achètent le Gripen. De plus, Lockheed pourrait utiliser l'Inde comme base de production des futures ventes de F-16 à l'étranger quand la principale usine de Fort Worth fermera ses portes en 2008. Si les Etats-Unis et l'Inde intensifient leurs opérations conjointes, comme par exemple la protection du transport des marchandises américaines dans

l'Océan indien, permettre ensuite à l'Inde d'utiliser les plates-formes américaines et de partager les mêmes données serait un atout considérable. En supposant que les relations stratégiques américano-indiennes soient désormais irréversibles, les deux facteurs essentiels évoqués plus haut – les opérations bilatérales plus étroites et les entraves à la prise de décision dans les procédures d'acquisition du gouvernement indien – gardent toute leur importance quel que soit l'avion de chasse qui remportera le marché.

De nombreuses questions existent pour évaluer l'intérêt respectif qu'ont l'Inde et les Etats-Unis à poursuivre cette vente de chasseurs. Par exemple, si l'on revient à l'historique du refus de technologies, l'Inde a précédemment exprimé son inquiétude quant à une aide sans entrave de la part des Américains. Dans un magazine d'actualité, on a pu lire que « selon les mots de certains hauts fonctionnaires du ministère de la défense indien, New Delhi n'est pas tout à fait sûre actuellement de pouvoir considérer les Etats-Unis comme un partenaire et un fournisseur fiable en matière de défense. Malgré l'abolition des sanctions américaines en 2001, les responsables politiques du gouvernement de l'Alliance progressiste unie s'inquiètent du fait que Washington pourrait un jour les ré-imposer. »²⁴

Offrir à l'Inde la possibilité de coproduire des avions de chasse sur ses terres devrait régler cette question, car cela rendrait l'industrie locale indienne responsable du support de première ligne. Egalement, l'offre de coproduction adressée à l'Inde et non au Pakistan impose une différence qualitative entre les deux rivaux régionaux. Stephen Cohen de la Brookings Institution évalue l'offre globale faite à l'Inde comme « excellente », alors que l'offre de F-16 faite au Pakistan est « plus symbolique que réellement militaire. »²⁵

Nous pouvons directement relier cet héritage du refus de technologies aux restrictions ordonnées par la loi américaine en raison du programme nucléaire indien. L'administration Bush a déclaré sa volonté de modifier la politique américaine. Or, le Congrès doit approuver de tels changements avant qu'ils puissent entrer en vigueur. Si le Congrès se

révèle incapable ou peu enclin à modifier la loi, l'Inde pourrait de nouveau considérer les Etats-Unis comme un partenaire non-fiable, une éventualité qui porterait lourdement préjudice aux négociations d'achat existantes : « le plus grand risque encouru par la nouvelle stratégie Bush est, par conséquent, que l'administration ne parvienne pas à réaliser les modifications nécessaires pour permettre à l'Inde un accès accru à de telles technologies... Si nous en arrivions là, les Etats-Unis et l'Inde non seulement auraient perdu une occasion en or d'établir un partenariat stratégique durable, mais prouveraient également aux cyniques de l'administration indienne qu'ils avaient raison. »²⁶

L'Inde a, par le passé, exprimé le désir d'utiliser ses achats militaires étrangers comme un levier pour atteindre ses objectifs de politique étrangère. Selon le premier ministre Singh, « Puisque nos achats militaires sont importants et conséquents, nous devons nous en servir pour réaliser nos objectifs politiques et diplomatiques. »²⁷ Avant toute chose, l'Inde cherchera à utiliser son pouvoir d'acquisition pour assurer ses gains diplomatiques et non-militaires, le plus utile d'entre eux étant l'accès au nucléaire civil et aux autres technologies de pointe. Les dirigeants indiens ne considèrent pas la technologie militaire comme le principal moyen d'assouvir le désir de grandeur de leur pays. Ils cherchent plutôt à obtenir un accès plus libre aux technologies qui permettraient à l'Inde d'atteindre des niveaux plus élevés de croissance économique.²⁸ Pour réaliser ses objectifs de sécurité, l'Inde croit que sa force de négociation découle du fait qu'elle ait accès à la plupart des technologies de défense existantes sur le marché international. Aux Etats-Unis, si les règlements résultant de la loi actuelle restent en vigueur, les licences de technologies accordées à l'Inde pourraient continuer à poser tout autant de problèmes que par le passé, sans que l'exécutif n'intervienne d'aucune façon.

Si le Congrès américain n'avalisait pas le marché nucléaire décroché par le premier ministre Singh en juillet 2005, une importante acquisition d'armes américaines pourrait s'avé-

rer politiquement risquée pour le gouvernement indien actuel qui a investi de lourdes sommes en concédant aux Etats-Unis la séparation de ses programmes nucléaires civil et militaire. Une telle évolution pourrait également affecter les acquisitions et les relations militaires. L'opposition intérieure indienne a critiqué la double offre de F-16 au Pakistan et à l'Inde, même si l'Inde dispose des droits de coproduction. L'ancien ministre des affaires étrangères Jaswant Singh a laissé entendre que cette vente proposée aux deux pays pourrait engager une course à l'armement dans le sous-continent.²⁹ Les partis de centre-gauche, dont le soutien extérieur est essentiel à la survie du gouvernement de coalition indien, ont fortement insisté pour que cette offre soit rejetée et activement protesté contre les exercices *Cope India*, qui consacrent un rapprochement trop étroit entre l'Inde et les Etats-Unis.³⁰

Si l'Inde optait pour le F-16, les Etats-Unis préféreraient qu'elle choisisse le Block 50/52 plutôt que le Block 60. L'Amérique pourrait ne pas offrir la coproduction pour le Block 60 car cette version a été développée en partenariat avec les Emirats arabes unis. Par ailleurs, l'incorporation des technologies de pointe les plus récentes à cet avion pourrait bien entraîner des difficultés de mise en circulation de la part des responsables de la sécurité technologique du Pentagone. Toutefois, le Block 50/52 offre à l'armée de l'air américaine une plateforme standard que l'Inde pourrait essayer de nationaliser. Par exemple, en raison de ses relations militaires étroites avec Israël, l'Inde pourrait envisager d'intégrer de l'avionique et des matériels de guerre électronique israéliens, comme elle l'a fait sur le Su-30 MKI.³¹ Or, une offre portant sur le seul Block 50/52 standard pourrait créer quelques problèmes politiques inattendus, en raison de l'offre américaine de cette même version au Pakistan. Il est plus que probable que l'Inde ne veuille pas choisir la même version que celle que le Pakistan utilise et choisisse plutôt le modèle F-16I, construit pour Israël. Produit à partir du Block 50/52, cette version incorpore une série de sous-systèmes israéliens.³²

Dans la perspective d'une adaptation nationale, l'Inde pourrait demander l'obtention

du code source du logiciel de la plateforme de l'avion de chasse choisi. Or, les Etats-Unis ne livreront jamais de portions de code à un pays destinataire. Si, pour des raisons de maintenance ou parce qu'elle est confrontée à des problèmes d'entraves dans l'aide américaine, l'Inde insistait pour recevoir le code source en tant qu'élément du transfert technologique, le programme pourrait être arrêté. Cet écueil pourrait être surmonté si l'Inde demandait uniquement les modules de code nécessaires et essentiels. Washington pourrait alors décider au cas par cas de les accorder.

Le processus d'acquisition de matériel militaire de l'Inde est très long, décousu et opaque et les décisions sont souvent prises par des politiciens et des bureaucrates.³³ Un magazine d'actualité a expliqué ceci : « Les décisions d'acquisition sont prises par le [ministère de la défense] où les programmes sont souvent retardés par des querelles bureaucratiques sur le coût, les termes du contrat et les priorités d'acquisition changeantes... La machinerie d'acquisition est si lente qu'il a fallu presque 20 ans pour que le contrat d'achat des 66 avions d'entraînement avancé Hawk soit signé... malgré les suppliques répétées de l'IAF pour que le programme avance. »³⁴

Autre exemple, au début de l'année 2005, la marine indienne se réjouissait de l'achat des sous-marins Scorpènes français conclu par le gouvernement, un marché resté dans les limbes pendant de longues années. Pourtant, les efforts agressifs de vente de la firme allemande HDW ont retardé le processus. « Le gouvernement a mis beaucoup de temps à se décider, sans aucune transparence, laissant aux entreprises d'armement rivales tout le champ nécessaire pour saper leurs offres respectives. »³⁵ Après de nombreuses tergiversations, la vente de Scorpènes a finalement été conclue en septembre 2005. Dans un tel environnement incertain, les entreprises américaines de défense auront de nombreuses réserves sur les efforts à investir dans l'élaboration de ce marché.

D'une part, bien que l'Inde aimerait obtenir une part importante du programme d'avions de chasse basé sur la coproduction locale, un tel arrangement générerait inévitablement

des coûts supplémentaires. En effet, l'acquisition d'un avion déjà tout fait présente des capacités induites ne pouvant pas être réalisées en changeant d'usine de production. De surcroît, si le F-16 est l'avion de chasse sélectionné, des coûts supplémentaires – incluant les frais d'adaptation à l'avionique du pays tiers – pourraient supprimer les avantages en matière de coût. D'autre part, la coproduction d'un avion de chasse avancé américain en Inde permettrait de rationaliser le processus de transfert de technologies sensibles entre les deux gouvernements.

Dans le même ordre d'idées, le contexte du commerce militaire en Inde peut également conditionner toute transaction d'avion de chasse. En juin 2005, le ministère indien de la défense a mis en place une nouvelle politique de compensation imposant 30 pourcent de compensation pour les achats militaires les plus importants.³⁶ Néanmoins, il n'y a pas de multiplicateurs concernant les transferts de technologie, pas de dispositions concernant les compensations indirectes et aucune incitation pour transiger avec le secteur privé indien.³⁷ La coproduction des avions de chasse nécessitera des transferts de technologie, mais la politique indienne n'offrira pas de crédits de compensation pour ce qui semble être la majeure partie du programme. En outre, cette politique place les entreprises d'état indiennes du secteur de la défense dans une position de conflit d'intérêt, tout comme les administrateurs des programmes de compensation auxquels ils sont censés participer. Si les efforts engagés pour modifier cette politique devaient échouer, ces facteurs auraient tendance à compliquer toutes les offres des entreprises militaires américaines en augmentant leurs risques financiers.

Le gouvernement indien exigera que la plus grande entreprise aérospatiale du secteur public indien, *Hindustan Aeronautics Limited*, serve de plate-forme de coproduction pour le programme des chasseurs. Cependant, cette entreprise ne peut être considérée comme un bon partenaire pour les compagnies américaines pendant la phase de pré-contrat, car, en tant qu'organisme public, elle bénéficiera automatiquement d'une partie du travail à

exécuter, quel que soit l'avion de chasse choisi. En revanche, les entreprises américaines doivent établir des accords de partenariat avec les entreprises privées indiennes qui leur serviraient de porte-parole lors des procédures d'offres concurrentielles. Cependant, si l'Inde venait à ne pas modifier sa politique de compensation, aucune entreprise privée ne trouverait d'intérêt à prendre part à ce programme.

La diversification de la flotte est également une préoccupation importante pour l'IAF, qui utilise déjà des avions britanniques, russes et français dont les équipements de ravitaillement existent pour chacun d'entre eux. Ajouter à cette flotte un nouveau type d'avion impliquerait un besoin d'infrastructures supplémentaires et compliquerait la chaîne réparation-maintenance. L'IAF a également exprimé de manière très claire une préférence pour le Mirage 2000-V, ayant volé sur l'ancien Mirage 2000H, en pleine période de crise, au-dessus de la région indienne de Kargil en 1999.³⁸ Lors de cet épisode, l'armée indienne avait engagé des soldats professionnels pakistanais qui s'étaient infiltrés au-delà de la ligne de contrôle qui sert de facto de frontière au Cachemire. Les Mirage 2000H équipés de pods de désignation laser Thomson-CSF ATLAS et de munitions téléguidées par laser ont volé lors de missions d'attaque à basse altitude en renfort des opérations au sol.³⁹

Pour finir, l'Inde devra faire face aux réactions négatives de la Russie, qui détient actuellement la majeure partie du marché indien de la défense. Les Russes pourraient réagir à un gros achat d'avions de chasse par l'Inde en offrant au Pakistan un accès à sa technologie. Il est probable alors que l'Inde veuille empêcher son rival d'acquérir le moindre élément de la technologie actuelle russe.

Conclusion

Le programme de fourniture de 126 avions de chasse américains à l'IAF présente de nombreux atouts qui le rendent attractif de part et d'autre. D'une part, l'IAF en a un besoin urgent et d'autre part, ce programme accorde

aux nouveaux partenaires américains des avantages en matière de coût et d'économie d'échelle qu'aucune autre plate-forme ne peut offrir. La coproduction des F-16 existe déjà dans de nombreux pays importants et alliés des Etats-Unis : la Turquie, la Belgique, les Pays-Bas et la Corée du Sud. Etant donné que l'Amérique n'a pas autorisé depuis longtemps la coproduction à l'étranger de F-18E/F, cette proposition illustre réellement le sérieux de sa volonté d'établir une relation de sécurité sur le long-terme. L'Inde aimerait tirer profit du programme pour servir des objectifs stratégiques plus importants. Abstraction faite de la plate-forme américaine choisie, tout marché d'avions réussi signifie que l'Inde a accepté les principes réalistes de base de la politique d'équilibre des forces considérée comme une hérésie pendant les années Nehru. Parce qu'il offre la possibilité de dépasser les anciennes querelles concernant les rivalités régionales, le contrôle des exportations et les désaccords sur la politique nucléaire indienne, ce marché s'inscrit parfaitement dans le continuum des relations de sécurité américano-indiennes et témoigne de l'engagement des deux pays à trouver des terrains d'entente et à faire table rase des anciens faux-pas.

Pour les Etats-Unis, les défis de ce programme ne sont pas banals. Le processus

d'acquisition de matériel militaire par l'Inde ne reflète pas réellement l'influence stratégique que le gouvernement souhaiterait avoir dans ses achats militaires. Le marché global proposé et accepté doit être suffisamment attractif pour donner au gouvernement indien les arguments nécessaires permettant de contrer l'opposition politique et institutionnelle intérieure aux relations militaires américano-indiennes. Dassault, le fabricant du Mirage 2000, a un lien historique avec l'IAF et possède déjà les infrastructures pour fabriquer cet avion. La politique indienne de compensation pourrait augmenter les risques financiers pour les entreprises américaines qui, contrairement à leurs concurrents européens, ne bénéficient pas du soutien du gouvernement et doivent avant toute chose rendre des comptes à leurs actionnaires. En fin de compte, si l'on considère l'historique du refus de technologies et l'importance que l'Inde a accordé à ce marché avec les Etats-Unis en matière de coopération nucléaire civile, une action du Congrès sur ce point pourrait s'avérer décisive dans la diplomatie des avions de chasse en Asie du Sud. □

Notes

1. Chidanand Rajghatta, "India, US sign Defense Pact" (L'Inde et les Etats-Unis signent un pacte de défense), *Times of India*, 29 juin 2005.

2. En 1995, l'administration Clinton a précisé les critères américains concernant la prise de décision d'exportation d'armes : l'un des points importants étant « le degré selon lequel le transfert favorise les intérêts stratégiques et de politique étrangère des Etats-Unis, par le biais d'une influence et d'un accès accrus, d'un partage commun des charges financières et de l'interopérabilité. » Voir la fiche intitulée "Criteria for Decisionmaking on U.S. Arms Exports" (Critères concernant la prise de décision d'exportations d'armes américaines), (Washington DC, Maison Blanche, Bureau du chef du service de presse, 17 février 1995), <http://www.fas.org/asmp/resources/govern/whcrit.html>.

3. Les discussions avec la marine indienne continuent pour l'achat potentiel d'avions de guet embarqués E-2C Hawkeye de la plate-forme Northrop Grumman pour

remplacer le porte-avion indien *Vikramaditya* (l'ancien *Admiral Gorshkov* russe). L'armée de l'air indienne envisage actuellement l'achat d'au moins 12 avions de transport C-130J Hercules Lockheed Martin à utiliser dans le cadre d'opérations spéciales. La marine indienne a exprimé son intérêt pour la plate-forme de surveillance maritime et de guerre anti-sous-marine de P-3 Orion Lockheed Martin.

4. "For US, F-16 Means Business Too" (Pour les Etats-Unis, les F-16 sont également une question commerciale), *Times of India News Network*, 22 avril 2005.

5. A. G. Noorani, "Indian Thinking on Foreign Policy" (Réflexion indienne sur la politique étrangère) *Frontline* 18, no. 1 (6-19 janvier 2001), <http://www.frontlineonnet.com/fl1801/18010950.htm>.

6. "Establishing Bilateral Relations" (Etablir des relations bilatérales) de Robert J. McMahon, *The Cold War on the Periphery* (La guerre froide à la périphérie), (New York: Columbia University Press, 1994), <http://www.ciaonet.org/>

book/mcmahon/McMahon02.html (service d'abonnement).

7. Le Pakistan a offert aux Etats-Unis l'utilisation d'une base à Peshawar à partir de laquelle faire décoller les avions U-2. En 1962, la mission qui a entraîné la chute de Francis Gary Powers avait décollé de Peshawar.

8. Le Pakistan et la Chine ont commencé à développer une relation indépendante des Etats-Unis au milieu des années 1960.

9. La loi sur la non-prolifération nucléaire prévoit des sanctions envers tous les pays qui essaient d'acquérir des technologies nucléaires sans les garanties globales de l'AIEA. Elle interdit également l'exportation de technologie nucléaire aux Etats non-nucléaires, tel que cela est fixé dans le Traité de non-prolifération nucléaire. L'amendement Glenn proscrie toute assistance américaine aux Etats non dotés de l'arme nucléaire (tel que défini dans le TNP) conduisant une explosion nucléaire. L'amendement Symington interdit quasiment toute aide économique ou militaire aux pays qui produisent ou reçoivent des équipements d'enrichissement nucléaire, des technologies ou des matériels non-garantis par l'AIEA.

10. Richard T. Cupitt et Seema Gahlaut, "Non-Proliferation Export Controls: US and Indian Perspectives" (Contrôles des exportations de non-prolifération : Perspectives américano-indiennes) dans "Engaging Inde: US Strategic Relations with the World's Largest Democracy" (S'engager en Inde : les relations stratégiques américaines avec la plus grande démocratie du monde), éd. Gary K. Bertsch, Seema Gahlaut et Anupam Srivastava (New York: Routledge, 1999), 172.

11. Michael Krepon, compte-rendu de "Engaging Inde: Diplomacy, Democracy and the Bomb" (S'engager en Inde : la diplomatie, la démocratie et la bombe) par Strobe Talbott, Association de contrôle des armes, septembre 2004, http://www.armscontrol.org/act/2004_09/BookReview.asp.

12. "History of the Department of State during the Clinton Presidency (1993-2001)" (Histoire du département d'état pendant la présidence Clinton (1993-2001)) Département d'état américain, <http://www.state.gov/r/pa/ho/pubs/8529.htm>.

13. *The National Security Strategy of the United States of America* (La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique), (Washington, DC : Président des Etats-Unis, septembre 2002), 30, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>.

14. "Next Steps in Strategic Partnership with India," (Les prochaines étapes dans le partenariat stratégique avec l'Inde), déclaration du président sur l'Inde, Maison Blanche, 12 janvier 2004, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/01/20040112-1.html>.

15. "Nonproliferation Export Controls in India: Update 2005" (Contrôles des exportations de non-prolifération

en Inde : mise à jour 2005), (Athènes : Centre pour la sécurité et le commerce international, Université de Georgie, juin 2005), <http://www.uga.edu/cits/documents/pdf/CITS%20Inde%20WV.pdf>.

16. "Joint Statement between President George W. Bush and Prime Minister Manmohan Singh" (Déclaration conjointe du président George W. Bush et du premier ministre Manmohan Singh), Maison Blanche, 18 juillet 2005, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/07/20050718-6.html>.

17. David C. Mulford, ambassadeur des Etats-Unis en Inde, "U.S.-India Relationship to Reach New Heights" (Les relations Etats-Unis-Inde en voie d'attendre de nouveaux sommets), Consulat Général des Etats-Unis, mars 2005, <http://chennai.usconsulate.gov/prind050331.html>.

18. K. Subrahmanyam, "Not Just about F-16s!" (Ne parlons pas que des F16 !) Rediff.com, 31 mars 2005, <http://www.rediff.com/news/2005/mar/31guest1.htm>.

19. "Dogfight Upset" (Combat d'avions de chasse inversé), Techwatch, *Popular Mechanics*, novembre 2004, 24.

20. Shiv Aroor, "IAF Show Leaves US Forces Spellbound" (Les forces américaines sous le charme du spectacle de l'IAF) *Express India*, 18 novembre 2005, <http://www.expressInde.com/fullstory.php?newsid=58513>.

21. Amit Gupta, "An Interim Fighter: The F-16 and Other Options" (Un avion de chasse temporaire : le F16 et autres options) *Observer Research Foundation Strategic Trends* 3, no. 11 (14 mars 2005), <http://www.observerIndia.com/strategic/st050314.htm>.

22. Les dernières modifications des procédures indiennes d'acquisition de matériels militaires affirment cette intention en s'éloignant le plus possible des situations de fournisseur unique. Voir *Defence Procurement Procedure — 2005 (Capital Procurements)*, (Procédures d'acquisitions militaires- 2005 (acquisitions capitales)), ministère de la défense, gouvernement indien, juin 2005, <http://mod.nic.in/dpm/welcome.html>.

23. Le Su-30 MKI est une version du Su-30 Flanker construit selon les exigences indiennes. Il incorpore l'avionique et la navigation inertielle de l'entreprise française Sextant Avionique, les capacités et les contre-mesures électroniques de l'entreprise israélienne Elta et les moteurs à poussée vectorielle AL-31FP.

24. Vivek Raghuvanshi, "India Awaits US Commitments" (L'Inde attend les engagements américains), *Defense News*, 22 novembre 2004.

25. Cité dans V. Sudarshan, "The Love-Hate Triangle" (Le triangle amour-haine), *Outlook India*, 11 avril 2005.

26. Ashley J. Tellis, "India as a New Global Power: An Action Agenda for the United States" (L'Inde : une nouvelle puissance mondiale : un programme d'action pour les Etats-Unis), (Washington, DC : Fondation Carnegie pour la paix internationale, 2005), 50, <http://carnegieendowment.org/files/Tellis.India.Global.Power.FINAL4.pdf>.

27. Rajat Pandit et Indrani Bagchi, "India Has a Lot Riding on F-16s: Govt. Wants Deal to Serve Political, Diplomatic Ends," (L'Inde dépend lourdement des F16 : le gouvernement a besoin de ce marché pour servir des objectifs politiques et diplomatiques), *Times of India*, 4 avril 2005.

28. Tellis, "India as a New Global Power" (L'Inde : nouvelle puissance mondiale), 50.

29. R. Prasannan, "Who Wants F-16?" (Qui veut des F-16 ?), *Week*, 10 avril 2005, http://www.the-week.com/25apr10/currentevents_article10.htm.

30. "Spurn US F-16 Offer, CPI to Centre" (Repousser l'offre américaine de F16, CPI au centre) Rediff.com, 29 mars 2005, <http://in.rediff.com/news/2005/mar/29cpi.htm> et "Protest at India-US Air Exercise" (Protestation lors de l'exercice aérien américano-indien) BBC News, 4 novembre 2005, http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/4406348.stm.

31. Israël est maintenant le deuxième fournisseur militaire de l'Inde, avec des ventes annuelles excédant le milliard de dollars. Voir "Israeli Promise on India Radar" (la promesse israélienne sur le radar indien), BBC News, 11 février 2004, http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/3471387.stm et "Sukhoi-30 MKI Flanker" (le Flanker Sukhoi-30 MKI) Bharat Rakshak, <http://www.bharat-rakshak.com/IAF/Aircraft/Specs/Su-30.html>.

32. Voir "F-16I Israeli Weapons" (« F-16 » Armes israéliennes), <http://www.israeli-weapons.com/weapons/aircraft/f-16i/f-16i.html>.

33. Pour une étude plus ancienne des acquisitions militaires de l'IAF, voir Raju G. C. Thomas, "Aircraft for the Indian Air Force: The Context and Implications of the Jaguar Decision," (Un avion pour l'armée de l'air indienne : le contexte et les implications de la Décision "Jaguar"), *Orbis* 24, no. 1 (Printemps 1980): 85–102.

34. Vivek Raghuvanshi, "Indian MoD Panel: Expand Role for Private Industry" (La Commission du ministère de la défense indien : donner un rôle plus important aux entreprises privées), *Defense News*, 18 avril 2005.

35. Rajat Pandit, "Navy Wary of Efforts to Scupper Scorpene Deal" (La marine hésite à saboter le marché des Scorpènes), *Times of India*, 22 avril 2005.

36. Une transaction de compensation consiste à inciter un gouvernement-client à acheter. Cela signifie essentiellement que le pourcentage de compensation est inscrit comme une dette dans les livres comptables de l'entreprise militaire. Cette dette peut être annulée en achetant ou en planifiant des achats de biens et de services en provenance de ce pays afin de stimuler certains secteurs de son économie – ou en transférant des technologies. Voir *Defence Procurement Procedure—2005 (Capital Procurements)* (Procédures d'acquisitions militaires – 2005 (acquisitions capitales)).

37. Les crédits de compensation sont fréquemment émis à des taux multiplicateurs. Ainsi, si l'on doit transférer une technologie vers une entreprise locale pour permettre la coproduction, alors ces crédits de compensation sont émis à un taux multiplicateur qui correspond à X de la valeur de la production commandée par la firme locale, X étant déterminé par le gouvernement-client.

38. Josy Joseph, "IAF 'Curious,' Not Keen on F-16s" (L'IAF s'intéresse aux F16, sans être emballée), *Times of India*, 15 mars 2005.

39. Philip Camp, "The Kargil Operations: The Mirage-2000 at Kargil" (Les opérations de Kargil : le Mirage 2000 à Kargil), Bharat Rakshak, <http://www.bharat-rakshak.com/IAF/History/Kargil/PCamp.html>.

Comment contrer une tactique stratégique

Comment conserver à l'armée de l'air américaine sa capacité d'intervention face au conflit Chine/Taiwan

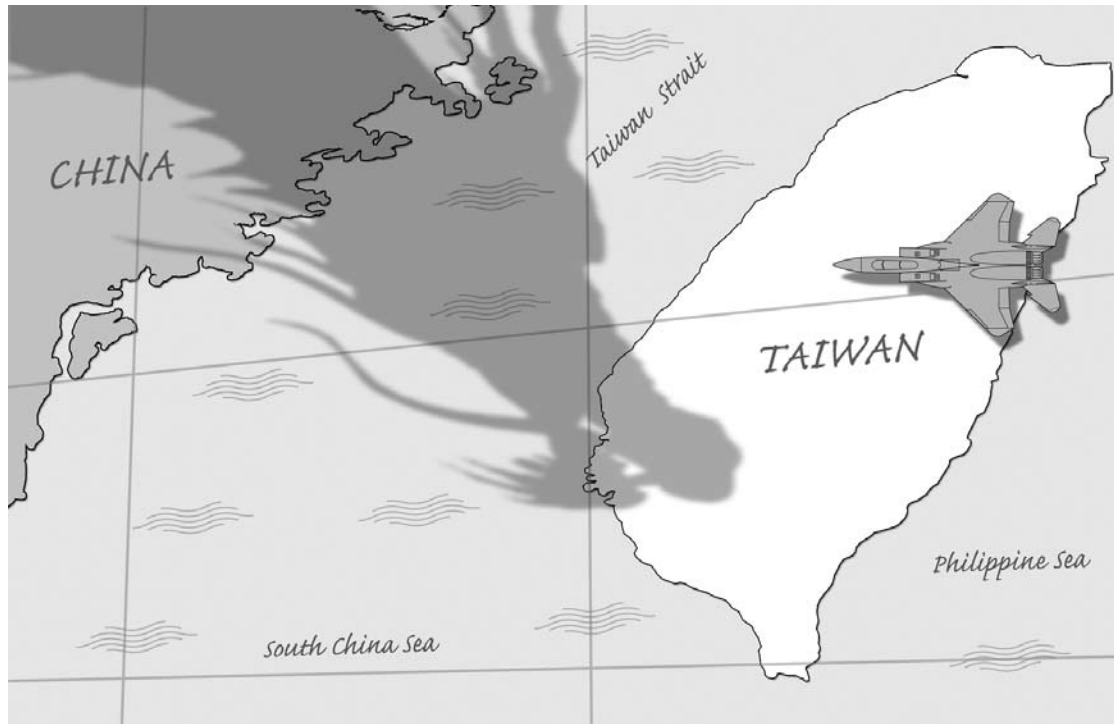
PAR LE COLONEL LAWRENCE M. MARTIN JR., USAF

Résumé de l'éditeur : La capacité des Etats-Unis de fournir une force de frappe aérienne à la zone du détroit de Formose pèse sur les décisions de stratégie et décourage le conflit potentiel. L'auteur suggère que les Etats-Unis utilisent tous les instruments du pouvoir national selon la stratégie prônée par Sun-Tzu pour s'assurer l'accès permanent aux bases de la région. Une telle stratégie devrait prévenir le conflit ; à ceci près que l'armée de l'air américaine serait en position de devoir apporter son aide pour arriver au résultat voulu en cas de conflit.

Le problème taiwanais est un point chaud du Pacifique occidental. La République Populaire de Chine (RPC) prétend exercer sa pleine souveraineté sur Taiwan et a promis d'utiliser la force si les moyens pacifiques échouaient pour dissuader Taiwan de revendiquer son indépendance. Pendant ce temps, Taiwan a vu croître le nombre de ses forces pro-indépendantistes de façon significative au cours de ces dernières années. La position ouvertement pro-indépendantiste de l'actuel parti au pouvoir à Taiwan est un défi à la RPC. Bien que les tensions trans-détroit aient monté puis soient redescendues, le risque de conflit demeure élevé. Les Etats-Unis sont impliqués dans cette situation depuis le départ, il y a plus de 50 ans, et continuent de se consacrer tant à la défense de Taiwan qu'à la recherche d'une solution pacifique respectant le *Taiwan Relations Act* de 1979.

C'est par tous les moyens que la RPC veut prendre Taiwan entière et intacte. A cette fin, elle suit les enseignements de Sun-Tzu pour vaincre sans livrer bataille, faisant entrer en jeu tous les éléments de son pouvoir national. Les leaders chinois estiment qu'une éventuelle intervention américaine dans le conflit sur le détroit de Formose reposera sur une

force interarmées des forces navales et aériennes. En substance, la RPC a commencé à délimiter l'éventuel terrain de bataille en utilisant des moyens militaires, économiques et diplomatiques.¹ Bien que la force grandissante de l'armée populaire de libération – APL (*People's Liberation Army* – PLA) ait capté l'attention de nombreux observateurs, cette force demeurera, au mieux, un pouvoir régional dans le futur immédiat. En fait, sa force croissante pourrait bien plus correspondre à une ruse qu'à une menace essentielle face à cette situation. Les responsables politiques américains ne devraient ni sous-estimer ni ignorer cette force grandissante de l'APL. Pour autant, la Chine, dans le court terme, compensera la force limitée de son armée en mettant en oeuvre une stratégie où elle utilisera son pouvoir économique grandissant et une pression diplomatique prudente sur les pays du Pacifique occidental pour limiter la capacité des Etats-Unis à déployer et utiliser leur force de frappe aérienne pour défendre Taiwan. Suivant l'axiome de Sun Tzu, la tactique dissymétrique de la RPC pourrait soumettre la force aérienne américaine sans combat, paralysant les possibles stratégies de Taiwan.² Ironie du sort, les Etats-Unis ont vu dans l'essor économique de la RPC et sa récente diplo-



matie (plus bienveillante) des indicateurs importants et positifs, porteurs d'espoir de réformes économiques et démocratiques à venir en RPC. D'où, toute réaction crédible et efficace américaine à ces initiatives de la RPC doit entretenir la relation actuelle de cordialité avec Pékin, et encourager les réformes économiques chinoises et une gouvernance plus transparente tout en conservant des options militaires qui garantiront à Taiwan son économie de marché et sa solide démocratie déjà en place.

La ruse : La croissance de l'APL

Comme le souligne le rapport de 2004 du Pentagone « sur la stratégie militaire actuelle et future de la République Populaire de Chine »,³ les responsables politiques américains se sont focalisés sur la croissance de l'APL. Sans doute les options militaires de la RPC (plus particulièrement celles concernant une éventuelle

confrontation dans le détroit de Formose) se sont-elles largement améliorées en matière de force de frappe. Du fait que la RPC met la croissance de sa puissance économique au service de ses améliorations militaires, la menace prendra corps lorsque les forces armées inexpérimentées de la Chine se combineront avec d'autres organes du pouvoir national pour s'assurer la domination de la région. Pendant que le monde a assisté avec stupéfaction à la croissance militaire chinoise, le pouvoir économique et diplomatique de la RPC a façonné la région du Pacifique occidental.

L'armée de l'air de cette nation est à mi-parcours d'une phase transition où les unités massives basées sur la technologie des années 1960 évoluent vers des unités plus petites et plus performantes.⁴ Bien que les capacités de l'armée de l'air de l'APL (*People's Liberation Army – PLA AF*) et de l'armée aéronavale de l'APL (*PLA Naval Air Force – PLANAF*) aient pour objectif traditionnel la défense de l'espace aérien, les programmes d'acquisition et

de développement se sont tournés vers une armée de puissance de projection. Les nouveaux avions de combat J-10 (Jian-10), J-11 (Jian-11/Su-27SK), et le Su-30MKK (une variante à deux places du Su-27) ont chacun augmenté leur portée et accru leur capacité d'emporter des armes air/terre et air/mer. Toujours pour augmenter ses capacités, la RPC s'est lancée dans l'acquisition de plates-formes multi-armes accueillant des systèmes d'alerte et de contrôle avancés aéroportés et le ravitaillement en vol tout en poursuivant sa recherche en matière de plates-formes aériennes stratégiques et en montrant de l'intérêt pour les véhicules aériens sans pilote.⁵ Tout bien considéré, les armées de l'air et aéronavale de l'APL cumulent les équipements d'environ 1.100 avions à moins de 325 miles nautiques de Taiwan, bien que seulement 20 pourcent peut-être de sa flotte de presque 3.600 appareils dispose de la nécessaire autonomie pour agir sur Taiwan à partir de ces bases.⁶

La marine de l'APL (*PLA Navy* – PLAN) a également amélioré ses capacités au cours des dernières années 1990. Elle poursuit l'expansion de sa force sous-marine qui compte déjà plus de 60 navires à l'origine construits sur le savoir-faire de l'ère soviétique, mais de plus en plus axée sur la construction nationale de navires classiques et nucléaires. La PLAN a modernisé sa flotte de surface en faisant l'acquisition de destroyers lance-missiles guidés de type *Sovremenny* conçus par les soviétiques pour renforcer sa puissance anti-navire tout en construisant ses propres destroyers de type Luhai pour produire une capacité renforcée de guerre anti-aérienne. Sa nombreuse flotte de frégates et de patrouilleurs possède une formidable capacité à engager les forces ennemies par l'utilisation de missiles anti-bâtiments de surface tels que le Styx ou le Moskit de construction russe et les missiles Exocet de construction française.⁷

Fait révélateur, la PLAN ne possède qu'une capacité rudimentaire à conduire des opérations d'attaque à grande échelle dans le Détroit de Formose. La PLAN possède des navires d'assaut amphibies capables de transporter ses deux brigades de marine et leur équipement, soit environ 12.000 soldats, mais guère plus.

Bien que l'APL ait trois divisions aéroportées d'une dizaine de milliers de soldats chacune, son armée de l'air n'a pas la capacité de transport aérien suffisante pour déployer cette force de frappe.⁸ La plupart des estimations ne donne que peu de chance aux chinois d'établir les nécessaires contrôle maritime et supériorité aérienne, ni le ratio de forces au sol favorable que requièrent la réussite d'un assaut amphibie en vue de rattacher Taiwan.⁹

La puissante force anti-missile balistique de la RPC, la Seconde artillerie, est celle qui fournit la capacité d'offensive la plus crédible pour menacer Taiwan. Avec plus de 500 anti-missiles balistiques de courte portée basés dans la région militaire de Nanjing de l'autre côté du détroit par rapport à Taiwan, on pense que la RPC a prévu d'augmenter son arsenal d'anti-missiles balistiques de courte portée (*Short-Range Ballistic Missiles* –SRBM) de 60 à 70 par an.¹⁰ La Seconde artillerie demeure la meilleure capacité de la RPC pour frapper des cibles-clé telles les terrains d'aviation, les sites de défense aérienne, les bases navales, les centres de commandement et de contrôle, les infrastructures des communications, des ordinateurs et du renseignement (C⁴I) sans ou avec peu de signes avant-coureurs.

Dans l'utilisation de ces forces, la RPC dispose de plusieurs options difficiles si elle entend menacer Taiwan militairement. Bien que le montage d'une invasion amphibie de grande envergure « classique » demeure hors de portée de l'APL, la RPC pourrait contraindre le peuple taiwanais en lançant des attaques aériennes et par missiles dans le but d'affaiblir le pouvoir de la République de Chine (ROC) et forcer les taiwanais à des négociations de réunification.¹¹ Un autre scénario consisterait en une attaque surprise menée par l'armée de la RPC en un coup-de-main multidimensionnel, qui débiterait avec la combinaison d'attaques nucléaire, chimique, attaques par missiles et aériennes de haute précision, et serait suivie d'assauts amphibies destinés à décapiter le gouvernement de la ROC et dérouter et démoraliser son armée et sa population.¹² Un troisième scénario envisage une approche progressive de la RPC comportant une invasion échelonnée, prévoyant d'abord de s'emparer de Kinmen (Quemoy) et

d'autres îles proches de la Chine continentale, se déplaçant ensuite vers les îles de P'eng-hu près de Taiwan avant de mener un assaut final plus vaste sur Taiwan proprement dite.¹³

Bien qu'impressionnante, le renforcement militaire de l'APL lui-même ne dote pas la RPC d'une capacité crédible au point de forcer la résolution d'un conflit Taiwanais par les seuls moyens militaires. Chacun des scénarios décrits ci-dessus demeurent plus une description du possible que du probable. La RPC peut renforcer ses options et l'efficacité de son armée inexpérimentée en neutralisant sa cible (la force aérienne américaine) sans livrer bataille.

La Cible : Conditions de déploiement et d'emploi de l'armée de l'air américaine

Si une intervention militaire était demandée aux Etats-Unis, on peut s'attendre à ce que leur mission première s'accorde avec leur intérêt national, à savoir permettre une résolution pacifique de la situation. Ces efforts entraîneraient probablement l'isolation de Taiwan des attaques à suivre de la RPC pour ensuite assister l'armée de la ROC alors qu'elle se remettra de l'attaque de la RPC ou en vaincra les forces déjà implantées sur l'île. La responsabilité d'isoler et de protéger l'île d'attaques ultérieures de la RPC incombera aux forces américaines navales et aériennes. Il n'est pas probable que les forces américaines attaquent les forces de la RPC sur la Chine continentale, sauf s'il s'agissait d'assurer leur propre sécurité.¹⁴ Au plan historique, c'est sur ce mode que les forces américaines sont intervenues en vue de maîtriser les opérations d'intimidation de la RPC, pour la première fois en 1950, puis à nouveau en 1958 et, tout récemment en 1995-96.¹⁵ A chaque fois, le président américain a choisi d'envoyer des unités de combat sur porte-avion pour apaiser les eaux entre Taiwan et la RPC, séparant les deux camps pour permettre une résolution pacifique de la situation.

Pour sa défense, l'armée de Taiwan a une avance qualitative sur l'APL en de nombreux domaines, particulièrement concernant les forces navales et aériennes, mais dans l'éventualité d'une campagne longue sans intervention extérieure, l'APL pourrait submerger l'armée relativement réduite de la ROC. La ROC n'a pas encore développé la formation ni la doctrine utilisées par les Etats-Unis et ses alliés de coalition pour permettre à une armée plus petite mais supérieure qualitativement de prédominer sur une armée plus importante en nombre, plus particulièrement dans le cadre d'opérations offensives interarmées. Son armée, pour l'essentiel terrestre, est restée sur sa tradition de contre-offensive terrestre pour contrecarrer les avancées de la RPC dans sa force de frappe navale, aérienne ou de missile.¹⁶

La capacité de cœercition des Etats-Unis dans le cadre d'un conflit potentiel entre la RPC et Taiwan dépendra de leur aptitude à déployer et utiliser à la fois les forces navales et aériennes dans des opérations prolongées dans les airs et sur les eaux au-dessus et autour de Taiwan. Ces déploiements dépendront de l'accessibilité aux bases de la région, de leur aptitude à déployer puis soutenir l'armée sur ces bases, et de la volonté (ou non) des alliés américains dans la région à soutenir et prêter leur assistance à une intervention. Ces déploiements pourraient être limités du fait d'autres engagements sur d'autres théâtres d'opérations, car les Etats-Unis doivent gérer ses capacités pour maintenir des soldats sur d'autres théâtres pendant qu'ils organisent une force de dissuasion crédible face aux opérations agressives de la RPC.

Le fondement de l'aide américaine à Taiwan demeure sa volonté et sa capacité à déployer des forces crédibles de manière opportune quand des situations s'enveniment dans le Pacifique occidental. Bien que les Etats-Unis possèdent la capacité de projection de forces la plus efficace au monde, cette capacité connaît bel et bien des limites, plus particulièrement en Asie orientale. Il faut de trois à seize jours à un transporteur de troupes de combat pour répondre à un état de crise n'importe où dans le Pacifique ; cependant, les avantages de leur aviation leur donne une

capacité modérée à soutenir des opérations de combat.¹⁷ Avec peu de bases aériennes dans la région, les Etats-Unis se sont lourdement appuyés sur l'aéronavale pour soutenir l'*Operation Enduring Freedom*. Des avions basés sur porte-avions ont fait des sorties difficiles, souvent longues de sept à dix heures, à plus de 400 miles nautiques de leur unité de frappe. Pour accomplir ces missions longue distance et de longue durée, les avions de la navale ont dépendu de l'avion-citerne de l'armée de l'air et des services ISR (renseignement, surveillance et reconnaissance) américain pour agir en tant que multiplicateurs de forces.¹⁸ Bien que les capacités de l'aviation tactique du corps des Marines anglo-américains aient assuré 75 pourcent des sorties des forces de coalition en Afghanistan, les lourds bombardiers de l'armée de l'air américaine ont lâché plus de 70 pourcent du poids des munitions de la coalition.¹⁹

Contrairement aux opérations *Desert Storm*, *Noble Anvil* et *Iraqi Freedom*, où l'aviation de coalition sous commandement américain a bénéficié de la présence de nombreuses bases aériennes dans un voisinage relativement proche du théâtre des opérations, tout conflit potentiel dans le Pacifique occidental devra être combattu à des distances très semblables à celles parcourues dans le cadre de *Operation Enduring Freedom* en Afghanistan. Pour mettre les choses en perspective, lors de *Operation Enduring Freedom*, les forces aéronavales ont souvent accompli des vols à plus de 400 miles nautiques de distance aller, alors que les avions citernes basés au Qatar parcouraient de leur côté plus de 1.100 miles nautiques. Basés à Diego Garcia, les bombardiers américains parcouraient plus de 2.900 miles nautiques à l'aller et autant au retour. Au cours des *Operations Desert Storm* et *Iraqi Freedom*, les forces de coalition basées au Koweït ont conduit des missions beaucoup plus courtes. Pour chaque trajet, ceux dont la base était à Riyad parcouraient à peu près 540 miles nautiques et ceux basés au Qatar environ 610 miles nautiques.

La meilleure réponse que pourraient faire l'aéronavale et l'armée de l'air américaines à une menace sur le détroit combinerait les

capacités de rapidité de réponse et de projection de force de l'unité du porte-avion de la marine et la capacité de l'armée de l'air à dominer et soutenir le combat, plus particulièrement grâce au potentiel multiplicateur de forces comprenant C⁴ISR, ravitaillement en vol et aéroportage stratégique. Cette synergie interarmées dote l'armée des Etats-Unis de moyen le plus crédible et le plus efficace de pénétrer un espace de combat aérien proche de la Chine continentale et de le dominer. Alors que les forces navales ont une capacité à se déployer n'importe où qui leur sont propres, elles accomplissent leurs missions au mieux si elles sont utilisées combinées aux forces aériennes américaines qui ont besoin de bases fixes pour agir. Pour des actions sur et autour de Taiwan, les Etats-Unis peuvent espérer utiliser leurs bases dans le voisinage d'Okinawa (vraisemblablement la base aérienne de Kadena, située à environ 350 miles nautiques de Taipei), (cf. fig.) et celle plus distante de Guam (probablement la base aérienne d'Andersen, située à environ 1.500 miles nautiques de Taipei), (voir fig.).

Ne compter que sur deux opportunités pourrait entraver les opérations américaines au soutien de Taiwan ; les stratèges américains préfèrent disposer d'options plus nombreuses. Alors que la plupart des observateurs s'accordent à penser que l'armée américaine dominerait dans un conflit contre l'armée de la RPC, la RPC pourrait très sérieusement réduire les options américaines en tenant l'armée américaine à distance de la bataille en leur refusant l'utilisation des bases voisines, les empêchant ainsi d'entrer dans le jeu. Les bases de la région donneraient aussi aux décideurs américains plus de flexibilité dans le type de réponse à apporter pour contrer une provocation de la RPC. Etant donné les progrès accomplis par les services ISR de la RPC, les décideurs chinois pourraient décider d'agir tandis que les forces aéronavales américaines sont occupées à d'autres problèmes ou tout simplement déployées dans d'autres régions du Pacifique. La RPC gagnerait une liberté d'action considérable en se mettant en mouvement contre Taiwan alors que les porte-avions américains croisent à 14 ou 16 jours de là, au lieu de seule-

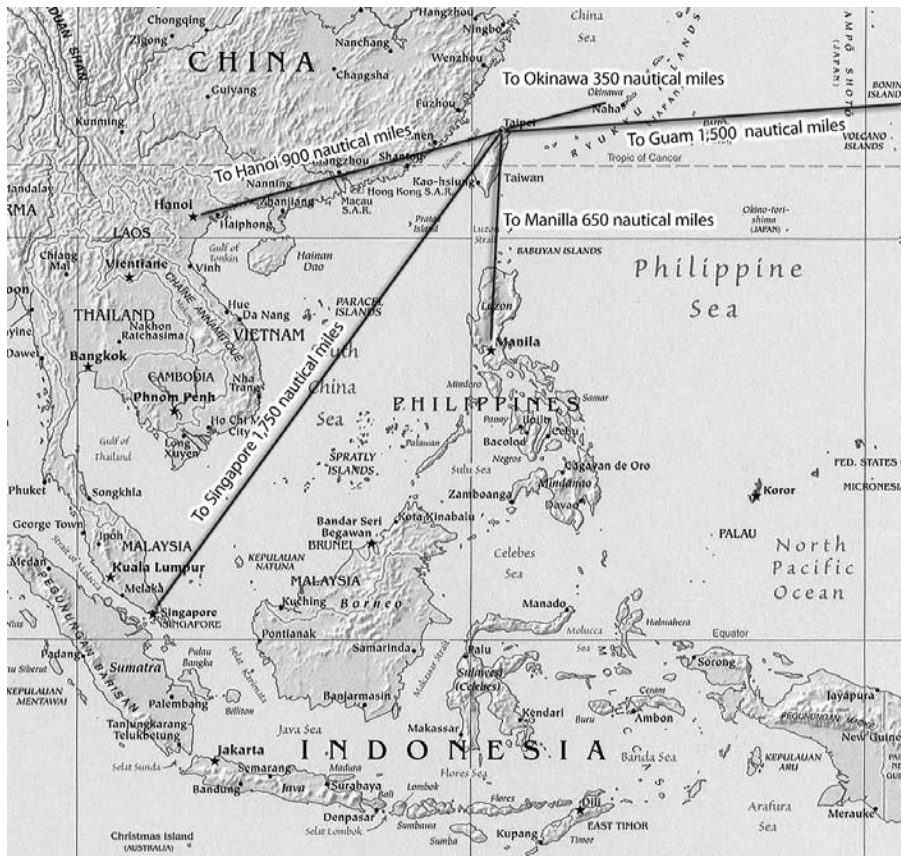


Figure. Distances à vol d'oiseau de Taipei

ment trois jours et demi quand ils sont déployés dans les régions avoisinant le Japon. En utilisant la structure de force expéditionnaire air/espace, les composantes de l'armée de l'air américaines basés à terre, dont l'efficacité va croissant, pourraient combler la brèche de vulnérabilité et réduire la liberté d'action de la navale en se déployant sur le Pacifique occidental avant que les composantes lointaines de la navale ne fassent route pour Taiwan.²⁰ En faisant perdre l'option d'utiliser les multiples bases aériennes sur et autour de Taiwan, on obligerait les stratèges américains à compter davantage sur les composantes basées sur les porte-avions, même si on risque en cela de limiter leur disponibilité dans l'éventualité d'autres risques.

La vraie menace : Les initiatives économiques et diplomatiques de la RPC

L'effort à long terme soutenu par la RPC pour donner forme à l'espace de combat dans le cadre d'un éventuel conflit dans le Déroit de Formose dépendra de ses efforts diplomatiques qu'elle renforce d'une influence économique plutôt que de l'usage direct de ses capacités militaires. La croissance économique de la RPC a accru son influence dans la région et a alimenté la modernisation de son armée. Depuis qu'elle a rejoint l'Organisation mondiale du commerce en 2001, la RPC a soutenu un taux de croissance du PNB

(Produit Intérieur Brut) de 7,5 pourcent en 2001, 8 pourcent en 2002, 9, 1 pourcent en 2003,²¹ et 9,5 pourcent en 2004,²² la mettant au troisième rang des grandes puissances économiques derrière les Etats-Unis et le Japon. L'agence de presse chinoise Xinhua a rapporté en octobre 2004 que le volume total des échanges commerciaux de la RPC excéderait 1,1 trillion de dollars (USD) en 2004 tout en maintenant une balance commerciale excédentaire d'environ 10 milliards de dollars.²³ Tandis que la Chine accélérât son intégration économique dans cette région, il s'est avéré que plusieurs de ses partenaires d'échanges commerciaux en janvier 2005 étaient des partenaires et alliés majeurs des Etats-Unis, tels le Japon (pour un tiers des échanges avec plus de 14 milliards de dollars US en commerce mensuel), la Corée du Sud (pour un cinquième, plus de 7,7 milliards de dollars US), Singapour (un septième, plus de 2,2 milliards de dollars US) et l'Australie (un neuvième avec 1,8 milliard de dollar US).²⁴

L'influence croissante de la Chine dans la région a jeté un froid sur le soutien au mouvement pour l'indépendance de Taiwan. La RPC a centré le thème officiel de sa diplomatie sur la volonté de se montrer bonne voisine envers les pays voisins (la croissance « pacifique ») en ce nouveau millénaire, bien que la RPC se soit aussi montrée une voisine exigeante. Tout au long de 2004, les dirigeants et diplomates chinois se sont assurés les déclarations de dirigeants de la région du Pacifique (y compris plusieurs de l'Amérique du Sud et Centrale) qui réaffirment leur croyance en une Chine une et condamnent tous mouvements séparatistes provocateurs de Taiwan. Au nombre de ces pays, s'en trouvaient plusieurs qui pouvaient, le cas échéant, apporter le soutien de leurs bases aériennes et logistiques aux Etats-Unis ou à des forces sous commandement américain défendant Taiwan, y inclus Singapour,²⁵ les Philippines,²⁶ le Vietnam,²⁷ l'Australie²⁸ et la Nouvelle Zélande.²⁹

Menant une vaste campagne destinée à isoler le mouvement séparatiste taiwanais, la RPC a contré toute rencontre ou communication des pays de la région du Pacifique avec Taiwan, exerçant une forte pression sur la

troisième nation pour l'entendre affirmer son engagement pour la politique d'une seule Chine tout en déclarant son opposition à l'indépendance taiwanaise. Les efforts de la RPC vont des communiqués anodins à l'adresse des anciens ennemis des Etats-Unis comme le Vietnam jusqu'aux déclarations fortes à la presse proclamant officiellement que les alliés traditionnels des Etats-Unis n'avaient pas obligation de défendre la souveraineté de Taiwan.³¹ Après la rencontre des dirigeants de la RPC et des Philippines sur le commerce bilatéral, l'agence de presse Xinhua News a accumulé les déclarations mettant en exergue le soutien du gouvernement philippin à une politique de la Chine unique³² (les bases aériennes de Manille ne sont qu'à 650 miles nautiques de Taipei).³³ Bien que l'armée de Singapour mène une formation bilatérale régulière à Taiwan depuis des années, la RPC a pris pour mire la toute petite nation insulaire lorsque son futur premier ministre y a fait un voyage d'information. Singapour a cédé à l'éloquente pression de la RPC et affirmé fermement son adhésion à une politique de la Chine unique et son opposition à une indépendance taiwanaise faite pour troubler la stabilité de l'Asie orientale.³⁴ De façon compréhensive, la réaction de Taiwan au désaveu de Singapour fut bruyante autant que cinglante.³⁵ Singapour se situe à quelques 1.750 miles nautiques de Taipei et possède une jetée en eaux profondes capable d'accueillir un porte-avion à propulsion nucléaire américain au mouillage.

C'est sur l'Australie, alliée clé des Etats-Unis, que les efforts chinois se sont le plus accentués pour lui faire subir la plus forte pression depuis l'été 2004. La RPC a fait des avances pour obtenir l'accord de l'Australie au cours des entretiens commerciaux d'août 2004 qui se sont tenus à Pékin. Au cours de ces entretiens, Alexander Downer, le ministre des affaires étrangères, a fait savoir que l'Australie n'avait pas vocation à défendre Taiwan. Aussitôt, le premier ministre de l'Australie a assuré au monde que l'Australie respecterait ses obligations liées au traité de l'Anzus (Australie, Nouvelle-zélande, Etats-Unis).³⁶ Malgré ces assurances, le gouvernement

australien a rejeté la requête d'un ministre d'état taiwanais pour une visite le mois suivant, ce qui indique clairement l'importance que Camberra prête à ne pas irriter le partenaire commercial potentiel qu'elle voit en la RPC.³⁷ En février 2005, l'Australie a également fait savoir qu'elle ne s'opposerait pas à la levée de l'embargo sur les armes contre la RPC proposée par l'Union Européenne.³⁸

Prenant une position des plus assurées face à l'Australie, la RPC, par la voix de son directeur général des affaires de la Région Amérique du Nord/Océanie, a rappelé sans ambages à l'Australie en mars 2005 d'avoir à « faire attention » à la façon dont elle appliquera le traité de l'Anzus dans le cadre d'un conflit potentiel RPC-Etats-Unis sur Taiwan. Le premier ministre australien, John Howard, l'un des plus fervents alliés du président américain George Bush, a mis en forme une réponse toute en subtilité, laissant entendre que l'Australie soutiendrait les Etats-Unis en cas de conflit sur Taiwan, mais minimisant la responsabilité de l'Australie en affirmant qu'un tel conflit était improbable.³⁹

La voix la plus amicalement ouverte aux projets américains est venue du gouvernement japonais, qui, en février 2005, a rejoint les Etats-Unis en avançant que le premier « objectif stratégique commun » était la sécurité du détroit de Formose. Bien qu'officiellement évasif quant à la résolution du désaccord, le changement nippon survienne à un moment où le Japon a exprimé son désir de se développer au-delà sa position mineure (allusion à son statut post Seconde guerre mondiale) pour prendre un rôle plus important dans la région. Bien que la Chine demeure l'un des partenaires commerciaux les plus importants du Japon, la montée en puissance assurée de la RPC, qui se combine avec les opérations de provocation de la Corée du Nord, a éloigné le gouvernement japonais de sa traditionnelle position pacifiste. Contrairement à de nombreux pays asiatiques qui redoutent encore la renaissance du Japon, Taiwan s'est montré plus réceptive à l'aide japonaise pour contrebalancer la pression de la RPC.⁴⁰ La déclaration commune Etats-Unis/Japon, si elle a provoqué une critique

sévère de Pékin, a montré la volonté du Japon de soutenir les Etats-Unis dans leur défense de Taiwan.⁴¹

La stratégie en réponse : Les options équilibrées américains pour neutraliser les initiatives de la RPC

Pour empêcher la RPC d'empiéter sur les options militaires des Etats-Unis, les dirigeants américains doivent suivre la ligne de Sun-Tzu et contre-attaquer la stratégie de la RPC. Les Etats-Unis devraient engager des relations avec les autres pays de la région pacifique en sus du Japon, et utiliser les instruments diplomatique, économique et de renseignement de leur souveraineté nationale pour leur conserver leur viabilité et souplesse militaires. La Chine a pris l'avantage sur les Etats-Unis grâce à sa vaste campagne à l'encontre de Taiwan avec les autres pays. Toute stratégie en réponse doit nécessiter une approche de politique intérieure, interorganisationnelle et multilatérale. L'outil économique peut s'avérer le plus difficile à utiliser dans la région pacifique, compte tenu de la proximité de la Chine et de son potentiel de croissance. Il se peut que les Etats-Unis ne veuillent pas limiter la croissance économique chinoise, dans la mesure où elle peut fournir un nouveau marché aux affaires américaines et un bon levier pour maintenir les relations avec la population chinoise.

La politique étrangère des Etats-Unis dans la région du Pacifique occidental dépend de l'équilibre donné à des nécessités de concurrence, souvent contradictoires et nuancées. Tout en ayant l'air de soutenir les prétentions de la RPC sur Taiwan en reconnaissant qu'il « n'y a qu'une Chine et que Taiwan fait partie de la Chine »,⁴² les Etats-Unis continuent de tempérer les prétentions de la RPC en restant attachés au *Taiwan Relations Act de 1979* pour rechercher une résolution acceptable pour les deux parties et pacifique de cette impasse et en résistant à la coercition de la RPC pour fixer le futur de Taiwan. De même, les Etats-Unis

reconnaissent que la puissance économique croissante de la Chine continentale, utilisée à bon escient, peut être une force positive pour faciliter le développement économique de la région et encourager des réformes démocratiques internes à l'intérieur même de la RPC.

Cependant, les Etats-Unis sont restés sceptiques quant à la capacité de la Chine à instaurer des réformes démocratiques et voient en la RPC tantôt un partenaire stratégique, tantôt une menace potentielle pour la région. Bien que les Etats-Unis aient encouragé l'économie prospère de la Chine, la croissance économique alimente la puissance militaire de plus en plus menaçante de la RPC, permettant ainsi à la RPC de menacer Taiwan d'une réunification forcée. Pour contrebalancer cette menace, les Etats-Unis ont tenté de calibrer subtilement leurs ventes d'armes pour conserver une relation stable sur l'ensemble du détroit – ne fournissant ni trop d'armes (Taiwan pourrait paraître menaçante) ni trop peu (ce qui laisserait les taiwanais à la merci de la RPC).⁴³ Au plan plus local, tandis que les liens de plus en plus étroits que tissent les économies de la RPC et de Taiwan semblent alléger la menace de conflit pesant sur deux rives du détroit de Formose, le débat sur l'indépendance de Taiwan a agacé les dirigeants de la RPC et maintenu de fortes tensions.

La position intransigeante de la RPC sur Taiwan s'oppose aux autres relations qu'elle entretient avec les Etats-Unis. Depuis 2004, les dirigeants de la RPC ont délibérément cherché à éviter les confrontations avec les Etats-Unis, mettant l'accent sur leur propre attachement à développer et faire prospérer la région pacifiquement. La seule exception à cet assouplissement de la politique de l'« essor pacifique » porte sur le rattachement de Taiwan.⁴⁴ Pour s'assurer de son intégrité territoriale sur Taiwan, la RPC a utilisé et continuera à utiliser son influence économique croissante pour défier les relations américaines et constituer ses propres alliances. Elle a déjà utilisé son influence pour forcer les alliés traditionnels des Etats-Unis à prendre leurs distances par rapport à un soutien (ou même à l'idée d'un soutien) à l'indépendance de Taiwan. La réaction cinglante de la RPC aux déclarations

récentes du Japon soutenant une résolution pacifique du problème trans-détroit dément totalement les tentatives actuelles des deux parties de trouver un accord.

A la base, le conflit de Taiwan naît de l'intersection de trois intérêts nationaux divergents. La RPC, faisant reposer sa grande fierté nationale et sa légitimité sur l'unité territoriale, fait de la réunification de Taiwan un but vital à atteindre.⁴⁵ Taiwan, entité séparée depuis 1949, se voit de plus en plus comme une nation souveraine. Comme développé plus haut, les Etats-Unis ont suivi une ligne subtile, soutenant une politique pour une Chine unique tout en soutenant le gouvernement de Taiwan pour prévenir des opérations militaires agressives venant de la RPC.

Malgré une réticence des deux côtés du détroit de Formose d'avoir recours à la force ces dernières années, on ne peut pas totalement repousser le spectre de la guerre. On spéculer sur le fait que la RPC évitera d'alimenter le conflit au détriment de son économie ou alors qu'elle siègera sur la scène internationale pour les Jeux Olympiques de Pékin en 2008. Malgré la pression qu'ils exercent en faveur de la paix, les chinois ont exprimé l'intensité de leur sentiment nationaliste sur Taiwan en votant la loi anti-sécession en mars 2005,⁴⁶ ce qui montre bien la volonté de Pékin de suivre une voie légale, diminuant sans doute la possibilité d'une attaque surprise de Taiwan. Pour autant, cette loi donne également aux dirigeants chinois l'autorité pour agir quand ils le jugeront nécessaire. Les décideurs de la politique américaine ne peuvent pas, en conséquence, ignorer le risque d'une réponse / intervention militaire de la RPC ; c'est pourquoi les Etats-Unis doivent rester prêts à utiliser leurs options militaires.

Dans ce contexte d'équilibre, les efforts diplomatiques et de renseignements américains devraient constituer les éléments les plus utiles du pouvoir national américain pour contrer les initiatives de la RPC. Toutes stratégies des Etats-Unis devraient mettre en lumière la croissance de Taiwan en tant que démocratie en pleine santé et mettre l'accent sur le droit des taiwanais à l'autodétermination. Le second discours inaugural du président Bush a fait un

appel clair à la liberté dans le monde. Les Etats-Unis devraient inviter les autres démocraties à soutenir pacifiquement mais fermement les efforts de Taiwan à exercer sa propre démocratie. Ces efforts pourraient s'avérer très efficaces en Australie, au Japon et en Corée du Sud, compte tenu du ferme attachement de ces pays à la liberté et feraient tâche d'huile parce que chacun de ces pays se lèverait pour soutenir une démocratie sœur.

On pourrait utiliser l'antipathie historique des vietnamiens à l'égard de la domination chinoise pour renforcer la relation avec les Etats-Unis. Même si le Vietnam n'est pas un allié naturel des Etats-Unis du fait de l'autoritarisme de son gouvernement et de son antipathie persistante suite à son long combat pour l'indépendance, on pourrait persuader le Vietnam de travailler avec les Etats-Unis pour conserver un bon équilibre de pouvoir et d'influence dans la région. Le Vietnam est déjà entré en conflit avec la Chine à propos des droits sur les Îles Spratly et on pourrait s'attendre à voir ce pays renâcler sous l'influence d'une Chine plus puissante. Le dégoût bien alimenté du Vietnam pour la domination chinoise pourrait s'avérer plus grand que sa colère à l'encontre des Etats-Unis à cause de la deuxième guerre d'Indochine.

Les Etats-Unis ne peuvent pas davantage ignorer leurs relations avec les Philippines, relations qui se sont renforcées au cours de la guerre globale contre le terrorisme (GWOT). En septembre 2004, le président Philippin, madame Gloria Arroyo, a parfaitement défini l'équilibre nécessaire aux Etats-Unis pour commercer dans la région quand elle a exprimé le désir de son pays de maintenir sa relation de sécurité avec les Etats-Unis tout en développant des liens économiques avec la RPC. Les efforts des Etats-Unis dans la GWOT ont rencontré une bonne volonté certaine aux Philippines et doivent encore influencer cette bonne volonté en mettant l'accent sur leur attachement à la stabilité de la région et à l'autodétermination de Taiwan pendant que se développent leurs propres liens économiques dans l'archipel.

Alors que l'alliance Etats-Unis/République de Corée demeure un rempart de la politique

de défense des deux pays, s'assurer l'assistance garantie de la Corée du Sud envers Taiwan serait problématique. De façon compréhensive, la politique étrangère de la Corée du Sud est axée sur sa voisine du nord. La Corée du Sud ne veut pas gâter ses relations avec la RPC, dans l'espoir que les chinois puissent exercer une influence positive sur Kim Jong Il et la Corée du Nord. En tant que puissance régionale en croissance et dans son bon droit, les Sud-coréens seront réticents à s'aligner avec les japonais (du fait de la longue animosité née de l'occupation japonaise en Corée) sauf à ce qu'ils perçoivent une menace plus pressante de la Chine. Ces facteurs posés, il semble peu probable que les Etats-Unis obtiennent un engagement ferme des Sud-coréens pour utiliser leurs bases pour défendre Taiwan.

Concernant Singapour et l'Australie, les Etats-Unis doivent développer des liens déjà forts pour que ces deux pays ne soient pas isolés par la Chine au seul plan des problèmes économique. Les Etats-Unis demeurent un partenaire de premier plan en matière de commerce avec chacun de ces pays mais ont également renforcé les relations de sécurité avec eux, particulièrement depuis le 11 septembre 2001. Les deux pays sont tout dévoués à la stabilité de la région et à l'autodétermination démocratique. La RPC a déjà initié une approche diplomatique très maladroite avec ces deux fiers pays. Les Etats-Unis devraient renforcer leurs solides relations militaires et économiques en renouvelant leurs efforts diplomatiques et de renseignements pour rassurer l'Australie et Singapour et créer une alternative raisonnable et viable face à une RPC trop agressive.

La meilleure des réponses que l'on puisse opposer à la tactique chinoise viendra simplement de reconnaître leur stratégie. Les décideurs politiques américains devraient moins se concentrer sur la croissance de l'APL et se rendre compte que la Chine a le pouvoir de limiter la force de frappe américaine sans tirer un coup de feu. Ils devraient mettre en oeuvre une stratégie globale et multilatérale (diplomatie, renseignement, armée, économie) pour conserver une force de frappe

viable et crédible tout en continuant d'équilibrer les désirs américains de faire progresser la RPC dans ses réformes démocratiques et économiques. Enfin, les dirigeants de Taiwan devraient prendre conscience que l'engagement américain dans la défense de Taiwan ne

se fera pas sans condition et que leur capacité d'intervention n'est pas sans limites. L'attaque de la stratégie de la RPC peut permettre aux Etats-Unis de soumettre son ennemi sans combattre et permettre une résolution pacifique du conflit entre la Chine et Taiwan. □

Notes

1. Pour un point de vue intéressant sur la façon dont les dirigeants de la RPC peuvent utiliser une pensée différente sur leurs choix et leurs méthodes stratégiques dans le Pacifique occidental, voir David Lai, *Learning from the Stones: A Go Approach to Mastering China's Strategic Concept, Shi* (Carlisle Barracks, PA: US Army Strategic Studies Institute of the US Army War College, mai 2004), 28–31, <http://www.carlisle.army.mil/ssi>.

2. Le terme *Tactique* est définie par Merriam-Webster comme « un mouvement calculé ».

3. Ministre de la défense, *FY 04 Report to Congress: Annual Report on the Military Power of the People's Republic of China* (FY04 Rapport au Congrès : Rapport annuel sur la puissance militaire de la République Populaire de Chine), 28 mai 2004, 1, <http://www.defenselink.mil/pubs/d20040528RPC.pdf>.

4. David Lai et Christopher Jones, "An Airpower Perspective on the China-Taiwan Tug of War" (Une perspective de puissance aérienne sur la lutte Chine-Taiwan), (manuscrit non publié, US Air War College, Maxwell AFB, AL, July 2004), 18.

5. Sergio Coniglio, "China's Aviation—A Military and Industrial Perspective" ("L'aviation de la Chine : Perspective militaire et industrielle", *Military Technology*, novembre 2004, 2.

6. "Chinese Airfields—An Overview" (Les bases aériennes chinoise – Vue d'ensemble), *GlobalSecurity.org*, <http://www.globalsecurity.org/military/world/china/airfield-overview.htm> (accès le 27 mars 2005).

7. Bernard Cole, "A Chinese Naval Assault against Taiwan: Capabilities and Prospects" (Attaque navale de la Chine contre Taiwan : capacités et perspectives d'avenir), (ouvrage présenté lors de la Cinquième Conférence de la *National Defense University* – NDU – sur la sécurité nationale et la stratégie militaire (*National Defense University*, République de Chine, 2005).

8. Richard L. Russell, "What If . . . 'China Attacks Taiwan!'. (Et si la Chine attaquerait Taiwan ?)" *Parameters* 31, no. 3 (Automne 2001): 81

9. Cole, "Chinese Naval Assault" 274. (Assaut naval de la Chine)

10. DOD, *FY 04 Annual Report* (Rapport annuel), 49.

11. Lacy H. Bartee, "Possible U.S. Navy Responses to People's Republic of China Military Action against Taiwan" (Les réponses américaines possibles à une opération militaire de la République Populaire de Chine contre Taiwan),

(thèse de maîtrise, US Army Command and Staff College, Fort Leavenworth, KS, 2 juin 2000), 68–73.

12. Russell, "What If . . . 'China Attacks Taiwan!'" 80–82. (Et si la Chine attaquerait Taiwan ?)

13. Piers M. Wood et Charles D. Ferguson, "How China Might Invade Taiwan" (Comment la Chine pourrait envahir Taiwan), *Naval War College Review* 54, no. 4 (Automne 2001): 58.

14. C'est pourquoi les discussions dans cet article porteront sur le rayon d'action des avions requis pour des opérations sur Taiwan, et non sur la Chine continentale.

15. L'armée américaine est intervenue en 1950 pour empêcher les avancées de la RPC lors du début du conflit coréen, en 1958 pour prévenir les tentatives de la RPC de prendre les îles du détroit de Formose et à nouveau en 1995–96 pour contrer les essais de missiles et les exercices militaires. David Lai, "The China-Taiwan Question: A Tug of War" (La question Chine-Taiwan), (manuscrit non publié, US Air War College, Maxwell AFB, AL, 2003), 1–37.

16. DOD, *FY 04 Annual Report* (Rapport annuel), 47.

17. Selon Bartee, ces temps de déploiement s'échelonnent de trois jours et demi pour un porte-avion mouillant au Japon à 16 jours et demi pour les porte-avions mouillant sur la côte ouest des Etats-Unis. "Possible U.S. Navy Responses" (Les réponses possibles de la marine des Etats-Unis).

18. On a dénombré près de 4.700 sorties pour *Operation Enduring Freedom*. Robert S. Tripp et al., *Supporting Air and Space Expeditionary Forces: Lessons from Operation Enduring Freedom* (Assistance des forces expéditionnaires de l'air et de l'espace : des leçons à tirer de *Operation Enduring Freedom*) RAND MR-1819-AF (Santa Monica, CA: RAND, 2004), 13, <http://www.rand.org/publications/MR/MR1819/> (accès le 26 Mars 2005). Sur plus de 417 millions de gallons de fuel (1gallon US = 3,875 litres) déchargés pour *Operation Iraqi Freedom*, plus de 376 millions l'ont été par des navires ravitailleurs de l'armée de l'air américaine. T. Michael Moseley, *Operation IRAQI FREEDOM—By the Numbers* (Les chiffres,) (Shaw AFB, SC: USCENTAF, *Combined Forces Air Component, Assessment and Analysis Division*, 30 avril 2003), 7–8.

19. « Les Etats-Unis ont lancé à peu près 6.500 missions de frappe aérienne et lâché environ 17.500 munitions. Environ 57 pourcent des armes lâchées étaient des armes intelligentes. La marine américaine a assuré 4.900 des missions de frappe aérienne sur les 6.500

sorties, mais livré seulement 30 pourcent de l'intendance. L'armée de l'air américaine n'a assuré que 25 pourcent des sorties pour des missions de frappe aérienne, mais livré plus de 70 pourcent de l'intendance utilisée. » Anthony H. Cordesman, *The Ongoing Lessons of Afghanistan : Warfighting, Intelligence, Force Transformation, and Nation Building* (Les leçons en cours de l'Afghanistan : l'art de la guerre, le renseignement, la transformation de l'armée et la construction d'une nation). (Washington, DC: *Center for Strategic and International Studies*, 6 May 2004), 26–28, 85, <http://www.csis.org/burke/hd/reports/afghanlessons.pdf> (accès le 22 février 2005). Voir aussi Tripp et al., *Supporting Air and Space Expeditionary Forces* (En support des forces expéditionnaire aérienne et spatiale); et John Mazach, "The 21st-Century Triad: Unconventional Thinking about the New Realities of Conventional Warfare" (La triade du XXIème siècle : une réflexion originale sur les nouvelles réalités de la guerre conventionnelle), *Seapower*, Mars 2002.

20. En effet, les composantes de l'armée de l'air américaine ont fait la démonstration de leurs aptitudes dans cette zone au cours de *Exercice Resultant Fury '05*, une démonstration faite en novembre 2004 au cours de laquelle les bombardiers de l'armée de l'air ont étalé leur capacité de contre-offensive maritime dans le Pacifique occidental.

21. "Economic Data" (Données économiques), *Economist*, 13 Mai 2004, <http://www.economist.com/countries/China/profile.cfm?folder=Profile%2DEconomic%20Data> (accès le 18 février 2005).

22. Chan Chao Peh, "Case Stories: Challenges, Lessons and Opportunities" (Cas exemplaires : défis, leçons et opportunités), *Edge* (Singapore), 31 janvier 2005.

23. "Official: China Trade Volume to Reach 1.1 Trillion US Dollars in 2004" (Officiel : Le volume commercial de la Chine près d'atteindre 1,1 trillion de dollars US en 2004), Xinhua General News Agency, 25 octobre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=fc144e6c5b2b3b38e264a23fb7da583e&_docnum=2&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=d6684bca9cb8b97630cff7b2b140de3f.

24. "Figures: Top Ten Trade Partners of China's Mainland, January 2005" (Chiffres : les dix premiers partenaires commerciaux de la Chine continentale, Janvier 2005), Xinhua News Service, 26 mars 2005, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=ed410ccb53ace88796e686e8e3f7daa8&_docnum=1&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=e35e3b1514ab14403913de5d3a4f7fec.

25. Jason Leow, "Beijing Notes Singapore's One-China Policy; Chinese Official Acknowledges PM Lee's Opposition to Taiwan Independence; Warns Nations to Stay Away from Taiwan" (Pékin note la politique de la Chine unique de Singapour ; un membre du gouvernement chinois prend acte de l'opposition du membre parlementaire Lee à l'indépendance de Taiwan ; informe les pays d'avoir à se

tenir à l'écart de Taiwan), *The Straits Times* (Singapore), 26 août 2004.

26. "Chinese, Philippine Foreign Ministers Discuss Relations over Phone" (Les ministres des affaires étrangères chinois et philippin s'entretiennent au téléphone sur leur relations), New China News Agency, 21 novembre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=8b5726186b5e3c9a8bc15200260b9ce3&_docnum=2&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=48309bf9d4e62fa1c859d94e08669dde.

27. "Chinese Premier Hopeful of Smooth Development of Ties with Vietnam" (Le premier ministre chinois espère développer des liens souples avec le Vietnam), Xinhua News Service, 7 octobre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=31aa253f6ec902fd79b6f705056cc5d7&_docnum=1&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=1b87507bb851320ea90bbb22141cc1ce.

28. Ted Galen Carpenter, "Outside View: Asia's Message to Taiwan, US" (Point de vue extérieur : le message de l'Asie à Taiwan), *United Press International*, 22 septembre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=1d0ee9a92353a7f492952f3a233d8c61&_docnum=1&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=42fcf4fdeb0ea488ff23f1f50829c4bb.

29. Zhao Huanxin, "Hu Meets Leaders on Taiwan Question" (Hu rencontre les responsables sur la question taïwanaise), *China Daily*, 22 novembre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=decc099b94bed46e5a65f28afb8edee8&_docnum=1&wchp=dGLbVzb-zSkVb&_md5=04554957e2d1fb8d5d207bb46e8ddad6.

30. "Chinese Premier Hopeful" (Premier ministre chinois optimiste). A titre d'exemple, les bases aériennes vietnamiennes près de Hanoï seraient à 900 miles nautique de Taipei.

31. "Taiwan Tensions: Foreign Powers Have Good Reason to Worry about War" (Les tensions à Taiwan : les gouvernements étrangers ont tout lieu craindre la guerre), *Financial Times*, 24 août 2004, 16.

32. Emerson T. Lim and Lilian Wu, "Philippine President Meets Taiwan Official in Chile" (Le président des Philippines rencontre un membre du gouvernement Taïwanais au Chili), *Central News Agency*, Taipei, 22 novembre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=d0686d85219a5228ba680eadec7ab7b6&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=f0f21c7d04222c8a369d5b0794bd8574; "Philippines Want Stronger Ties with China" (Les Philippines entendent renforcer leurs liens avec la Chine), *United Press International*, 8 septembre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=9397ae74fee9cf09c77a77f133981659&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=e0027cfb72286584499fa581d882ba8b; et "Premier Wen Jiabao Looking Forward to Prime Minister Lee's Visit" (Le premier ministre Wen Jiabao impatient de rencontrer son homologue Lee lors de sa visite), *Channel NewsAsia*, 2 février 2005, <http://www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/130485/1/.html>.

33. Pour cette argumentation, la distance à la capitale de chacun des pays est donnée à titre d'exemple et non pas à partir de bases aériennes spécifiques.

34. "Chinese, Singaporean Foreign Ministers Praise Ties, Tsunami Cooperation" (Les ministres des affaires étrangères chinois et de Singapour se félicitent de leurs liens et de leur coopération face au tsunami), *New China News Agency*, 2 février 2005, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=cb07f8a16c55243c2663cac01be8228b&_docnum=3&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=659070a6aa46bac987dd0b284b0a8189; "Visit an Icebreaker in Singapore Ties" (Visite d'un brise-glace – nos relations avec Singapour) *South China Morning Post*, 4 février 2005, News sec., 7; "Singapore Foreign Minister Warns Asia-Pacific Stability at Stake" (Le ministre des affaires étrangères de Singapour lance un avertissement sur la stabilité de la région Asie-Pacifique), *Deutsche Presse-Agentur*, 4 octobre 2004, http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=76984eb8c701ded0ea4f223c5aac9c07&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=754b2cb700a0dc7ecd5ad04862ba93cd; "Singapore Believes China Will Not Use Force against Taiwan" (Singapour ne croit pas à l'utilisation de la force par la Chine à l'encontre de Taiwan), *Kyodo News Service*, 1 février 2005, http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m0WDQ/is_2005_Feb_7/ai_n9495322; Leow, "Beijing Notes, Lee Says His Taiwan Visit of Nation's Interests" (Lee fait part des intérêts de sa nation dans sa visite à Taiwan), Bernama, *Malaysian National News Agency*, 22 août 2004 http://web.lexis-nexis.com/universe/document?_m=e8c093a6d64f341bea7d6738ad911b28&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=67430a7b3cda639de1c2d81758bda41e; et Zuraidah Ibrahim, "S'pore, China Talk Bilateral Trade and Economic Ties" (Singapour, Chine : liens commerciaux et économiques bilatéraux) ; PM Lee et Wen Jiabao Hold "a 'Good Discussion' before ASEAN Summit" (Les premiers ministres Lee et Wen Jiabao se sont entretenus longuement avant le sommet de l'ASEAN - Association des Nations de l'Asie du Sud-est), *Straits Times* (Singapour), 29 novembre 2004.

35. "Flag-Burning Protesters in Taiwan Call Singapore Evil Neighbour" (A Taiwan, des contestataires brûlent des drapeaux et traitent Singapour de mauvais voisin), *Straits Times* (Singapour), 2 octobre 2004.

36. Parmi ces obligations, se trouve celle d'assister les Etats-Unis dans le Pacifique "Taiwan Tensions" 16.

37. Nick Bryant, "Taiwan's Strait Jacket" (La camisole de force du détroit de Taiwan – Formose), *National Business Review* (New Zealand), 10 septembre 2004, 24.

38. "UPI Hears . . ." *United Press International*, 14 février 2005, <http://www.washtimes.com/upi-breaking/20050214-103545-8660r.htm>.

39. "PM to Side with US in China Row" (Le premier ministre se rangerait aux côtés des Etats-Unis dans la querelle chinoise), *Mercury* (Tasmania, Australia), 16 mars 2005.

40. La domination coloniale du Japon sur Taiwan fut beaucoup plus bienveillante qu'ailleurs, ce qui explique peut-être l'affection que portent de nombreux taiwanais aux japonais.

41. Anthony Faiola, "Japan to Join U.S. Policy on Taiwan; Growth of China Seen behind Shift", *Washington Post*, 18 February 2005, A01. (Le Japon rejoindrait les Etats-Unis sur la politique taiwanaise ; il craint l'expansion chinoise derrière le changement)

42. *United States Information Service, Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, (Communiqué commun des Etats-Unis d'Amérique et de la République Populaire de Chine) 28 février 1972, 28–40.

43. Les Etats-Unis tour à tour travaillent à convaincre les taiwanais de prendre les mesures nécessaires à leur propre défense, et participent au poids de la défense.

44. Robert Sutter, *China's Peaceful Rise and U.S. Interests in Asia—Status and Outlook* (L'essor pacifique de la Chine et les intérêts américains en Asie – Statut et point de vue) (Honolulu, HI: *Pacific Forum, Center for Strategic and International Studies*, 24 juin 2004), <http://www.csis.org/pacfor/pac0427.pdf> (accès le 26 mars 2005).

45. La RPC a clairement exposé sa position au fil du temps, dans des documents tels que RPC, *White Paper—The One China Principle and the Taiwan Issue* (Le Livre Blanc – Le principe de la Chine unique et la question taiwanaise), (*Paper, Taiwan Affairs Office and the Information Office of the State Council*, 21 février 2000), <http://www.chinaconsulate.se/Content/Taiwan/whitepaper1.htm> (accès le 25 mars 2005); et RPC, *8-Point Proposition Made by President Jiang Zemin on China's Reunification (paper, RPC embassy in the USA*, 30 janvier 1995), <http://www.china-embassy.org/eng/zt/twwt/t36736.htm> (accès le 25 mars 2005).

46. *Anti-Secession Law* (Loi anti-sécession), Xinhua News Service, 14 mars 2005, <http://www.china.org.cn/english/2005lh/122724.htm> (accès le 17 juin 2005). Le 13 mars 2005, le parlement de la Chine Populaire a réaffirmé son attachement à la réunification de la Chine par une loi anti-sécession adoptée lors de la Troisième session du dixième.

L'avenir de la force aérienne des Etats-Unis dans la péninsule coréenne

PAR LE DR. BRUCE E. BECHTOL JR.

Résumé de l'éditeur : Le soutien militaire des Etats-Unis à la République de Corée (ROK) est une mission critique pour le maintien de la paix et de la stabilité. L'auteur détaille les contraintes auxquelles devrait faire face l'armée de la République Populaire Démocratique de Corée (Democratic People's Republic of Korea – DPRK) dans toute tentative d'envahir la République de Corée (ROK). Bien que la plupart du potentiel de défense au sol de la Corée du Sud soit sur le point d'être intégré à l'armée de la République de Corée, une forte présence de la force aérienne américaine démontre l'engagement des Etats-Unis dans la sécurité de la Corée, fait contrepois aux systèmes offensifs de la DPRK et dissuade tout conflit.



Depuis l'été 1950, la puissance aérienne des Etats-Unis reste l'une des forces militaires dominantes dans la péninsule coréenne. En dépit de la guerre de Corée, de la guerre froide et de toutes les incertitudes liées à l'après guerre froide qui ont succédé à la chute de l'Union Soviétique, et malgré le passage des pouvoirs de Kim Il Sung à son fils, Kim Jong Il, en Corée du Nord, ni la capacité de la puissance aérienne américaine de

se positionner en élément dissuasif clé vis-à-vis des forces qui menacent la stabilité et la sécurité de la République de Corée (ROK) ni l'alliance Etats-Unis/ROK n'ont été remises en question. Or dans un paysage géopolitique en pleine transformation et dans une région où les choses évoluent rapidement, cette situation pourrait bien changer à l'avenir.

Nombre de problèmes concernant le déploiement des forces américaines en Asie –

et tout particulièrement en Corée – doivent donc être pris en compte dans tout débat concernant l'avenir des forces aériennes dans la péninsule et dans les zones environnantes, susceptibles d'être impliquées dans un conflit ou dans une opération militaire majeure en cas de crise. Et, par ordre d'importance, le premier des problèmes à traiter est la menace nord-coréenne. Le présent article analyse donc cette menace et son évolution au cours de la dernière décennie. Par ailleurs, la menace nord-coréenne ayant véritablement évolué, il est nécessaire d'analyser la façon dont les Etats-Unis peuvent soutenir au mieux le pays allié, la Corée du Sud, en période de crise, et d'examiner pourquoi la puissance aérienne reste l'un des éléments les plus importants de l'équation, aujourd'hui encore plus qu'hier. L'autre facteur important qu'étudie cet article est la manière dont la transformation de l'armée des Etats-Unis, et plus précisément des forces américaines déployées en Corée, a changé le rôle de la puissance aérienne dans le cadre de l'alliance Etats-Unis - ROK, de même que la façon dont les récentes préoccupations de Séoul et de Washington ont modifié les para-

digmes relatifs aux meilleurs moyens pour nos forces militaires de soutenir l'armée de Corée du Sud en cas de crise ou de guerre totale. Autant de problèmes qui ont été soulevés avec force depuis que la confrontation nucléaire avec la Corée du Nord est devenue une réalité brûlante dès l'automne 2002.¹

L'évolution de la menace nord-coréenne

Afin de mieux comprendre pourquoi la puissance aérienne des Etats-Unis est devenue si importante pour dissuader la menace militaire nord-coréenne, analysons d'abord comment la nature de cette menace a évolué. Dans les années 90, la Corée du Nord – une nation de 22 millions d'habitants – se targuait d'être la cinquième puissance militaire au monde (fig. 1). Ses différents corps d'armée alignaient 3 700 tanks, 3 500 véhicules blindés de transport de troupes, plus de 4 000 pièces d'artillerie auto-motrices, et près de 800 avions.²

Depuis que les aides financières ont cessé suite au déclin de l'Union soviétique et après

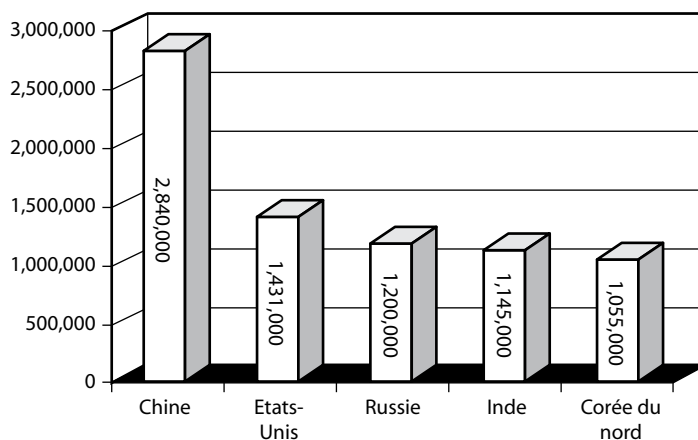


Figure 1. Les cinq premières puissances militaires mondiales. (Réimpression de *The Military Balance, 1997/98* [Londres : *International Institute for Strategic Studies* (Institut international d'études stratégiques), 1999], qui comprend un rapport adressé en novembre 1999 au porte-parole de la Chambre des représentants par le Comité consultatif nord-coréen, une organisation spéciale formée au sein de la Chambre pour examiner les problèmes de politique nationale de sécurité des Etats-Unis relatifs à la Corée du Nord, et dont une version écrite a été publiée le 29 octobre 1999.)

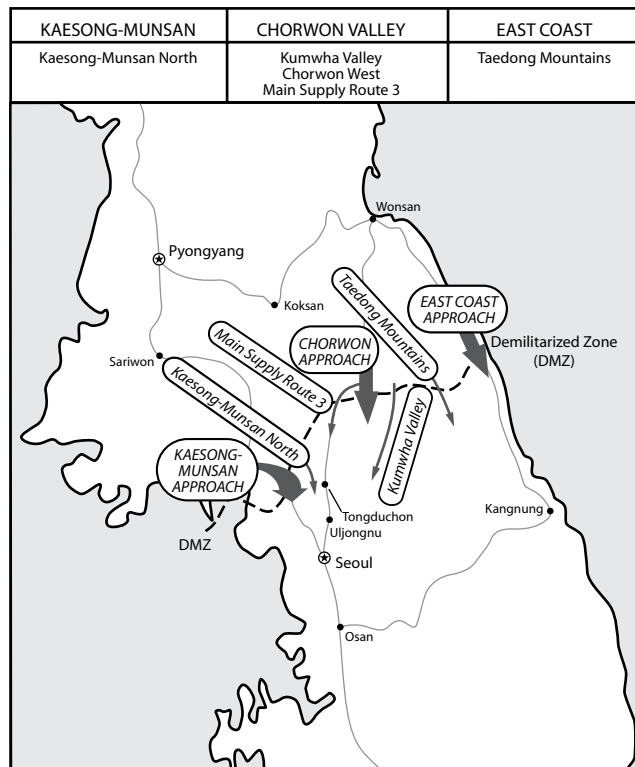


Figure 2. Couloirs d'approche. (Source : Ministère de la défense nationale, ROK, 2001.)

la fin de la guerre froide, la Corée du Nord s'est trouvée dans l'impossibilité absolue de conserver l'état de préparation et les capacités de son armée (dont le cœur est constitué par d'importantes divisions mécanisées) pour attaquer la Corée du Sud afin de l'annexer en la réunifiant sous contrôle du régime communiste de Pyongyang.³ En effet, maintenir à un niveau élevé d'efficacité et de réactivité une armée de cette taille, où dominent les forces mécanisées et les unités d'artillerie automotrices, exige d'énormes quantités de carburant pour entraîner ces forces aux manœuvres de terrain. De même, alimenter ces armées est une tâche considérable, vu les pénuries de nourriture (autant que de carburant) qui affectent la Corée du Nord depuis le début des années 90.⁴ En outre, dans tout scénario d'invasion, l'armée nord-coréenne devrait confluer à travers deux corridors de passage

extrêmement étroits – Kaesong-Munsan et Chorwon Valley – (vu qu'une approche par la côte Est ne permettrait d'acheminer qu'une faible partie des forces militaires) (fig. 2).⁵

Quant au scénario d'approche Nord-Sud d'une invasion à grande échelle, faisant passer par ces corridors étroits des troupes mécanisées et des unités d'artillerie automotrices, ces forces devraient être soutenues par une puissance aérienne moderne, capable d'empêcher les aviations américaines et sud-coréennes de détruire les forces au sol dès qu'elles tenteraient de progresser vers le sud. Mais, malheureusement pour Pyongyang, sa force aérienne n'est pratiquement plus entretenue depuis la fin des années 80, et quelques achats de fournitures, comme l'acquisition au Kazakhstan de 40 MiG-21, en 1999, n'ont pas beaucoup contribué à améliorer les conditions de l'aviation nord-coréenne.⁶

Observons de plus que les pilotes nord-coréens ont de la chance s'ils réussissent à compter 20 heures de vol par an (probablement à cause des mêmes pénuries de carburant qui affligent les forces mécanisées et les unités blindées et d'artillerie automotrices), une situation qui diminue encore plus l'état de préparation d'une aviation loin d'être moderne.⁷ Un rapport se basant sur des photos satellitaires commerciales publié dans la presse japonaise en 2005 a révélé que « 90 pourcent de l'aviation militaire nord-coréenne est un héritage de la guerre de Corée, [et que les] appareils les plus modernes sont ceux qui ont été fournis en 1984 et 1988 par l'Union soviétique. »⁸ Donc, même si ce rapport de presse est probablement exagéré, il n'en demeure pas moins qu'il pointe du doigt un défi auquel est confrontée l'armée nord-coréenne : en cas d'invasion de la Corée du Sud par ses forces armées, elle aurait de graves difficultés à leur fournir une couverture aérienne.

A la lumière des informations qui précèdent, nous pouvons nous interroger pour savoir si la menace nord-coréenne a diminué, vu que ce pays a subi une dégradation sévère de ses capacités à réussir une invasion de la Corée du Sud avec le seul appui de ses forces armées conventionnelles. Une question à laquelle nous devons répondre par la négative. En réalité, au fur et à mesure que les capacités de manœuvre de Pyongyang de mener une guerre en Corée du Sud avec des forces conventionnelles se sont amoindries, le régime a commencé à concentrer de nouvelles capacités de frappe pour menacer la Corée du Sud (et, en dernier lieu, l'ensemble de la région) avec des forces asymétriques. Dès la moitié des années 90, le régime de Pyongyang, en réalisant qu'il ne pourrait plus maintenir longtemps à ses niveaux antérieurs l'état de préparation et les capacités de ses forces blindées et mécanisées, s'est apparemment concentré sur d'autres armements et d'autres capacités pour continuer de menacer la sécurité et la stabilité du gouvernement de Séoul, sans pour autant réduire de façon drastique ses ressources faiblissantes. Cette triade de forces asymétriques inclut l'artillerie longue portée, les missiles et les forces d'opérations spéciales (*Special Operations Forces* – SOF).

Depuis le milieu des années 90, la Corée du Nord a déplacé plus de 500 moyens automoteurs d'artillerie longue portée dans des secteurs situés au nord de la zone démilitarisée (*Demilitarized Zone* – DMZ), dont 300 au moins qui pourraient cibler d'un moment à l'autre Séoul et les zones environnantes, soit une menace de mort potentielle pour des centaines de milliers de personnes.⁹ En vérité, dans la dernière version de son livre blanc sur la défense, le ministère sud-coréen de la défense observe que les capacités de la Corée du Nord de maintenir ses équipements obsolètes sont en bout de course, vu la dégradation progressive du nombre de tanks et de véhicules blindés (à cause des pénuries de carburant et d'électricité qui empêchent Pyongyang d'assurer la maintenance de son industrie d'armement et de produire à suffisance des pièces de rechange). Toutefois, ce même rapport observe que la Corée du Nord a augmenté son arsenal de pièces d'artillerie d'un millier d'unités depuis l'an 2000, soit une amélioration significative.¹⁰ Par conséquent, en dépit du déclin de certaines capacités de menacer la Corée du Sud au cours des dernières années, les militaires nord-coréens les ont remplacées par d'autres potentiellement tout aussi mortelles.

Autre élément fortement troublant, le développement par la Corée du Nord de missiles à très longue portée, du genre Taepo Dong, dont sa dernière déclinaison, le Taepo Dong X, ces deux modèles étant éventuellement capables (s'ils ne le sont pas déjà) de frapper directement le sol des Etats-Unis.¹¹ Toutefois, les missiles Scud déjà déployés en Corée du Nord constituent la principale menace à la sécurité et la stabilité du Sud. Certaines estimations laissent à penser que Pyongyang a d'ores et déjà un stock d'au moins 500 missiles, dont certains, voire tous, sont porteurs d'ogives chimiques.¹² La Corée du Nord pourrait employer ces missiles en même temps que son artillerie longue portée déployée le long de la zone démilitarisée (DMZ), sans alerte préalable ou avec un délai d'alerte extrêmement court, ce qui aggraverait probablement de façon significative le décompte déjà substantiel des victimes dès le premier jour de guerre.

Dernier élément, les forces d'opérations spéciales nord-coréennes, estimées à plus de 100 000 unités, sont bien entraînées et comptent parmi les plus importantes au monde en termes d'effectifs. Contrairement à la plupart des autres forces militaires nord-coréennes, touchées par les pénuries de ressources, celles-ci n'ont souffert ni du manque de carburant ni du manque de nourriture. Leurs troupes s'entraînent toute l'année et ne connaissent pas le manque d'entraînement qu'expérimentent les forces militaires conventionnelles de Pyongyang. En outre, les troupes des forces d'opérations spéciales nord-coréennes peuvent s'entraîner soit aux tours de simulation de parachutage soit au parachutage en vol, l'utilisation des tours n'étant évidemment pas soumise à des limitations de durée de vol et/ou de manque de carburant. En temps de guerre, un grand nombre de ces forces pourraient attaquer les centres névralgiques de commandement et de contrôle, les bases aériennes et toute autre cible hautement sensible en Corée du Sud. Autre facteur perturbant, ces unités pourraient mener des opérations non-conventionnelles, voire des actions de nature terroriste, qui porteraient un coup sévère au moral des troupes et affecteraient sérieusement l'opinion publique, autant en Corée du Sud qu'aux Etats-Unis. Il est d'ailleurs plus probable que les quelque 300 avions AN-2 Colt (héritage de la deuxième guerre mondiale) dont dispose la Corée du Nord seraient dédiés au transport de ces forces d'opérations spéciales en Corée du Sud. Selon Dennis M. Drew, la Corée du Nord a concentré ses efforts pour entretenir sa flotte d'AN-2 en bon état de maintenance, avec des appareils prêts à voler.¹³

Donc à l'évidence nous assistons à un changement d'orientation net, qui coïncide avec le déclin des forces armées nord-coréennes à partir des années 90. Pyongyang a modifié sa stratégie, en passant de la construction et du maintien de capacités conventionnelles, qui pourraient au final envahir et conquérir la Corée du Sud, à l'établissement de capacités menaçant toute l'agglomération de Séoul ou presque, également susceptibles d'affecter et de menacer sérieusement la sécurité d'une bonne part de l'intérieur des terres au Sud.

Une évolution qui semble ne modifier en rien les objectifs initiaux. En dégradant sérieusement et en détruisant ou en endommageant une bonne partie de l'intérieur des terres et/ou de la population sud-coréenne, la Corée du Nord pourrait réduire à l'état de tiers monde un pays qui se place aujourd'hui parmi les 10 premiers PIB mondiaux.¹⁴ Par conséquent, Pyongyang menace non seulement la vie et les aspects sociaux de la Corée du Sud, mais aussi, au final, sa sécurité nationale. Donc, même si le spectre de la réunification violente s'est éloigné, la perspective demeure d'une guerre violente et d'une destruction de la vie telle que la plupart des sud-coréens la connaissent à présent. En conséquence de quoi, la dissuasion vis-à-vis de la Corée du Nord est plus importante que jamais. Il s'agit donc de déterminer comment les Etats-Unis et la Corée du Sud peuvent se défendre au mieux contre cette évolution de la menace par la Corée du Nord.

Répondre à la menace : en quoi la puissance aérienne est-elle un élément clé ?

Bien que les capacités nord-coréennes de procéder à une incursion en profondeur et à un lancement massif de forces mécanisées et mobiles semblent décliner, la Corée du Nord représente encore une menace directe pour Séoul et reste capable de causer de graves dommages dans d'autres parties du Sud du pays. Comme nous l'avons vu précédemment, Pyongyang peut difficilement envahir le Sud en faisant confluer ses forces par les deux principaux corridors d'approche vu la supériorité des aviations modernes de l'alliance Etats-Unis-Corée du Sud. L'arsenal aérien de la Corée du Sud compte actuellement 153 F-16, 185 F-5 et 135 F-4 un peu moins récents.¹⁵ En outre, la Corée du Sud est en passe d'acheter 40 F-15K américains, des appareils très sophistiqués qui seront intégrés à son armée de l'air d'ici 2008.¹⁶ Quoiqu'il en soit, selon toute vraisemblance, les appareils de la VII^e Armée de l'air des Etats-Unis restent aujourd'hui encore l'élément le plus important pour détruire l'aviation nord-



Figure 3. Bases aériennes nord-coréennes. (Source : Ministère de la défense nationale, ROK, 2000.)

coréenne. Plusieurs escadrons de F-16C et F-16D, de même que des A-10 (une flotte idéale pour supprimer des formations massives de blindés ou d'unités d'artillerie automotrices) pourraient dissuader à grande échelle les forces nord-coréennes de se lancer dans un quelconque projet d'invasion et rapidement détruire la plupart – sinon toutes – les bases aériennes de Corée du Nord (fig. 3).

Il est clair que la puissance aérienne des Etats-Unis et de la Corée du Sud est un atout dissuasif fort contre tout type d'agression traditionnelle que la Corée du Nord pourrait être tentée d'entreprendre avant l'effondrement économique qui réduirait au déclin son

formidable potentiel de forces blindées et mécanisées. Pour autant, la puissance aérienne pourrait également jouer un rôle majeur (voire un rôle de plus en plus important) pour stopper toute agression lancée par les capacités asymétriques que la Corée du Nord s'est employée à bâtir depuis les années 90.

Comme nous l'avons vu précédemment, la Corée du Nord a positionné un grand nombre de ses systèmes d'artillerie longue portée à proximité de la zone démilitarisée (DMZ), ce qui représente une menace virtuelle pour toute l'agglomération de Séoul et pour de nombreuses zones de la province de Kyongi (qui est la plus au nord de toutes les provinces

de la Corée du Sud, là où sont massées les plus grosses concentrations de forces terrestres du pays), avec des délais d'alerte extrêmement brefs pour permettre une réaction des forces de l'alliance Etats-Unis - ROK. Actuellement, la mission des forces terrestres, qui consiste à assurer le feu de contrebatterie pour s'opposer à l'artillerie adverse de longue portée, incombe à la 2^e Division d'infanterie des Etats-Unis, qui peut compter sur 30 lance-roquettes multiples et sur 30 obusiers automoteurs M109A6 Paladin. Or au mois d'avril 2005, dans le cadre du passage de responsabilités actuellement en cours dans la péninsule coréenne entre les forces armées de la Corée du Sud et des Etats-Unis, le commandement a annoncé que l'armée sud-coréenne se chargerait désormais de cette mission. L'intégration des unités sud-coréennes au système de commandement, contrôle, communications, computers et renseignement (C4I) interarmées Etats-Unis - Corée du Sud sera un élément clé de la réussite de cette nouvelle mission.¹⁷ Ceci étant, pour ce qui concerne l'état actuel de préparation des forces sud-coréennes dans la péninsule, les Etats-Unis restent préoccupés par le manque de volonté de Séoul d'engager les dépenses nécessaires pour mettre à jour sa propre infrastructure C4I, voire de contribuer aux coûts inhérents à la structure actuelle.¹⁸ Or il est vital d'intégrer les unités nouvellement affectées au sein d'un système moderne de C4I, compte tenu de l'importance d'avoir des temps de réaction rapide pour repérer avec précision au radar les unités de l'artillerie nord-coréenne et les détruire avant qu'elles n'ouvrent le feu ou immédiatement après qu'elles auront commencé à faire feu.¹⁹

Or même si ces systèmes pouvaient opérer à leur efficacité maximale et s'intégrer de façon efficiente et dans les plus brefs délais au sein des infrastructures C4I actuelles ou futures, ils auraient de toute façon besoin du soutien fort de la puissance aérienne, autant dans leur positionnement offensif que défensif. Le constat est simple : la Corée du Nord dispose de beaucoup plus d'unités d'artillerie longue portée déployées le long de la zone démilitarisée que ne pourrait en détruire instantanément les systèmes terrestres sud-

coréens, et plus particulièrement dans l'hypothèse d'une première frappe par surprise. Naturellement, cette situation est encore aggravée par les préoccupations liées à l'infrastructure C4I, un problème qui fera probablement l'objet de pourparlers au sein de l'alliance Etats-Unis - Corée du Sud dans un futur prévisible. Par conséquent, au niveau du premier élément de la triade asymétrique nord-coréenne (l'artillerie de longue portée), l'aviation continuera à jouer un rôle essentiel pour dissuader et détruire cette menace. Et compte tenu des capacités uniques et incomparables des avions américains de chasse et d'attaque pour détruire ce type de cible, la puissance aérienne des Etats-Unis est un élément d'extrême importance pour contrer cette menace grandissante, et elle le restera probablement pendant de nombreuses années, soit le temps que Séoul continuera de mettre à niveau son système C4I et ses capacités de frappe aéroportées.

Concernant le deuxième élément de la triade (les missiles), la puissance aérienne des Etats-Unis reste un élément de dissuasion absolument vital, aujourd'hui et demain, contre une première frappe des nord-coréens, vu qu'ils disposent d'un grand nombre d'installations de lancement de missiles disséminées un peu partout (de même que des lanceurs mobiles, qui non seulement sont déployés mais prolifèrent également dans d'autres nations, comme en Syrie).²⁰ En cas de guerre, les forces Etats-Unis - ROK auraient besoin de détruire les sites de missiles Scud et les lanceurs, de même que les missiles longue portée, vu que la Corée du Nord pourrait être tentée d'utiliser ces derniers pour mener des actions de représailles contre le Japon (par exemple en direction des bases américaines situées à Okinawa ou ailleurs) (fig. 4). Pour ce faire, l'armée de l'air américaine aura recours à son potentiel de frappe dans la péninsule coréenne (7^e Armée de l'air), au Japon (5^e Armée de l'air), sur l'île de Guam (bombardiers), ainsi qu'aux forces aériennes déployées dans le Pacifique, où l'aviation américaine dispose de capacités vitales et uniques pour défendre la péninsule coréenne.²¹



Figure 4. Sites de missiles nord-coréens. (Source : Ministère de la défense nationale, ROK, 2003.)

Par ailleurs, l'aviation américaine continuera à tenir un rôle clé pour contrer les forces spéciales, qui sont le troisième élément de la triade asymétrique nord-coréenne. Il est clair que l'aviation de l'armée de l'air américaine visera dans un premier temps à supprimer et détruire les aérodromes nord-coréens, puisque c'est à partir de ces plateformes de transport (des AN-2 pour la plupart) que les troupes d'opérations spéciales seront déployées, et qu'elle soutiendra en concomitance les forces aériennes sud-coréennes d'interception des appareils de transport ennemis, destinés à des missions de parachutage en Corée du Sud. Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. En

effet, la Corée du Nord disposant de plus de troupes d'opérations spéciales que ne peuvent en transporter ses appareils, beaucoup de ses forces spéciales tenteront de passer en Corée du Sud en s'infiltrant dans les secteurs les moins protégés de la zone démilitarisée. Ces deux emplacements comprennent les corridors de transport intercoréen, où les routes et les lignes de chemins de fer sont en réparation pour offrir un passage aux futurs transports d'hommes et de matériels, et où les barrières de barbelés et les champs de mine ont été éliminés (fig. 5). La force aérienne devra donc suivre à la trace et détruire toute tentative d'infiltration dans ces zones.

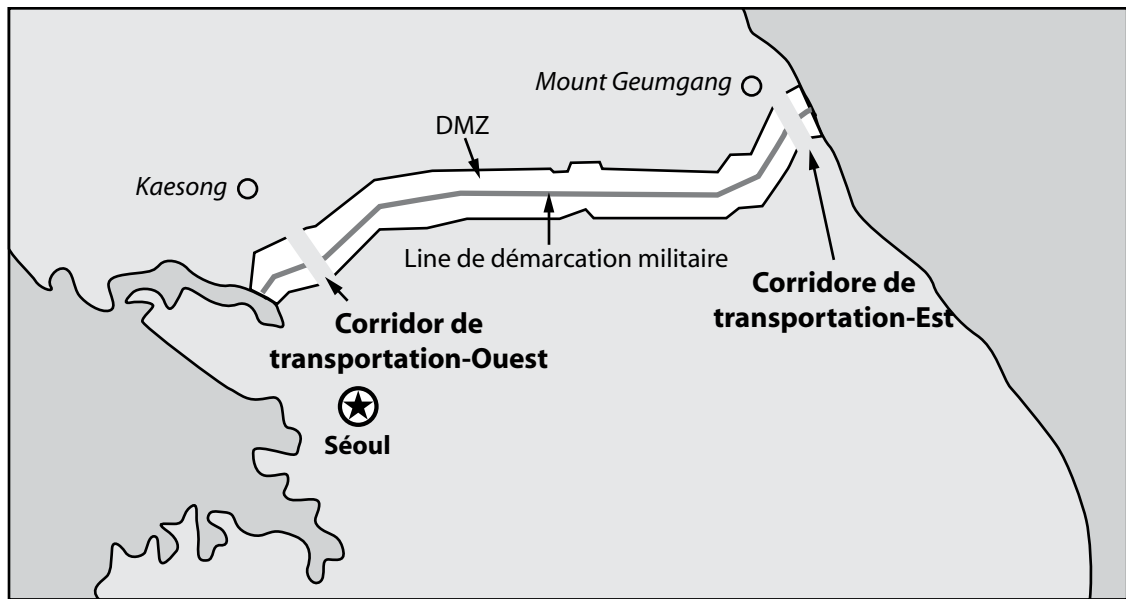


Figure 5. Corridors de transport intercoréen. (in Déclaration du général Leon J. LaPorte, Commandement des Nations Unies, Commandant, République de Corée – Commandement des Forces Combinées des Etats-Unis et des Forces des Etats-Unis en Corée, faite le 12 mars 2003 devant le 108e Congrès Américain, Commission des services armés, 1^{ère} session <http://armedservices.house.gov/openingstatementsandpressreleases/108thcongress/03-03-12laporte.pdf>.)

Un autre facteur extrêmement important pour répondre à la menace asymétrique (particulièrement en ce qui concerne la force aérienne) implique la destruction de l'ancien système intégré de défense aérienne (*Integrated Air Defense System* – IADS) de Corée du Nord (système où domine la présence des SA-2), pour permettre de frapper les installations au cœur du territoire nord-coréen.²² Pyongyang a fait beaucoup d'efforts pour adapter son système aux capacités alliées modernes, en dépêchant des observateurs en Serbie lors de l'opération *Allied Force*, et si possible en intégrant à son réseau de défense aérienne des missiles sol-air de nouvelle génération guidés à infrarouge et relativement bon marché.²³ En fait, récemment, certains experts pensent que la présence de ces missiles signifient que les forces aériennes dans le Pacifique devront pouvoir disposer du nouvel F/A-22 pour « défoncer la porte afin que le reste des forces armées puisse déferler. »²⁴ La puissance

aérienne moderne des Etats-Unis, au côté de ses alliés, se chargera donc de cette mission : supprimer le système IADS, une partie importante pour détruire la menace asymétrique tripartite nord-coréenne.

Au vu des transformations en cours, comment évoluera le rôle de la puissance aérienne dans la péninsule coréenne ?

D'importantes transformations sont à l'œuvre dans la péninsule coréenne. Le document *Global Posture Review* prévoit une réduction majeure du nombre des forces terrestres en Corée, avec une planification qui appelle au retrait de 12 500 soldats des troupes américaines basées en Corée (essentiellement des forces terrestres) d'ici fin 2008. De plus, il est prévu que le quartier général du commande-

ment des forces combinées des Etats-Unis et des forces des Etats-Unis en Corée doit déplacer la plupart de ses infrastructures et ses personnels vers le sud, à Camp Humphries (près de la ville de Pyongtaek) durant cette même période.²⁵ Donc, la principale des forces terrestres américaines en Corée, la 2^e Division d'infanterie, a dû se transformer en une unité de combat de nouvelle génération au cours de l'été 2005, pour devenir une « unité d'emploi X » avec deux ans d'avance sur le calendrier prévu.²⁶ De plus, de nombreux problèmes de commandement et de financement au sein de l'alliance Etats-Unis - ROK demeureront actuels pendant la finalisation des transformations en cours, mais la discussion de ces questions va bien au-delà du cadre du présent article.

Par contre, nous devons considérer dans quelle mesure tous les problèmes abordés plus haut auront une influence sur le rôle de la force aérienne dans la péninsule coréenne. La réponse est évidente. L'alliance Etats-Unis - République de Corée doit à présent compter, plus que jamais, sur les capacités de dissuasion uniques que représente l'aviation américaine contre la menace nord-coréenne. En effet, compte tenu des efforts actuels de réorganisation des forces militaires américaines dans la péninsule, des mouvements des unités de combat terrestres et du déplacement des infrastructures du quartier général et des personnels au sud, le déploiement des unités de l'armée de l'air américaine est resté relativement le même. Le général Leon LaPorte, commandant des forces américaines en Corée, a récemment déclaré que la mission de nos forces en Corée reste claire (en dépit de leur rôle régional) : défendre la Corée du Sud contre toute attaque provenant du Nord. Il a également examiné les plans des Etats-Unis pour améliorer le potentiel de combat, qui prévoient une enveloppe de 11 milliards de dollars au cours des trois prochaines années ainsi que l'établissement de cinq ou six brigades Stryker dans la région Pacifique qui seraient susceptibles d'un déploiement rapide en Corée.²⁷ Mais les forces américaines, et plus spécialement la force aérienne, restent le meilleur moyen d'assurer la sécurité dans la péninsule coréenne. En réalité, dès 2003, un

ancien professeur de l'Université de Georgetown (actuellement membre senior du conseil national de sécurité des Etats-Unis), le professeur Victor Cha, observait que la réorganisation la plus raisonnable possible pour l'Alliance devrait s'articuler autour de deux axes : une présence accrue des forces aérienne et maritime américaines d'une part, et une réduction des forces terrestres de l'autre. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui.²⁸

Conclusion

La menace de la Corée du Nord a évolué mais reste tout aussi inquiétante qu'auparavant, aussi bien vis-à-vis des intérêts américains que de ceux d'alliés de Washington aussi importants que la Corée du Sud et le Japon. Vu que la nature des menaces et les situations géopolitiques ont changé en Asie, et, autre facteur probablement essentiel, compte tenu des transformations qui affectent aujourd'hui les forces militaires américaines, désormais les paradigmes traditionnels concernant la façon dont les Etats-Unis doivent faire face aux menaces dans le monde ne s'appliquent plus dans de nombreux cas, tels qu'en Corée.

Et même si la présence d'une importante force terrestre expéditionnaire dans la péninsule coréenne peut ne plus s'avérer nécessaire, il n'en demeure pas moins que fournir un soutien militaire à l'alliance Etats-Unis - République de Corée reste plus important que jamais. En fait, la dissuasion que représente une présence aérienne forte continue de produire ses effets sur nos ennemis, chose dont témoigne un manuel publié en 2004 par l'armée populaire de Corée du Nord, qui affirme que les Etats-Unis prendraient pour cible le leadership militaire nord-coréen en temps de guerre.²⁹ La nature des forces militaires américaines qui soutiennent la liberté en Corée du Sud a changé, mais l'engagement de Washington pour protéger la sécurité dans ce pays est resté intact. Par conséquent, dans un avenir prévisible, la force aérienne continuera de jouer un rôle majeur (et dorénavant de plus en plus important) dans la péninsule coréenne. □

NOTES

1. Oh Young-hwan et Jeong Yong-soo "North's Uranium Put U.S. in Policy Quandry [sic]" (L'uranium de la Corée du Nord pose un dilemme politique aux Etats-Unis) *Joonggang Ilbo*, 11 octobre 2004, <http://joonggangdaily.joins.com/200410/200410112231256809900092309231.html>.
2. "A Country Study: North Korea" (Une étude pays : la Corée du Nord), *Library of Congress*, n.d., <http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/kptoc.html>.
3. Barry Rubin, "North Korea's Threat to the Middle East and the Middle East's Threat to Asia" (La Corée du Nord : une menace pour le Moyen-Orient ; le Moyen-Orient : une menace pour l'Asie), *Middle East Review of International Affairs*, n.d., <http://meria.idc.ac.il/books/brkorea.html#Author>.
4. Rebecca MacKinnon, "Food, Fuel and Medicine Shortages Plague North Korea" (Le fléau des pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments en Corée du Nord), *CNN.com*, 14 décembre 1999, <http://archives.cnn.com/1999/ASIANOW/east/12/14/nkorea.crisis>.
5. "OPLAN 5027, Major Theater War-West, Phase 1: DPRK Attack" (OPLAN 5027, l'Occident, théâtre d'une guerre majeure, Phase 1 : une attaque par la République Populaire Démocratique de Corée), *GlobalSecurity.org*, n.d. <http://www.globalsecurity.org/military/ops/oplan-5027-1.htm>.
6. "N. Korea Boosts Border Defenses" (La Corée du Nord renforce ses défenses frontalières), *BBC World News*, émission, Londres, Angleterre, 4 décembre 2000.
7. Richard Halloran, "How Good Are North Korean Forces?" (Que valent les forces nord-coréennes ?), *Korea Herald*, 28 juin 2004, http://www2.gol.com/users/coynerhm/how_good_are_north_korean_forces.htm.
8. "Satellite Photos Show Outdated N. Korean Military Forces" (Les photos satellitaires montrent des forces militaires nord-coréennes obsolètes), *Kyodo Press*, 6 janvier 2005, <http://asia.news.yahoo.com/050106/kyodo/d87ed3b00.html>.
9. Déclaration du général Thomas A. Schwartz, commandant en chef, commandement des forces combinées des États-Unis et des forces des États-Unis en Corée, faite le 7 mars 2000 devant le comité forces armées du sénat, 106^e Congrès, 2^e session, http://www.shaps.hawaii.edu/security/us/schwartz_2000.html; voir également Donald Macintyre, "Kim's War Machine" (La machine de guerre de Kim), *Time Asia*, 17 février 2003, <http://www.time.com/time/asia/covers/501030224/army.html>.
10. Brian Lee, "Defense Paper: North Boosts Artillery but Cuts Tanks, Armor" (Dossier défense : la Corée du Nord intensifie son artillerie mais réduit ses tanks et véhicules blindés), *Joonggang Ilbo*, 5 février 2005, <http://joonggangdaily.joins.com/200502/04/200502042241418509900090309031.html>.
11. "North Deploys New 4,000 km Range Missiles" (La Corée du Nord déploie de nouveaux missiles d'une portée supérieure à 4 000 km), *Chosun Ilbo*, 5 mai 2004, <http://english.chosun.com/cgi-bin/printNews?id=200405040031>; voir également "Report: NK Missiles Could Hit U.S." (Rapport : les missiles nord-coréens peuvent frapper les États-Unis), *CBSNews.com*, 4 août 2004, <http://www.cbsnews.com/stories/2004/06/22/world/main625301.shtml>.
12. "Annex 8: North Korea and Weapons of Mass Destruction: US Department of Defense Estimate of North Korean Actions and Intentions Involving Nuclear, Bio-logical, and Chemical Weapons" (Annexe 8 : la Corée du Nord et les armes de destruction massive : estimations du département de la défense des États-Unis sur le niveau d'actions et d'intentions de la Corée du Nord dans les armements nucléaires, biologiques et chimiques), *Analytical Center for Non-Proliferation Problems*, 2005, <http://npc.sarov.ru/english/digest/52002/appendix8.html>.
13. "United Nations Command/Combined Forces Command Backgrounder No. 13: North Korean Military Capabilities" (Document d'information n° 13 à l'intention du commandement des Nations Unies - commandement des forces combinées : les capacités militaires de la Corée du Nord), *Public Affairs Office*, Forces des États-Unis en Corée, janvier 1998, <http://www.korea.army.mil/pao/backgrounder/bg13.htm>.
14. "Korea as World's 10th Largest Economy" (La Corée du Sud parmi les 10 premières économies du monde), *Korea.net*, 31 janvier 2005, http://www.korea.net/news/issues/issueDetailView.asp?board_no=6103.
15. "ROK Air Force Equipment" (L'équipement de la force aérienne de la République de Corée), *GlobalSecurity.org*, n.d., <http://www.globalsecurity.org/military/world/rok/rokaf-equipment.htm>.
16. "South Korea Plans Significant Defense Budget Increases" (La Corée du Sud prévoit d'augmenter significativement le budget de la défense), *Defense Industry Daily*, 30 mars 2005, <http://www.defenseindustrydaily.com/2005/03/south-korea-plans-significant-defense-budget-increases/index.php>.
17. Kim Min-seok et Brian Lee, "Key Defense Mission to Go to Korean Military" (Les missions clés de défense auxquelles devront faire face les militaires coréens), *Joonggang Ilbo*, 11 avril 2005, <http://joonggangdaily.joins.com/200504/10/200504102253445679900090309031.html>.
18. "U.S. Requests Koreans Share in C4I Modernization Costs" (Les États-Unis demandent à la Corée du Sud de partager les coûts de modernisation de son système C4I), *Chosun Ilbo*, 18 octobre 2004, <http://english.chosun.com/w21data/html/news/200410/200410180019.html>.
19. Sang-Ho Yun, "1,000 Guided Missiles to Be Introduced to Counter North Korean Artillery" (1 000 missiles guidés à fournir pour pouvoir contrer l'artillerie nord-coréenne), *Donga Ilbo*, 10 avril 2005, <http://english.donga.com/srv/service.php3?biid=2005041158378>.

20. "Syria: Missile Development" (Développement de missiles en Syrie), *Risk Report* 3, n° 2 (mars-avril 1997), <http://www.wisconsinproject.org/countries/syria/missiles.html>.

21. Déclaration par le secrétaire aux forces aériennes, M. James G. Roche, et par le général John P. Jumper, armée de l'air des Etats-Unis, ancien chef d'état-major des forces aériennes, devant le comité forces armées de la chambre des représentants, concernant la demande d'autorisation du budget du département de la défense nationale pour l'armée de l'air, 26 février 2004, *108e Congrès, 2e session*, <http://www.house.gov/hasc/openingstatementsandpressreleases/108thcongress/0402-26roche.html>.

22. Adam J. Hebert, "Keeping Watch on Korea" (Garder la Corée sous surveillance), *Air Force Magazine* 87, n° 6 (juin 2004), <http://www.afa.org/magazine/june2004/0604korea.html>.

23. Steven J. Zaloga, "The Evolving SAM Threat: Kosovo and Beyond" (L'évolution de la menace SAM : le Kosovo et au-delà), *Journal of Electronic Defense*, 1 mai 2000, <http://static.highbeam.com/j/journalofelectronicdefense/may012000/theevolingsamthreatkosovoandbeyond>.

24. Adam J. Hebert, "Airpower for a Big Ocean" (La force aérienne pour un vaste océan), *Air Force Magazine* 87, n° 7 (juin 2004), <http://www.afa.org/magazine/july2004/0704airpower.html>.

25. Ho-Won Choi, "Future of the Security of the Korean Peninsula and USFK" (L'avenir de la sécurité de la péninsule coréenne et les forces des Etats-Unis en Corée), *Donga Ilbo*, 3 novembre 2004, <http://english.donga.com/srv/service.php3?bicode=050000&biid=2004110467718>.

26. Sang-Ho Yun, "U.S. 2nd Infantry Division to Transform into a Next-Generation Unit This Summer" (Transformer dès cet été la 2^e Division d'infanterie des Etats-Unis en unité de nouvelle génération), *Donga Ilbo*, 6 mars 2005, <http://english.donga.com/srv/service.php3bicode=050000&biid=2005030750118>.

27. Chae Byung-gn et Brian Lee, "LaPorte Says U.S. Focus Will Stay on Korea" (Le général LaPorte déclare que la mission des Etats-Unis reste focalisée sur la Corée), *Joongang Ilbo*, 7 janvier 2005, <http://joongangdaily.joins.com/200501/07/200501071553312579900090309031.html>.

28. Victor Cha, "Focus on the Future, Not the North" (Se concentrer sur l'avenir plutôt que sur la Corée du Nord), *Washington Quarterly*, Hiver 2002-2003, 98-100.

29. "North Manual Says U.S. Aims at Leaders" (Le manuel militaire de la Corée du Nord déclare que les Etats-Unis visent les leaders), *Joongang Ilbo*, 8 avril 2005, <http://joongangdaily.joins.com/200504/07/200504072231231939900090209021.html>.

Origines de l'armée de l'air royale du Bahreïn

PAR LE COLONEL HAMAD ABDULLA AL-KHALIFA, COMMANDANT DE LA FORCE AÉRIENNE ROYALE DE BAHREÏN

Résumé de l'éditeur : Le colonel Al-Khalifa nous décrit brièvement l'évolution de la jeune et dynamique force aérienne du Royaume de Bahreïn

Bien que le Royaume du Bahreïn soit un petit pays, géographiquement parlant, un certain nombre de caractéristiques lui ont permis de devenir une des nations les plus progressistes au Moyen Orient et en Asie. A cause de sa situation unique et de son statut industriel, beaucoup de banques et de sociétés internationales ont décidé de faire de Bahreïn le centre de leurs opérations au Moyen Orient. Le pays possède en outre des ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz naturel, et accueille des exploitations industrielles comme une usine pétrochimique, une fabrique d'aluminium, une cale-sèche pour la maintenance de navires et des raffineries de pétrole. Qui plus est, les citoyens bahreïniens – ressource humaine du pays – sont très compétents dans toutes les professions associées à ces activités et sont capables de protéger les ressources de leur pays et de préserver sa liberté. Une force militaire dévouée et compétente composée de citoyens du Bahreïn assure la sécurité de ces actifs et la défense du pays.

L'armée de défense du Bahreïn, créée en 1968, comprend une armée de l'air moderne, une infanterie et des forces navales. En 1974 pour se développer, l'armée de l'air du Bahreïn envoya dans un premier temps beaucoup de son personnel dans des pays amis, pour recevoir une formation en pilotage et en maintenance d'avions. L'armée de l'air acheta en même temps des avions à réactions, et tout l'équipement nécessaire au support et autres matériels indispensables. Quand ce matériel commença à être livré au Bahreïn, les équipa-

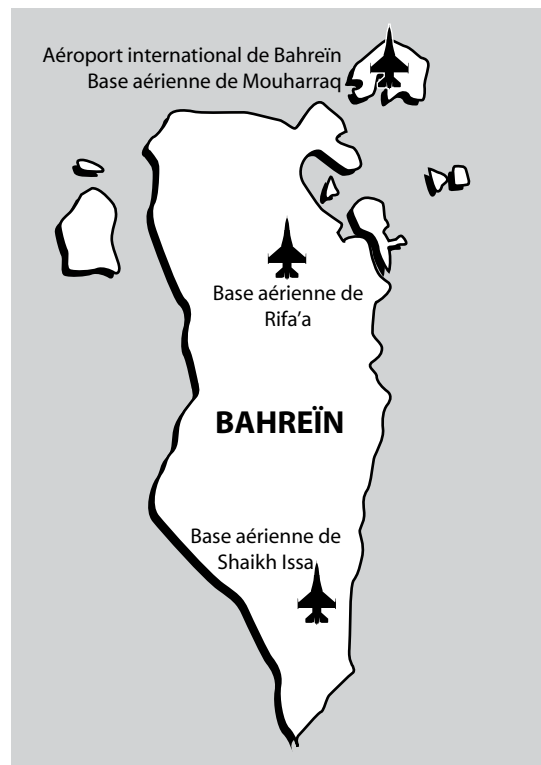


Figure. Sites des bases de l'armée de l'air royale du Bahreïn

ges navigants et de maintenance terminaient leur formation à l'étranger. Ces événements conclurent avec succès le premier stade de l'instauration de l'armée de l'air et nombreux autres développements suivirent rapidement.

En 1976, l'Armée de l'air établit une escadille à la base aérienne de Rifa (voir fig.)

comportant une modeste flotte de 4 hélicoptères Bo-105 fabriqués en Allemagne¹. Les opérations ont commencé rapidement et du fait de la situation du Bahreïn, ces appareils se révélèrent essentiels pour beaucoup de missions de recherche et sauvetage. En 1978, 12 hélicoptères AB-212 Twin Huey d'Agusta Bell vinrent s'ajouter à l'escadrille. Etant donné que les pilotes et techniciens étaient déjà qualifiés et préparés à voler sur ces appareils, les opérations commencèrent dès que les équipages se joignirent à l'escadrille. Ces hélicoptères furent associés à des plateformes de pays voisins et d'autres forces amies à l'occasion de plusieurs opérations de recherche et sauvetage locales ou régionales et d'exercices d'entraînement, y compris au sauvetage de personnel de la marine des Etats-Unis après une attaque missile sur le *USS Stark* pendant la guerre Irak-Iran.

Chasseurs à réaction

Au moment de la formation de l'armée de défense et de l'introduction de plusieurs systèmes d'armes, les officiels bahreïniens reconnuèrent l'importance de posséder des chasseurs à réaction capables de défendre l'espace aérien du pays. Bahreïn acquit donc en 1985 le F-5, meilleur chasseur à réaction d'exportation disponible et forma le 6ème Escadron de chasse de la base aérienne de Muharrag (voir fig.). Les équipages des pilotes et techniciens bahreïniens avaient suivi simultanément l'entraînement et se préparèrent à mener les opé-



Chasseurs à réaction

rations à l'arrivée des chasseurs. Cette jeune armée, appelée au début *Bahreïn amiri Air Force*, conduisit des opérations d'hélicoptères et de chasseurs et commença à construire la base aérienne de Shaikh Isa (voir fig.), qui allait devenir une des bases les plus importantes de la région.² Lorsque les pilotes et les techniciens maîtrisèrent les opérations de F-5, ils commencèrent un entraînement sur F-16, chasseur encore plus moderne. Les F-16 arrivèrent en 1990, et la base aérienne de Shaikh Isa fut ouverte au sud de Bahreïn. L'année suivante, ces nouveaux F-16 bahreïniens et les F-5 participèrent à la guerre de libération du Koweït.

Exercices d'entraînement et exercices interarmées

Le rôle de l'entraînement dans la préparation des membres de l'armée de l'air du Bahreïn est fondamental pour faire fonctionner les systèmes modernes qu'ils emploient ; on créa donc l'Institut technique de l'armée de l'air royale du Bahreïn afin d'instruire à tous les niveaux, depuis les matières de base jusqu'aux cours techniques les plus poussés, nécessaires pour posséder les compétences spécialisées. L'Institut offre également des cours de préparation aux officiers et autres membres, en vue de formations à l'étranger. Par exemple, pour continuer à développer et préparer ses futurs dirigeants de haut niveau, l'armée de l'air royale du Bahreïn sélectionne chaque année quelques officiers pour suivre des cours spécialisés avancés aux Etats-Unis ; ceci fait partie d'un plan annuel d'entraînement. Certains de ces cours sont offerts par *Air University's Squadron Officer School* (Ecole des officiers d'escadre de l'université de l'air), *Air Command and Staff College* (College du commandement et de l'état major de l'air), et *Air War College* (College de guerre de l'air), situés à Maxwell en Alabama. En outre, sous le commandement et avec les bénédictions du commandant suprême, Sa Majesté, l'armée de l'air créa l'Unité d'entraînement, qui utilise fréquemment des avions *Firefly* pour la formation aérienne de base³. L'entraînement avancé

inclura bientôt les simulateurs plus sophistiqués BAe Hawk⁴.

Les exercices forment des esprits réalistes, renforcent l'intégration entre les différents niveaux du commandement et jouent un rôle important dans la préparation et la réussite des opérations ; Bahreïn a par conséquent insisté pour participer à tous les exercices d'entraînement avec ses voisins et autres nations amies. Des exercices comme *Peninsula Hawk* et *Gulf Spears* sont effectués chaque année et incluent des forces appartenant aux membres du Conseil de Coopération du Golfe (*Gulf Cooperation Council – GCC*), qui partagent le sens de la coopération et des intérêts communs. Bahreïn participe à un autre exercice, *Initial Link*, qui favorise l'organisation et le management des forces aériennes du GCC, des Etats-Unis et d'autres nations amies. Bahreïn se joint également à l'armée de l'air des Etats-Unis dans *Blue Flag*, un exercice de commandement et contrôle qui a lieu aux Etats-Unis.

Hélicoptères d'attaque

Depuis que les forces au sol de Bahreïn se sont équipées des armes les plus modernes et de véhicules blindés, elles ont formé des escadrons d'hélicoptères AH-1 Cobra pour fournir le support aérien direct rapproché à ces forces⁵. L'année 1994 en particulier vit la formation du 8ème escadron d'hélicoptères, suivi de la création du 9ème escadron d'hélicoptères en 1997, les deux unités volant avec cet important système d'armes. Les Cobras représentent une force de dissuasion significative aux côtés des forces terrestres.

Systèmes de défense aérienne et opérations aériennes et Centre de défense aérienne

En 1999, à cause d'un besoin de coordination entre l'armée de l'air et les Systèmes de défense aérienne, l'*Air Defense Wing* (Esca-

drille de défense aérienne) – consistant en missiles Phase III de HAWK – tomba sous la coupe de l'armée de l'air⁶. L'escadrille travaille en coordination avec les diverses autres unités de l'armée de l'air pour sécuriser avec compétence et efficacité l'étendue du Royaume. En outre, la disponibilité de radars d'alerte précoce a mené à la formation du Centre des opérations aérienne et de la défense aérienne qui connecte les divers secteurs de l'armée de l'air pendant les opérations aériennes et maintient une liaison permanente avec les centres opérationnels des armées voisines et amies.

Mobilité aérienne

L'avion BAe146-RJ85 fut à la base de la création de l'Escadrille mobile de l'armée de l'air royale du Bahreïn à cause de la nécessité de mobilité aérienne⁷. D'autres appareils de mobilité s'ajouteront dans un proche avenir à l'inventaire de l'unité.

Conclusion

En passant par toutes ces modestes phases de développement depuis le milieu des années 70, l'armée de l'air royale du Bahreïn est devenue une puissance effective dans la région. Les membres fidèles de l'armée de l'air font preuve d'un esprit persévérant et de détermination pour remplir leur devoir national de protéger les actifs culturels de Bahreïn qui se sont accumulés tout au long de nombreuses années d'éducation. Jusqu'à maintenant, le Bahreïn s'est appliqué à offrir à ses citoyens tout ce qui pourrait les aider à réaliser leurs rêves d'une vie libre et riche et contribuer à l'honneur et à la gloire de notre Royaume, en suivant l'exemple de notre principal modèle, sa Majesté le Roi Hamad ben Isa Al-Khalifa, roi de Bahreïn et commandant suprême de l'armée de défense. Dieu le sauve et le protégé ; il a allumé la flamme qui a créé cette armée. □

Notes

1. Le Bo-105 est un hélicoptère bimoteur fabriqué à l'époque par Messerschmitt-Bölkow-Blohm en Allemagne de l'Ouest. Les armées l'utilisent encore dans le monde entier pour les évacuations sanitaires, en grande partie à cause de sa fiabilité, de la hauteur de dégagement de plus de 2,75 m de son rotor principal et de plus de 2,15m de son rotor de queue. Ses portes – coquille arrières facilitent le chargement et le déchargement.

2. L'armée de l'air royale du Bahreïn s'appelait au départ, armée de l'air *amiri* du Bahreïn, mais lorsque le Bahreïn est devenu une monarchie, les forces armées ont été renommées en conséquence.

3. Le commandement de l'éducation aéronautique et de l'entraînement de l'armée de l'air des Etats-Unis utilise également le T-3A *Firefly*, un avion à Hélice qui remplaça le T-41, pour tester les candidats pilotes en les soumettant à des configurations de trafic militaire, aux acrobaties et aux vrilles.

4. Au début de 2003, Bahreïn signa un accord pour six simulateurs d'avion à réaction biplaces BAe Hawk 127, fabriqués par BAe Systems. L'équipe d'acrobatie aérienne des *Red Arrows* de l'armée de l'air royale britannique a volé sur des appareils de la famille des Hawk dès son entrée en service en 1976. Depuis lors, BAe Systems a construit plus de 800 simulateurs et avions opérationnels et en a exporté un certain nombre vers 15 pays.

5. Le AH-1 Cobra, est une évolution du UH-1 Huey développé à l'origine pour l'armée américaine au milieu

des années soixante. Le Cobra original gardait le moteur du Huey, la transmission et d'autres parties majeures mais son fuselage bombé était remplacé par un fuselage à profil fin et une assise en tandem... Les premières missions du Cobra sont l'appui feu rapproché (*Close Air Support* – CAS) d'hélicoptères, l'escorte d'hélicoptères de transport ou de convois au sol, la reconnaissance armée, l'attaque air-air d'hélicoptères, les opérations anti-navigation et la coordination et le contrôle final d'avion de CAS, d'artillerie, de mortiers et de fusillade navale. Il est le seul hélicoptère d'attaque occidental ayant démontré sa capacité missile air-air et antiradar. "AH-1 Cobra" *Global Security.Org*. <http://www.globalsecurity.org/military/systems/aircraft/hawk.htm>.

6. Le système missile sol-air *Homing All the Way Killer* (HAWK) « offre une défense aérienne à moyenne portée, aux altitudes basse et moyenne, contre toute une variété de cibles, y compris les appareils à réaction et à voilures tournantes, les drones, les missiles de croisière. C'est un système hautement mortel, mobile, par tout temps, de nuit comme de jour, qui est fiable et efficace contre les contre-mesures électroniques. » "HAWK", *GlobalSecurity.org*. <http://www.globalsecurity.org/space/systems/hawk.htm>.

7. Le BAe146-RJ85 est normalement utilisé comme un avion de ligne régional, transportant 70-82 passagers.



La mission du conseil de l'aviation de combat

PAR LE COMMANDANT IOANNIS KOSKINAS, USAF

Une rubrique qui comporte de courts articles qui traitent succinctement des questions importantes, passibles de poursuites. En peu de pages, ces articles énoncent l'origine d'un problème, discutent les considérations appropriées et décrivent les solutions potentielles. Ils sont souvent lus par les états-majors de commandement, les hauts fonctionnaires américains et par la communauté nationale en charge de la sécurité des Etats-Unis pour leurs synthèses des problèmes complexes et aident les décideurs à sélectionner des politiques de rechange et à prendre des décisions appropriées.

Jusqu'à tout récemment, le plus grand apport du conseil de l'aviation de combat (*Combat Aviation Advisory* – CAA) consistait à empêcher que des « feux de brousse » ne dégénèrent en « alertes au feu multiples ». En d'autres termes, le CAA fonctionnait au mieux quand il s'appliquait à soutenir une nation hôte avant que ne s'y développe une situation d'urgence majeure. Même si la situation actuelle en Irak ne suit pas ce modèle, en réalité, *Operation Iraqi Freedom* met en avant l'idée selon laquelle l'armée de l'air doit accroître les capacités de son CAA de façon à soutenir les objectifs à long terme des Etats-Unis. En fait, le CAA s'avérera efficace s'il développe un pouvoir de contre-insurrection (*Counterinsurgency* – COIN) crédible.

Peu de personnes remettent en question la valeur sûre que représente la mission du CAA qui, de l'avis de certains des soutiens de l'armée de l'air, doit être multipliée par trois à quatre fois sa taille actuelle. Alors que personne ne conteste l'importance du CAA dans des pays tels que les Philippines ou la Colombie, il semble que la plupart des aviateurs – y compris les supporters les plus fervents de la mission du CAA – n'arrivent pas à compren-

dre la nécessité d'introduire en Irak de solides capacités du CAA. Bien que l'on puisse justifier de la croissance du CAA en évoquant les opérations menées à travers le monde, *Operation Iraqi Freedom* prouve la valeur et l'urgence absolues de cette organisation. Malheureusement, le CAA n'a eu que peu de répercussions sur la situation actuelle de l'Irak. Puisque le CAA est propre à l'armée de l'air, il est logique que ces aviateurs en forment d'autres.

La force multinationale en Irak (*Multinational Force-Iraq* – MNF –I) pense que la formation, l'accompagnement et le développement d'un appareil de sécurité irakien sont des mécanismes propres à construire une légitimité locale et à diminuer le besoin d'une force de coalition irakienne. En fin de compte, l'évidence historique semble indiquer qu'une armée locale formée et entraînée correctement est plus efficace pour vaincre une insurrection. Puisque les efforts à long terme tels que ceux menés dans les opérations COIN le sont mieux par une armée locale que par une armée tierce, il serait bon que les Etats-Unis entament une saine stratégie de désengagement de l'Irak. Dans un futur qui n'est pas si lointain, les bombes américaines qui tombe-

ront des avions marqueront l'échec de la stratégie de notre campagne en vue de « dés-américaniser » les opérations COIN dans ce pays.

Pour adapter la transformation d'une COIN de direction américaine à un pouvoir totalement irakien, MNF-I a mis en place un commandement de transition multinational de sécurité (*Multinational Security Transition Command-Iraq* – MNSTC-I) en tant qu'élément subordonné majeur. Le potentiel des forces irakiennes de sécurité gagnera vite en efficacité et dès lors, les forces de coalition pourront alléger leur influence en Irak – tout cela grâce à l'importance accordée par MNSTC-I au développement de ces forces de sécurité. Le nombre et la capacité de leurs forces allant croissant, les forces irakiennes au sol (militaire et de police) ont commencé à assumer un rôle plus actif dans la direction des opérations COIN.

Tel n'est pas le cas de l'armée de l'air irakienne. Tandis que les forces de sécurité au sol se vantent d'atteindre le nombre de 180.000 personnes, son armée de l'air connaît une croissance effective de 162 personnes à un peu plus de 500, encore cela est-il récent. L'armée de l'air a commencé par accepter des avions de différents pays, se concentrant sur le renseignement, la surveillance et la reconnaissance, le pont aérien et la sécurité des personnalités. En matière de stratégie, comme faisant partie d'un plan de campagne plus vaste en Irak, les Etats-Unis se sont investis davantage dans l'armée de l'air irakienne qui assume avec succès les responsabilités de l'élément air des opérations COIN pour vaincre l'insurrection et établir un ordre intérieur pour le « nouvel » Irak. Pour compliquer les choses, bien que la force multinationale irakienne soit dotée d'un élément de coordination air et que le corps d'armée multinational irakien dispose d'un officier de liaison de l'armée de l'air qui sont les principaux officiers conseillers et de liaison avec le commandant de l'élément air des forces de coalition, le commandement multinational de sécurité de transition irakien n'a aucun élément de liaison officiel avec le CFACC. Le CFACC est conscient de ce problème et l'armée de l'air du commandement central tente d'y remédier.

La vérité est toute simple. Puisque les aviateurs sont les mieux placés pour développer une armée de l'air, on doit confier aux aviateurs américains la direction du développement de l'armée de l'air irakienne. Seule la 6ème escadrille des opérations spéciales (*Special Operations Squadron* - SOS), sous l'autorité du commandement des opérations spéciales de combat des Etats-Unis, mais seulement composée d'aviateurs de l'armée de l'air des Etats-Unis, est spécifiquement habilitée à conduire la mission du CAA.

Pour estimer le pouvoir aérien de l'Irak, la 6ème SOS – seule unité de la FID (*Foreign Internal Defence*), devrait se déployer dans l'immédiat pour mettre en place un plan de développement de l'armée de l'air irakienne. Après tout, l'évaluation de forces aériennes étrangères est l'une des tâches premières de cette escadrille. En raison de la taille de l'armée de l'air irakienne, actuelle et en projet, il n'est pas nécessaire que l'armée de l'air des Etats-Unis envoie des équipes conseil en grands nombres, mais le fasse selon le concept Alpha/bravo du détachement de l'aviation opérationnelle. Cette approche fournira une équipe conseil unique qui ne se contentera pas d'assister sur le plan de la formation de vol, mais conseillera également sur la maintenance, l'approvisionnement, les munitions, la sécurité au sol, la survie, et les autres fonctions essentielles de l'aviation. En vérité, bien que quelques personnes puissent faire des conjectures sur les besoins de la mission du CAA en Irak, seuls les conseillers de l'aviation de combat ont les moyens d'estimer, de former, de conseiller et d'assister une armée de l'air étrangère dans l'emploi du personnel de l'air, son maintien et l'intégration de sa force.

Le commandement de l'école de l'air et de la formation devrait prendre la tête de l'enseignement initial des aviateurs irakiens en mettant en place les premières écoles spécialisées et en délivrant l'enseignement comportemental de base, intermédiaire et supérieur. Toutefois, le commandement des opérations spéciales de l'armée de l'air – en particulier la 6ème SOS – devrait assumer les tâches essentielles à la fois de conseil et d'assistance directe et aussi d'intégration de la force. Nous devons

porter notre attention sur ce problème sans délai car l'armée de l'air des Etats-Unis doit jouer un rôle premier plan en convertissant les capacités naissantes de l'armée de l'air de l'Irak en un solide pouvoir COIN, donnant ainsi au gouvernement irakien un élément air viable qui pourra se joindre aux unités irakiennes de contre-révolution au sol.

La somme de travail accomplie par le FID dans la zone de responsabilité du Commandement central des Etats-Unis justifierait l'éclatement de l'escadrille des forces du CAA du ministère de la défense en unités multiples, dont une escadrille complète du CAA concentrée sur l'Irak. Après tout, il s'agit là d'une solution de gestion économique des forces. La capacité à conseiller les forces aériennes étrangères – en fait, en les assistant dans leur pouvoir de COIN – signifie qu'il ne nous est pas forcément nécessaire d'engager un grand nombre de troupes américaines pour combattre une insurrection ou une subversion naissante dans des pays où nous avons des intérêts.

Plus nos militaires retarderont l'accroissement des capacités de son CAA, moins nous réussirons dans la guerre que nous menons en Irak et contre le terrorisme mondial. Le

courant de pensée actuel tient pour acquis que malgré la capacité des troupes terrestres irakiennes à diriger des opérations de contre-insurrection au sol dans un proche avenir, la force aérienne de coalition devra fournir une aide aérienne rapprochée pendant un temps certain. Mais la logique d'un tel raisonnement est prise en défaut. Si l'on prend en compte la capacité de l'ennemi à dénaturer les opérations d'informations, on comprend clairement que l'irakisation des opérations de contre-insurrection doit se faire aussi bien dans les airs qu'au sol. Une approche déséquilibrée qui promet des opérations COIN, où des irakiens composent l'essentiel de l'élément terre et où des Américains/Anglais composent l'essentiel de l'élément air, aura l'effet d'un pétard puisque les insurgés continueront d'utiliser la propagande pour mettre l'aide de la coalition dans les airs en coupe réglée. Les militaires de l'air doivent créer une stratégie de sortie efficace qui permettra un transfert des avantages asymétriques de leur position de contrôle à la nouvelle structure militaire irakienne et réduira l'influence de la force aérienne de combat américano/anglaise dès que cela sera réalisable. □

L'Irak écartelé entre deux formes de terrorisme

PAR LE GÉNÉRAL DE BRIGADE D'ÉTAT MAJOR QAA'ID KERISH MASHTHOOB AL-KHUZAA'I,
ARMÉE DE L'AIR IRAKIENNE*



Au nom de Dieu, le Clément et le Miséricordieux

Le coup d'état qui a conduit le parti Baas au pouvoir en Irak, le 17 juillet 1968, a ouvert une nouvelle page de l'histoire du pays. Les caractéristiques de cette période sanglante sont devenues claires quand certains membres du parti se sont

abattus sur les autres, à peine treize jours plus tard. Tous les Irakiens dont les opinions différaient des Baasistes ont été liquidés. Les assassinats ne se sont pas arrêtés aux opposants du pouvoir en place, mais ont également touché les membres de leurs familles, jusqu'au sixième

*Les membres de la famille du général Al-Khuzaa'i ont pris part au soulèvement de 1991 contre Saddam et ont payé un lourd tribut. Son cousin, le capitaine Imad du corps des ingénieurs a été tué par la garde spéciale républicaine. Le plus jeune frère du général Al-Khuzaa'i, Ra'id, a été exécuté à l'âge de 16 ans. Son cousin Firas a subi le même sort à l'âge de 20 ans et son corps n'a jamais été retrouvé. Son oncle Muhsin a, lui aussi, été assassiné. Le général, lui-même, a été démis de ses fonctions militaires en raison de ses opinions politiques et placé sous surveillance. Il a subi les persécutions du régime de Saddam et a été, à de nombreuses reprises, interrogé par les services de sécurité et de renseignements. Alors qu'il enseignait à l'université militaire Al-Bakr, il a constitué un groupe de dissidents formés d'élèves officiers et de professeurs de l'école militaire.

degré de parenté. Nadhim Gzar a dirigé les massacres perpétrés par ses forces générales de sécurité, tueries suivies par l'exécution des espions présumés et par l'extermination systématique de tous les opposants au régime. En résumé, Saddam Hussein a pris le commandement effectif de l'Etat en 1979, après avoir exercé un véritable pouvoir et une forte influence pendant le mandat de son prédécesseur, le général Ahmed Hassan Al-Bakr.

Dès sa nomination officielle en tant que président, Saddam a rapidement ordonné l'exécution des camarades qui avaient simplement murmuré leur opposition aux méthodes qu'il avait utilisées pour prendre le contrôle. Quelques mois plus tard, il plongeait le pays dans une guerre contre l'Iran, et alors que les plaies causées par ce conflit se fermaient à peine, Saddam entraînait l'Irak dans la guerre contre le Koweït. Je ne parlerai même pas des massacres des Chiïtes et des Kurdes lors de l'insurrection populaire de 1991 postérieure à la première guerre du Golfe, ni des assassinats de tous ceux qui semblaient s'opposer au régime, de quelque manière que ce soit. Des générations de bandits ont grandi en commettant ces massacres, en violant les droits de l'homme et en tuant la liberté. En réalité, l'Etat a mené un terrorisme essentiellement contre son propre peuple, puis contre les nations voisines et finalement contre l'humanité entière.

Je ne souhaite pas formuler d'accusations contre les nombreux pays qui ont renforcé le régime de Saddam dans la mise en œuvre de ce terrorisme. Mais, il est vrai que la France et la Russie lui ont apporté un soutien très fort en lui fournissant armes et équipements modernes. Elles ont bradé à bas prix leur humanité en vendant ces matériels à l'Irak. Je ne souhaite pas non plus écrire l'histoire sanglante de Saddam Hussein qui nécessiterait de très longs récits. Mais, j'aimerais relier le terrorisme pratiqué par Saddam et sa clique baasiste à ce que ces mêmes personnes ont fait subir au peuple irakien, depuis que les forces de coalition menées par les Etats-Unis ont renversé le régime de Saddam.

C'est à ce moment que les Baasistes trouillards, croyant que le peuple irakien allait littéralement les supprimer, ont fui vers leurs

reprises – certains d'entre eux vers d'autres pays arabes où ils ont rejoint les mouvements terroristes qu'ils y ont trouvé. Grâce à la longue tradition de clémence propre au peuple irakien, les Baasistes n'ont pas été poursuivis, mais laissés aux mains de la justice et de l'autorité. Toutefois, ces instances, y compris le conseil gouvernemental et les autres organes, se sont révélées faibles et n'ont pas nettement et fermement tenu ces criminels pour responsables de leurs exactions. Par conséquent, ces trouillards ont échappé au châtement. Ceux qui n'ont pas subi le courroux de l'aigle sont devenus insolents et se sont vengés contre le peuple irakien en faisant exploser des voitures chargées d'explosifs et en assassinant d'honorables membres de notre grande nation, en justifiant ce carnage au nom de la résistance.

Les corbeaux du mal ont hurlé à leur visage et les prétendus hommes de foi (les Imams du blasphème), que ce soit en Irak, en Jordanie, en Arabie saoudite, en Afghanistan ou ailleurs, ont incité les Irakiens et les autres à commettre des actes terroristes et les pires crimes qui soient tels que des massacres d'enfants, de femmes et d'hommes et des explosions aveugles dans les rues et sur les marchés du pays. Quelquefois, ils ont justifié leurs crimes en prétendant qu'ils visaient les Chiïtes ou les fonctionnaires du gouvernement – en plus de toutes les autres justifications infondées. Parce qu'ils ont complètement perdu la raison, ils ont lancé des attaques terroristes indescriptibles, indéfinissables et plus odieuses encore que tout autre crime ou acte de discrimination. Je me demande pourquoi cette nation est destinée à être toujours victime des intimidations et des meurtres commis par les Baasistes, autrefois comme maintenant.

Malheureusement, d'autres nations arabes et islamiques ont hésité à condamner ces actes de terrorisme vicieux. Pire encore, certains pays arabes ont scandaleusement aidé et soutenu le terrorisme en Irak. Les Imams provoquent leurs adeptes, comme si la religion était désormais centrée autour de Saddam et du parti Baas, en dépit des punitions et des humiliations sévères qu'il a fait subir à tous les Arabes. En outre, des superpuissances, telles que la France et la Russie, ont gardé le silence face à ces assassinats,

sans prononcer le moindre mot de condamnation. A croire qu'elles souhaitent le retour d'un Saddam et le rétablissement de leur relation confortable qui a permis au tyran de commettre des crimes contre l'humanité.

Beaucoup estiment que les Etats-Unis ont envahi l'Irak. Selon moi, c'est pour libérer mon pays du régime d'un tyran et de ses complices qu'ils sont venus. En fait, Saddam a permis l'arrivée des Américains en Irak, en raillant toutes les valeurs humaines et les relations sociales et en affichant un mépris à l'égard de son peuple ainsi qu'envers les autres nations du monde. Il a imaginé que personne ne lui barrerait la route. C'était oublier le pouvoir de Dieu qui a armé le courage des Américains venus libérer l'Irak, après le décès de tant de leurs compatriotes lors des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Après la chute du régime de Saddam, nous avons pu constater l'importance du lien qui existe entre Al-Qaeda et lui, révélé par l'envoi en Irak d'Abu Musab al-Zarqawi et les opérations terroristes menées dans le pays après la libération. La meilleure justification à la libération de l'Irak n'est pas la possession par Saddam d'armes de destruction massive – même s'il n'aurait sans doute pas hésité à s'en servir pour détruire la race humaine, s'il en avait eues et si les Etats-Unis n'avaient pas exercé une pression constante sur son régime. En fait, la meilleure raison de libérer l'Irak repose sur l'orientation terroriste du régime de Saddam à tous les niveaux, intérieur comme extérieur, et sur sa détermination à

obtenir des armes de destruction massive par tous les moyens possibles.

Pour le dire simplement, l'Irak continue à vivre écartelé entre deux formes de terrorisme, celui du régime de Saddam d'avant la libération et le terrorisme actuel, conséquence directe de la destruction du régime irakien et de l'assassinat de son peuple. En effet, de nombreux Irakiens n'ont toujours pas retrouvé les membres de leurs familles, y compris dans les fosses communes. Par ailleurs, la nation pâtit de la destruction de ses infrastructures et le retard économique empoisonne le peuple irakien.

Ô peuple d'Irak, que tes foules se rassemblent dans l'unité de Dieu. Tous ceux qui ont eu assez de patience pour supporter la tyrannie et le terrorisme ont appris davantage de cette expérience que les montagnes ou les chameaux ne pourront jamais endurer. Continue à avancer sur le chemin de la patience, de la liberté et de la démocratie bâtie par tes fils généreux. Que Dieu puisse te protéger, ainsi que tous tes amis et tes honorables frères. Que ton unité ne soit pas mise à mal par les appels au mensonge et à la calomnie. Résiste contre les vents du racisme et du sectarisme levés par les malicieux et les vils surgis de la fange de l'histoire. Depuis toujours, tu es un peuple civilisé et doté de lois, une source de lumière étincelante pour le monde entier. C'est de ta terre qu'est né le premier code juridique. Ô mon pays, je te salue et je vis en ton sein et dans ton étreinte. Que Dieu puisse te protéger des actes déloyaux des rancuniers et des arriérés. □



PIREP est l'abréviation qu'utilisent les aviateurs pour Pilot Report (Rapport de pilote). Il permet à un pilote de transmettre des informations actualisées et potentiellement utiles à d'autres pilotes. De même, nous nous proposons d'utiliser cette rubrique pour communiquer à nos lecteurs des informations intéressantes sur la force aérienne et spatiale en particulier et les forces armées en général.

Le programme d'essais comparatifs de matériels étrangers

PAR LE LIEUTENANT COLONEL MARLON CAMACHO, USAF*

Il ne fait aucun doute qu'il arrive parfois aux membres des forces armées américaines déployées outre-mer à l'occasion d'opérations telles qu'*Iraqi Freedom* ou *Enduring Freedom* de remarquer l'utilisation par leurs partenaires au sein de la coalition d'un matériel qui se révèle particulièrement efficace lors des engagements avec l'ennemi. Il va de soi qu'ils se demandent probablement si leur Arme dispose du même matériel et, si ce n'est pas le cas, quand le ministère de la défense (*Department of Defense* – DOD) pourrait l'acquérir. Les combattants américains peuvent en fait mettre la main rapidement (dans un délai pouvant ne pas dépasser six mois) sur du matériel et une technologie étrangers supérieurs qu'ils observent lorsqu'ils servent dans des pays amis du monde entier. Nous pouvons le faire grâce au programme d'essais comparatifs de matériels étrangers (*Foreign Comparative Testing* – FCT) qui est géré par le service des essais comparatifs au sein du cabinet du sous-secrétaire d'état à la défense chargé de l'acquisition, de la technologie et de la logistique.¹ Des balles à la nanotechnologie, en passant par les installations de chargement d'aéronefs, le programme finance l'acquisition de matériel étranger, ainsi que les essais et l'évaluation de celui-ci. En outre, dans la mesure où le cabinet du ministre de la défen-

se (*Office of the Secretary of Defense* – OSD) et le Congrès approuvent les projets, le financement de leur acquisition est pratiquement engagé. Des candidatures de projets sont présentées tous les ans avant juin au cabinet du ministre de la défense qui dégage généralement les crédits aux alentours de la mi-octobre. Le programme d'essais comparatifs de matériels étrangers permet d'économiser du temps, de l'argent et des efforts si on le compare au long cycle traditionnel d'acquisition.

Depuis son lancement en 1980, ce programme a financé plus de 528 projets à hauteur de 932 millions de dollars, résultant en acquisitions dépassant 6,7 milliards en dollars constants 2005. Au cours des 20 dernières années, l'armée de l'air a reçu en moyenne 55 millions de dollars par an, ce qui a conduit à des acquisitions d'un montant dépassant 1 milliard de dollars. Grâce au programme, toutes les Armes et le commandement américain des opérations spéciales ont la possibilité de profiter des technologies de nos alliés et de fournir rapidement à leurs combattants du matériel dont ils ont un besoin pressant. Chaque Arme dispose d'un service spécialisé qui se consacre au soutien et au renforcement du programme d'essais comparatifs de matériels étrangers, un effort qui suscite l'intérêt aussi bien des combattants que

*L'auteur dirige l'équipe d'essais comparatifs de matériels étrangers de l'armée de l'air au Pentagone, à Washington, DC.

des fournisseurs étrangers. Des représentants de chacune des Armes assistent à tous les principaux salons internationaux de l'aéronautique et visitent des installations industrielles dans divers pays à la recherche de matériels susceptibles de satisfaire les besoins de leur personnel.

La réussite des projets menés dans le cadre du programme d'essais comparatifs de matériels étrangers repose sur la production de matériels de défense de classe internationale par des alliés et d'autres pays amis, un appui vigoureux apporté par les utilisateurs américains, un besoin opérationnel légitime et un solide potentiel d'acquisition. Un grand nombre de ces projets ont réduit le coût total de possession des systèmes militaires, de même que les dépenses globales d'acquisition et de soutien. Ils ont également amélioré la standardisation et l'interopérabilité, ainsi que le soutien logistique mutuel entre alliés, tout en encourageant la coopération et l'interopérabilité internationales.

L'armée de l'air des Etats-Unis a toujours joué un rôle important dans le programme d'essais comparatifs de matériels étrangers en identifiant des ressources offertes par des pays alliés et amis comme solution à nos pénuries. Plusieurs exemples viennent à l'esprit. Ayant besoin d'un chargeur d'une capacité de 25 000 livres

pour ses avions-cargos, l'armée de l'air identifia deux sources étrangères pour un tel engin. A l'issue d'essais rigoureux menés conformément à ses normes, l'Arme détermina que l'un de ces candidats lui offrait le meilleur rapport qualité-prix et décida par conséquent d'acquérir auprès de celui-ci un chargeur léger de la prochaine génération (Fig. 1). L'Arme détermina également que le mesureur inertielle (*Inertial Measurement Unit – IMU*) à micro-système électromécanique (*Microelectromechanical System – MEMS*) (Fig. 2) offrait une solution au problème posé par la création d'un système de guidage plus compact, léger et efficace qui permettrait aux systèmes de missiles d'emporter une charge plus lourde et plus puissante. Pour terminer, l'armée de l'air avait besoin d'un stock plus important de munitions de 20 mm parce que son stock existant (déterminé pour répondre aux situations d'urgence uniquement) faisait long feu dans les chambres des canons, mettant ainsi les pilotes et les aéronefs en danger. Après avoir identifié plusieurs sources étrangères et en avoir choisi une, l'armée de l'air procède actuellement à des essais des munitions de substitution (Fig. 3) conformément aux normes et spécifications du ministère de la défense afin de déterminer si elles permettront d'éliminer la pénurie.



Figure 1. Chargeur léger de la prochaine génération. (Fabriqué par Static Engineering Pty, Ltd., Adelaïde, Australie.)



Figure 2. Mesureur inertiel à microsysteme électromécanique. (Fabriqué par BAE Systems, Farnborough, Hampshire, Royaume-Uni.)



Figure 3. Munitions de substitution de 20 mm. (Fabriquées par Diehl BGT Defence GmbH and Co. KG, Überlingen, Allemagne.)

Note

1. Le programme de mise en question des acquisitions de matériels de défense, qui représente un complément national du programme d'essais comparatifs de matériels étrangers, ressemble à ce dernier mais met l'accent sur la remise en question de la technologie et des solutions actuellement employées par les Etats-Unis grâce à des idées et solutions novatrices dont le combattant pourrait profiter. Pour plus de détails, voir *Foreign Comparative Testing Program*, <http://www.safia.hq.af.mil/fct> ; et *Comparative Testing Office*, <http://www.acq.osd.mil/cto>.



The Iraq War: A Military History (La guerre en Irak : une histoire militaire) de Williamson Murray et du général de division Robert H. Scales Jr. Belknap Press de Harvard University Press (<http://www.hup.harvard.edu>), 79 Garden Street, Cambridge, Massachusetts 02138, 2003, 368 pages, \$25,95 (cartonné)

The Iraq War arriva en librairie alors qu'une grande partie des troupes de la coalition participant à la guerre étaient encore engagées dans ce pays, patrouillant les rues de Bagdad et de Bassora. Ouvrage solidement documenté illustré de photographies et de cartes en couleur, il analyse les principales phases des combats de l'opération *Iraqi Freedom*, la bataille courte mais victorieuse menée contre les troupes du dictateur irakien Saddam Hussein en 2003. Même si l'étude constitue une contribution notable à l'histoire militaire, il est important d'examiner l'ouvrage d'un œil critique dans le contexte de la guerre permanente contre le terrorisme à l'échelle planétaire.

C'est au départ d'un œil relativement sceptique que j'ai regardé les « enseignements tirés » de *The Iraq War*, écrits à 5000 kilomètres d'un champ de bataille encore chaud. J'ai plusieurs fois marqué un temps d'arrêt devant des assertions infondées ou opinions qui semblaient aller au-delà de l'information historique. Ce « rapide coup d'œil » à la guerre n'est toutefois pas sans valeur. L'éminent historien John Lewis Gaddis décrit parfaitement cette valeur lorsqu'il écrit qu'il est « présomptueux » de conjecturer « si vite après l'évènement mais que c'est également nécessaire. En effet, même si l'*exactitude* des écrits historiques diminue au fur à mesure qu'ils se rapprochent de l'actualité – parce que les perspectives sont plus courtes et les sources moins nombreuses que lors de l'étude d'un passé plus éloigné – l'*intérêt* de tels écrits s'accroît » (c'est l'auteur qui souligne), (*Surprise, Security, and the American Experience* [Surprise, sécurité et l'expérience américaine] [Cambridge: Harvard University Press, 2004], 5).

Les auteurs ajoutent une dose de crédibilité à *The Iraq War*. Bien connu dans les cercles de l'histoire militaire, Williamson Murray enseigne à l'école de guerre de l'armée de terre américaine (*Army War College*). Historien diplômé de Yale University avec de nombreuses publications à son actif, il rédigea une partie substantielle de l'enquête sur la force aérienne dans la guerre du Golfe (*Gulf War Air Power Survey*),

(Washington, DC: *Department of the Air Force*, 1993) voilà plus de dix ans. Le général Scales, anciennement directeur de l'*Army War College* et maintenant en retraite, dirigea le projet d'étude de l'opération *Desert Storm* mené par l'armée de terre américaine et est l'auteur de *Certain Victory: The United States Army in the Gulf War* (Victoire certaine : l'armée américaine dans la guerre du Golfe), (Washington, DC: Brassey's, Inc., 1994), le compte-rendu officiel des opérations de l'armée de terre américaine lors de la guerre du Golfe, publié à l'origine par les services du chef d'état-major de l'armée de terre américaine en 1993. Il a lui aussi de nombreuses publications à son actif et participe à de nombreuses conférences à Washington, DC.

Ce livre, qui figure parmi les premières de nombreuses analyses de l'opération *Iraqi Freedom*, offre un solide récit de ce qu'un de mes amis qui participa au conflit appelle les « principaux mouvements musculaires » de la bataille. Il ne constitue toutefois pas un examen complet de la campagne intégrée d'une coalition interarmées et n'est pas du même calibre que la *Gulf War Air Power Survey*, basée sur les recherches menées par une équipe d'analystes spécialisés et publiée en plusieurs volumes un an environ après l'opération *Desert Storm* – la première guerre du Golfe. En fait, un sous-titre plus exact pour *The Iraq War* aurait pu être *A Soldier's Perspective* (La perspective d'un soldat) plutôt que *A Military History* (Une histoire militaire).

Dan le prologue consacré à l'opération *Desert Storm*, les auteurs affirment que l'« assaut aérien fut un exercice de sur destruction qui se prolongea pendant beaucoup trop longtemps » (p. 13) – une suggestion intéressante dont ils n'apportent aucune preuve. Un tel commentaire illustre une des plus grandes faiblesses de l'ouvrage : un manque de profondeur et de pondération lorsqu'il s'agit de la force aérienne et spatiale interarmées. L'analyse semble effectivement très bidimensionnelle et « surface centrique ».

Lorsque les lecteurs passent au conflit de 2003 en Irak, ils trouveront que l'analyse de la planification et de l'exécution des opérations aériennes interarmées est mince. D'après Murray et Scales, « En dépit de tout ce qu'on entend dire sur les opérations basées sur les effets (*Effects-Based Operations* – EBO) et l'évaluation opérationnelle nette, l'incompréhension de l'ennemi dans son pays – sa culture, ses valeurs, son système politique – mène

rapidement dans l'obscurité à un point où n'importe quelle hypothèse fera l'affaire » (pp. 182–83). Les auteurs ne semblent pas considérer l'opération *Iraqi Freedom* comme une bataille de la guerre plus large contre le terrorisme ni reconnaître que la campagne menée par la coalition en Irak s'est traduite par la participation d'alliés, de plusieurs organismes du gouvernement américain autres que le ministère de la défense et, en fait, de tous nos instruments de puissance nationale. Ils ratent une occasion d'étudier de plus près les aspects intéressants de l'utilisation à grande échelle des exercices avec équipes rouges et des jeux de guerre menés par le *US Central Command*, par la direction *Checkmate* (planification de l'application de la force aérienne et spatiale) de l'état-major de l'air, par l'agence d'étude et d'analyse de l'armée de l'air (*Air Force Studies and Analyses Agency*), ainsi que par la marine et l'armée de terre des États-Unis – entre autres.

The Iraq War néglige également certains progrès remarquables accomplis dans la conduite de la guerre depuis l'opération *Desert Storm* : l'évolution de la théorie des forces aérienne et spatiale, la promulgation de la doctrine des EBO à l'intention de la communauté interarmées, l'essor de nouveaux organismes et moyens spatiaux, les améliorations considérables réalisées dans les domaines des communications ainsi que du commandement et contrôle (C2) et la maîtrise accrue du niveau opérationnel de la guerre au centre multinational d'opérations aériennes et spatiales. Les auteurs mentionnent les fonctions C2 et les améliorations apportées aux véhicules aériens sans pilote mais ils les cataloguent jusqu'à un certain point comme améliorations de l'élément aérien au lieu d'évaluer leur effet sur le soutien des combattants de surface.

Pour l'aviateur ou l'officier interarmées qui étudie ce livre, les enseignements tirés, dont il est donné un aperçu dans le chapitre intitulé "*Air Campaign*" (Campagne aérienne), témoignent de certaines des perceptions erronées que l'on rencontre couramment à propos de la force aérienne et spatiale. Murray et Scales décrivent correctement les moyens C2 utilisés par la coalition pour assurer la liaison entre capteurs et exécuteurs comme « particulièrement impressionnants » (p. 182), reconnaissent l'effet psychologique dévastateur de la force aérienne sur les combattants irakiens (p. 180) et caractérisent le potentiel limité de renseignement humain en Irak comme un point faible. On ne peut nier que ces opinions et observations sont mesurées et défendables. Malheureusement, en mettant l'accent sur des détails isolés hors contexte, les auteurs ont tendance à ne pas voir la situation stratégique

générale (et pratiquement tout a un caractère stratégique dans la guerre moderne).

Une assertion en particulier, basée sur une hypothèse erronée, est peut-être due à un manque d'informations détaillées – qu'il est, comme on peut le comprendre, difficile d'obtenir quelques semaines à peine après la guerre. En particulier, Murray et Scales écrivent que « la situation est hautement ironique ici, dans la mesure où la plupart des théoriciens militaires des années 20 et 30 soutenaient que la force aérienne était une arme qui devait s'attaquer exclusivement au moral de l'ennemi » (p. 179). Cette déclaration n'est évidemment pas totalement fondée. L'idée d'énormes formations de bombardiers détruisant les villes (voire même utilisant des armes chimiques) qu'envisageait Giulio Douhet pour créer la terreur et briser le moral de l'ennemi culmina avec Billy Mitchell – et disparut en grande partie avec lui. La logique derrière cette idée était que le fait de causer des pertes importantes au départ réduirait le nombre des tués à long terme en obligeant l'adversaire à céder. Les failles de la théorie de Douhet résident dans les lois de la guerre, dans l'aversion morale pour l'idée de tuer des innocents délibérément et dans l'attente de la fragilité d'une population soumise à un siège aérien. La détermination des Britanniques lors des raids de zeppelin pendant la première guerre mondiale, puis de nouveau pendant la bataille d'Angleterre sert d'exemple. Les stratèges de l'*U.S. Army Air Corps* observaient et tiraient des enseignements.

Dans les années 30, l'école tactique du corps aérien (*Air Corps Tactical School*), implantée à Maxwell Field, dans l'Alabama, commença à disséminer une théorie du bombardement stratégique et du tissu industriel, présentant ainsi une vision nuancée de la force aérienne. Le bombardement de précision de jour devint l'objectif mais l'absence d'une technologie adéquate rendit une telle doctrine difficile et coûteuse à exécuter efficacement, entraînant le bombardement incendiaire et la destruction de villes, même si les points de visée des missions de bombardement américaines pendant la Seconde guerre mondiale étaient des objectifs militaires ou à deux usages. Il est évident que, si on appliquait les critères d'aujourd'hui, les dommages collatéraux infligés lors des bombardements de Ploesti et de l'opération *Overlord* auraient pu être considérés comme inacceptables mais ces actions représentent de bons exemples d'ensembles d'objectifs industriels choisis pour bloquer des opérations militaires – pas simplement pour tuer des civils, comme l'affirment certains. D'autres peuvent contester les intentions américaines dans

le domaine nucléaire, citant l'escalade sur le théâtre d'opérations du Pacifique, les raids de bombardement incendiaire et les attaques employant des bombes nucléaires mais même alors, le massacre massif de civils n'était pas ce que visait l'*Army Air Corps* – et n'a jamais été l'objectif de l'armée de l'air, même pendant la guerre froide.

Les EBO, qui sont critiquées par les auteurs, constituent désormais un concept opérationnel interarmées largement adopté. En dernier lieu, les technologies modernes permettent à la force aérienne et spatiale interarmées de réaliser le rêve des premiers théoriciens de l'*Air Corps*. Les planificateurs appliquent des stratégies de l'ère de l'information et s'efforcent avec acharnement de minimiser les pertes civiles directes. Nous nous efforçons même de minimiser les *désagréments* imposés aux civils lorsque nous essayons de produire des effets précis liés directement aux objectifs stratégiques. Il n'est pas « hautement ironique », comme le suggèrent les auteurs, que la coalition n'ait pas rasé Bagdad ni tué des gens impuissants dans une vaine tentative visant à faire pression sur un tyran (p. 179). Même s'il se peut que les forces armées américaines aient besoin de se réorganiser dans le domaine de la planification de l'après-guerre, les planificateurs de la campagne menée lors de l'opération *Iraqi Freedom* sélectionnèrent ou épargnèrent délibérément les objectifs de façon à établir les conditions permettant de gagner la paix à la fin des principales opérations de combat. Une culture militaire conforme à la morale a donné naissance à une philosophie qui exploite le potentiel de précision et profite des progrès réalisés en matière de technologie et d'organisation, ainsi que de la révolution des affaires militaires, afin de réduire le besoin de recourir à la force et d'éviter une dévastation à long terme. Cette position est intrinsèquement liée à la planification de l'après-conflit.

Les auteurs passent également sous silence le fait que nos moyens aériens et spatiaux interarmées – en particulier en termes de vitesse, de puissance et de précision – ont redéfini la masse, un principe historique de la guerre, tout en continuant à pouvoir invoquer l'impératif moral. Nous n'avons pas toujours besoin

de dizaines de milliers d'hommes pour nous emparer d'un aérodrome, d'une citadelle ou d'un village ; en fait, il est certain que la force aérienne et spatiale, appuyée par les forces spéciales, se révéla efficace en Afghanistan et dans l'ouest de l'Irak. Les planificateurs de la force aérienne réalisent – et les officiers interarmées intelligents le reconnaissent – que, même si la technologie ne rendra jamais la guerre antiseptique, les dommages collatéraux peuvent et doivent être limités autant que cela est réalisable.

Dans l'ensemble, il vaut la peine de lire *The Iraq War*. Même s'il se peut que les aviateurs cultivés soient gênés par plusieurs points, l'ouvrage est stimulant et offre des données de base solides sur les mouvements des forces de surface lors de l'opération *Iraqi Freedom* – avec un peu de chance, la dernière campagne terrestre de grande envergure à laquelle nous assisterons d'ici quelques années. La remarque que font les auteurs à propos des implications de la guerre en Irak mérite un dernier commentaire : « Les complexités culturelles et géopolitiques rendront le contrôle de l'Irak beaucoup plus difficile que pratiquement tout le monde l'avait prévu avant le début du conflit » (p. 254). S'ils croient que la « prise du contrôle de l'Irak » commença en 1990, je pourrais l'admettre. S'ils ne se réfèrent qu'aux opérations majeures de combat qui débutèrent en 2003, je dois dire « Absolument inexact ». Je ne connais aucun planificateur quel que soit son rang – interarmées, inter institutions et air – ayant déclaré que capturer Saddam et remettre l'Irak en état seraient aisés. Il ne fait aucun doute que les planificateurs des opérations interarmées et aériennes ont envisagé de nombreux scénarios pires que la réalité face à laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Peut-être la plus récente des guerres en Irak enseigne-t-elle aux planificateurs à tous les niveaux que le « meilleur des cas » pourrait représenter des défis différant considérablement de ceux que présente le « pire scénario » que nous prévoyons généralement.

Colonel Merrick E. Krause, USAF
Washington, DC



Lu pour vous

Les Ailes de 1940. Pilotes de chasse dans la bataille, par Patrick de Gmeline. Presses de la cité, Place des éditeurs S.A., 12, avenue d'Italie 75627 Paris cedex 13, 410 pages, 18 janvier 2007, 22,00€

Présentation de l'éditeur

Dans un précédent ouvrage, *Les As de la Grande Guerre*, l'auteur retraçait l'aventure et le destin des pilotes de chasse de 1914-1818, ces fameux as français, allemands, britanniques, belges, russes, autrichiens ou italiens, souvent et avec raison comparés aux chevaliers du Moyen Age.

Les Ailes de 1940 en constitue en quelque sorte une suite dans le temps, à travers un autre conflit et avec d'autres héros. Ils ne sont plus quelques dizaines, toutes nations confondues, à inscrire leurs noms au tableau d'honneur de l'aviation militaire internationale, mais des centaines, évoluant sur les avions les plus modernes de l'époque, devenus eux aussi des mythes, comme le Spitfire, le Hurricane, le Messerschmidt 109, le Potez ou le Curtiss.

Ce document est avant tout un livre d'hommes : Patrick de Gmeline trace les portraits de ces pilotes jeunes et passionnés de vol, qui sont aussi des guerriers se battant pour leur pays. Pilotes de l'armée de l'air, de la Royal Air Force, de la Luftwaffe et des autres armées aériennes belligérantes sont ainsi décrits dans leur esprit, leurs réactions, leur manière de vivre et de se battre. L'auteur reconstitue leur cadre de vie quotidien : des terrains improvisés aux bases structurées, des maisons bourgeoises ou des châteaux réquisitionnés aux tentes dressées en plein air, des QG français à Bentley Priory, le cœur de la bataille d'Angleterre. Récits, souvenirs, anecdotes émaillent un texte qui ne sacrifie à la technique que ce qui est nécessaire pour se concentrer sur la peinture des caractères, si proches, finalement, les uns des autres, au-delà des uniformes.

Les silhouettes de la plupart des grands noms de la chasse sont présentes tout au long de cet ouvrage unique. Quel que soit leur drapeau, qu'ils portent la croix de guerre, la *Distinguished Flying Cross* ou la *Ritterkreuz*, ces pilotes de chasse, honorés et admirés dans leurs patries respectives, suscitent

encore aujourd'hui l'admiration de leurs anciens adversaires.

Ce livre le rappelle opportunément.

L'auteur vu par l'éditeur

Patrick de Gmeline est reconnu comme l'un des principaux historiens militaires français. Parmi ses ouvrages, citons *Commandos d'Afrique*, *Corps-Francis 1939-1940*, *Les Cadets de Saumur*, *Sous-marins allemands au combat*, *Commandos paras de l'air*, 11 novembre 1918, Versailles 1919, chronique d'une fausse paix. Son dernier ouvrage, *Amyot d'Inville*, quatre frères pour la France, a reçu un prix du jury des Ecrivains catholiques. Son œuvre a été couronnée par six prix littéraires dont deux décernés par l'Académie française.

Militaires à temps partiel. Sociologie des officiers de réserve spécialistes d'Etat-major, par Mohamed Madoui. L'Harmattan - Edition Diffusion, collection « Logiques sociales », 5-7 rue de l'école polytechnique, 75005 Paris, 2006, 185 pages, 16,50€uros.

Présentation de l'éditeur

La création de la réserve est inséparable du contexte historique qui suit la cuisante défaite de l'armée française à Sedan en 1870 dans la guerre qui l'opposait aux forces armées prussiennes, beaucoup plus nombreuses en effectifs et mieux préparées. Tirant les leçons de cette débâcle et s'inspirant de l'organisation militaire prussienne, la réunion des ORSEM décida de créer un corps d'officiers de réserve spécialistes d'Etat-major, recrutés essentiellement parmi les élites des plus grandes écoles.

Fruit d'une enquête empirique conduite en 2001 auprès des officiers de réserve spécialistes d'Etat-major de l'armée de terre, cet ouvrage a pour ambition d'analyser les trajectoires individuelles et socioprofessionnelles de ces civils « militaires à temps partiel ». Quelles sont leurs motivations et les déterminants de leur décision d'engagement ? Quelle typologie peut-on établir à partir de leurs

motivations, de leurs représentations militaires et de leurs trajectoires sociales ?

Avec la fin de la conscription et la mise en place de la professionnalisation, cet ouvrage met le doigt sur les difficultés que rencontre une armée de métier non seulement en matière de recrutement mais aussi de formation et de fidélisation des cadres réservistes. C'est en définitive, la notion même de la réserve qui est ici remise en question et qu'il faut revisiter à la lumière des évolutions récentes du monde militaire.

L'auteur vu par l'éditeur

Mohamed Madoui est chercheur au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS, UMR 6209) et enseignant de sociologie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM-Paris). Il a publié de nombreux articles sur les transformations des métiers militaires en France. Ses travaux actuels portent sur les figures de l'entreprise et de l'entrepreneuriat au Maghreb et dans l'immigration. Il a coordonné notamment deux ouvrages collectifs « Entrepreneurs et Pme » (L'Harmattan, 2004) et « De la gouvernance des Pme-Pmi : regards croisés France-Algérie » (L'Harmattan, 2006).

Le Renseignement dans la guerre d'Algérie, par Charles Maurice Faivre. Lavauzelle, BP No 8, 87350 Panazol, octobre 2006, 355 Pages, broché, 27,00 Euros€

Présentation de l'éditeur

Le renseignement est trop souvent, en France, le parent pauvre de l'histoire. Ce constat est particulièrement vrai dans le cas de la guerre d'Algérie, pour

des raisons bien connues : charge émotionnelle, enjeu politique, difficulté d'accès aux sources, réticences des témoins, cloisonnement des réseaux, et, surtout, polarisation sur la question de la torture, c'est-à-dire sur la face honteuse d'une guerre réduite à l'interrogatoire musclé des suspects.

Il fallait le général Maurice Faivre, expert en renseignement militaire, et lui-même fort d'une expérience opérationnelle de cinq ans en Algérie, pour tenter d'ouvrir cet impossible chantier.

Puisant aux meilleures sources – souvent inédites –, il arrive à reconstituer clairement l'organisation complexe et le fonctionnement opaque du renseignement civil et militaire dans une situation extrême, celle d'une guerre civile où se mêlent problèmes politiques, culturels, sociologiques, éthiques, où interfèrent dimension intérieure et dimensions diplomatiques.

Cet ouvrage, au-delà même de son objet historique, est une fondamentale contribution à l'élaboration du concept de renseignement dont l'utilité n'a jamais été aussi évidente et pressante qu'aujourd'hui.

L'auteur vu par l'éditeur

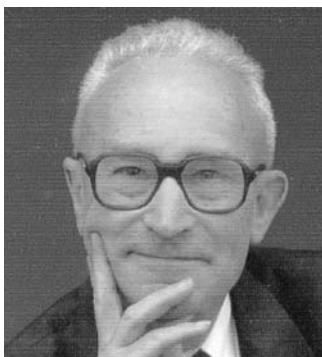
La carrière militaire du général Maurice Faivre l'a souvent conduit à exercer des responsabilités dans l'exploitation du renseignement. Le général Maurice Faivre était sorti major de promotion à l'Ecole Spéciale Militaire de St Cyr-Coëtquidan ; il a fait l'Ecole d'application de l'Armée blindée-Cavalerie, Saumur ; l'Ecole supérieure de Guerre, Paris ; le DEA de Politique de Défense, Strasbourg ; et a obtenu un doctorat de sciences politiques, Sorbonne. En 1962, il servait au 2^e Bureau du Commandant supérieur en Algérie. Le général Maurice Faivre a écrit de nombreux ouvrages de référence.



Collaborateurs



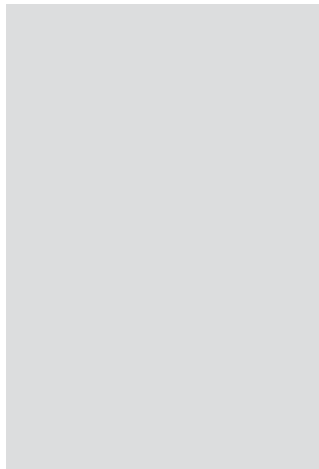
Colonel Brian K. Hall (BS, Rutgers University ; MS, Marine Corps Command and Staff College ; DC, New York Chiropractic College) directeur adjoint du Joint Requirements and Integration (J-8), Commandement Interarmées des Etats-Unis, Norfolk, Virginie. Il a servi en tant qu'officier exécutif auprès du vice-commandant, Commandement au Combat Aérien, Langley AFB, Virginie ; directeur du Joint Force Requirements, Commandement atlantique des Etats-Unis, Norfolk, Virginie ; chef d'état major pour le 317ème groupement de pont Aérien, Dyess AFB, Texas ; et chef du Air Force Directorate, bureau de coopération à la défense, Ankara, Turquie. Commandant pilote avec plus de 2.400 heures de vol dans trois systèmes d'armes majeurs. Le Colonel Hall est diplômé des Squadron Officer School, Armed Forces Staff College, et Air War College.



Pierre Montagnon, Saint Cyrien. Officier aux parachutistes de la Légion étrangère de 1954 à 1961. Reconverti dans la vie civile. Historien et conférencier. Auteur d'une trentaine d'ouvrages dont une monumentale Histoire de la Seconde Guerre mondiale. Lauréat de l'Académie Française. Officier de la Légion d'Honneur à titre militaire.



Colonel Russell J. Handy (BS, Embry-Riddle Aeronautical University ; MS, Central Michigan University) est commandant de la *33rd Fighter Wing*, Eglin AFB, Floride. Il a auparavant servi comme commandant en second au *1st Fighter Wing*, Langley AFB, Virginie ; commandant du *3rd Operations Group*, Elmendorf AFB, Alaska ; commandant du *58th Fighter Squadron*, chef du *33rd Fighter Wing Safety* et officier des opérations du *60th Fighter Squadron*, le tout à Eglin AFB, Floride et comme chef de *Advanced Programs and of Missile Defense Operations* (Programmes avancés et des opérations de défense missile) aux quartiers généraux NORAD, Peterson AFB, Colorado. Il a également été instructeur à l'école d'armement de l'armée de l'air, Nellis AFB, Nevada ; chef d'armement et des tactiques du *71th Tactical Fighter Squadron*, Langley AFB, Virginia ; pilote instructeur sur F-15 et assistant chef d'armement et des tactiques du *44th Tactical Fighter Squadron*, les deux fonctions à Kadena AB, Japon. Le colonel Handy est diplômé de la Squadron Officer School, de l'USAF Fighter Weapons School, de l'Army Command and General Staff College, de l'Armed Forces Staff College et de l'Air War College.



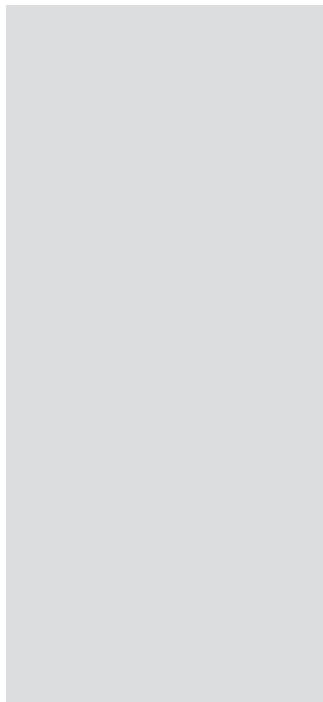
Tim Larribau, lieutenant de réserve de l'armée de l'air française, Bordeaux, France. Il a servi comme aide de camp et assistant chef de cabinet du chef de l'Etat-major Interarmées de Planification Opérationnelle à Creil. Il occupe diverses fonctions dans la communication et l'interprétariat parallèlement à son engagement dans la Réserve de l'armée de l'air. Il a été détaché temporairement au sein du Centre de Planification et de Conduite des Opérations de l'Etat-major des armées. Il intervient également de façon régulière dans la formation et l'instruction des jeunes réservistes. Tim LARRIBAU est aussi l'un des animateurs de l'Aérobibliothèque, site Internet recensant les parutions d'ouvrage aéronautiques en langue française. Il est en charge notamment de la thématique « Stratégie et doctrines aériennes ».



Manohar Thyagaraj (BS, Université d'Iowa) prépare actuellement une maîtrise en affaires internationales à l'Université Marquette. L'essentiel de ses recherches traite de la politique militaire américaine en Asie du Sud, de la défense antimissile et de la relation entre l'économie militaire et l'avenir de la politique de sécurité nationale américaine dans la région. Son directeur de recherches est le Dr. Raju G. C. Thomas, un expert renommé sur le thème de la sécurité sud-asiatique. Avant son troisième cycle universitaire, il a travaillé de manière informelle avec quelques membres du Congrès sur les questions relatives au transfert de technologie entre les Etats-Unis et l'Inde.



Colonel Lawrence M. Martin Jr. (USAFA ; MA, University of Nebraska-Lincoln ; MASS, Air War College) est officier de liaison du US Transportation Pacific, Camp Smith, Hawaii. En 20 ans de carrière, il a servi dans divers corps aérien, de personnel et à des postes de responsable, dont chef d'état major, Senior Officer Matters, état major AMC (Air Mobility Command), Scott AFB, Illinois ; commandant, 350th Air Refueling Squadron, McConnell AFB, Kansas ; professeur assistant au département d'histoire, US Air Force Academy, Colorado ; et chief of tactics/evaluator pilot, 50th Tactical Airlift Squadron, Little Rock AFB, Arkansas. Il est pilote de commandement et totalise plus de 3.300 heures de vol à bord des appareils C-130, UV-18B, et KC-135. Le Colonel Martin a obtenu son diplôme du Air War College avec mention très honorable. C'est aussi un éminent diplômé du US Marine Corps Command and Staff College, Quantico, Virginia, et de la Squadron Officer School, Maxwell AFB, Alabama.



Dr. Bruce E. Bechtol Jr. (BS, Excelsior College ; MA, Catholic University ; MMS, Marine Corps Command and Staff College ; PhD, Union Institute) est professeur associé en relations internationales à U.S. Marine Corps Command and Staff College. Il était également professeur assistant en études sur la sécurité nationale à l'Air Command and Staff College, armée de l'air à Maxwell AFB, Alabama. Il a aussi travaillé à l'agence gouvernementale DIA (Defense Intelligence Agency), comme analyste senior pour l'Asie du Nord-Est au sein du Directorate for Intelligence, Joint Chiefs of Staff (J2) (Direction des renseignements, état-major interarmées), au Pentagone. Il a également servi pendant 20 ans dans le Corps des Marines, d'où il a été mis en retraite en 1997. Auteur de l'ouvrage *Avenging the General Sherman* (Venger le général Sherman) et co-auteur de *Divided Korea* (La Corée divisée). Ses articles ont aussi été publiés dans de nombreux journaux spécialisés, autant aux Etats-Unis qu'en Corée. Le Dr. Bechtol était l'éditeur de la publication *Defense Intelligence Journal* (2004-5) et siège au Comité d'édition de l'*East Asian Review*.



Général de brigade d'état major Qaa'id Kerish Mashthoob Al-Khuzaa'i, armée de l'air irakienne, dirige les opérations aériennes dans le commandement de l'armée de l'air irakienne. Après avoir réussi, en 1978, ses études à l'Académie de l'armée de l'air irakienne à Bagdad, il obtient son diplôme d'instructeur de vol en 1985. Il poursuit son parcours académique et professionnel en vue d'obtenir un diplôme de l'académie d'état major en 1989 et une licence en droit en 2003. Il suit une formation à l'Institut d'études stratégiques de l'école supérieure de guerre de l'armée américaine, à Washington DC. Au cours de sa carrière professionnelle, il a enseigné à l'université militaire d'Al-Bakr, servi en tant que lieutenant colonel et occupé pendant huit ans diverses positions de commandement. En 1999, il est démis de ses fonctions militaires pour des raisons politiques. C'est en 2003, après la libération de l'Irak, qu'il reprend du service dans l'armée en tant qu'adjoint au commandant de la direction de la sécurité publique de la province d'Al-Diwanya, œuvrant avec le corps des marines américains au maintien de la paix et de l'ordre civils. Depuis lors, il occupe son poste actuel au sein de l'armée de l'air.



Colonel Hamad Abdulla Al-Khalifa (BS, King Faisal Air Academy, Arabie Saoudite) est commandant de l'armée de l'air royale du Bahreïn. Il a servi en tant que commandant du tir aérien dans l'Escadron de l'air de Bahreïn, commandant d'escadron de transport et recherche et sauvetage, commandant de l'Escadrille d'hélicoptère et commandant adjoint de l'armée de l'air de Bahreïn . En 1987, il dirigea l'équipe qui sauva en mer cinq personnes de la marine des Etats-Unis après une attaque missile qui atteignit l'USS Stark dans le Golfe Persique. Pendant la guerre de libération du Koweït, il dirigea avec succès l'Escadrille d'hélicoptères pendant des opérations de recherche-et-sauvetage et des patrouilles armées de support aux forces de la coalition. Il a reçu de nombreuses distinctions nationales et internationales en raison de ses contributions militaires. Le Colonel Hamad, qui continue à entraîner beaucoup de nouveaux pilotes d'hélicoptères, fit son éducation militaire de base et sa formation de pilote professionnel d'hélicoptère à l'Oxford Air Training School, au Royaume Uni et ses entraînement d'instructeur et de pilote d'essais à Fort-Worth, Texas. Il est diplômé de la Squadron Officer School and Air Command and Staff College de Maxwell AFB, Alabama.

